

# Le Monde

**350 F**

Algérie, 2 RA; Maroc, 25 RA; Tunisie, 250 M; Allemagne, 150 DM; Autriche, 14 sch; Belgique, 25 M; Canada, 110 \$; GBM/UK, 172 F; FCF, 23 RA; Danemark, 650 kr; Espagne, 70 pes; G.-B., 40 p; Grèce, 43 dr; Iran, 125 M; Lituanie, 70 L; Italie, 1000 L; Liban, 32 P; Luxembourg, 23 L; Norvège, 475 kr; Pays-Bas, 275 G; Portugal, 45 esc; Suède, 275 FCF; Suisse, 475 M; Suiss., 130.-; E.-U., 95 cents; Yougoslavie, 36 G.

Tout des abonnements page 2

**5. RUS DES ITALIENS**  
75121 PARIS CEDEX 8  
Téléx Paris n° 658372  
C.C.P. 4297 - 23 PARIS  
TEL 1 246-72 22

## Les prix agricoles

## M. Hissène Habré marque de nouveaux points au Tchad

L'évolution du conflit tchadien semble s'accélérer. Alors que la situation sur le terrain tourne, comme le rapporte notre envoyé spécial à N'garthoum, de plus en plus à l'avantage de M. Hissène Habré, qui vient de prendre le contrôle d'une nouvelle localité — Mangaleine — dans l'est du pays, Tripoli, se donnant peut-être les moyens d'une intervention ultérieure, vient de dénoncer la présence d'« éléments américains » au sein de la force interafricaine de maintien de la paix au Tchad, ce qui constitue un « développement grave de la crise ».

Par ailleurs, les réunions extraordinaires de l'Organisation de l'unité africaine, prévues à Nairobi entre le 2 et le 7 février, ont été repoussées. Celle qui est consacrée au Tchad aurait lieu les 10 et 11 février.

## De notre envoyé spécial

Khartoum. — « La question, qu'on lui a posée de savoir si Goukouni n'est pas trop faible pour négocier avec Habré. » Cette opinion d'un diplomate occidental ne le rassure pas. Les représentants du Khartoum demandent à la visite du président du GUNT dans la capitale soudanaise. « Toutes les informations que nous avons reçues tendent à confirmer la position favorable, sur le terrain des Forces armées du Nord (FAN) de M. Elsenbecker, dont le quartier général est à Khartoum, » dit-il. « En pays, face à la coalition hitérou-cite que dirige le président Goukouni. Or, en outre, les renseignements que nous avons recueillis de la France semblent favorables à la réunion d'une table ronde » entre Tchadéens et Arabes, de manière un terme au conflit.

du jour. A midi, la place était envahie.

Les FAN se sont également infiltrés dans le secteur de Monrovia, dans le sud du pays, où devaient se tenir, dimanche, l'ouverture d'un petit détachement nigérian de la Force interafricaine de paix.

Enfin, dans le centre, elles ont établi un poste à 17 kilomètres de la capitale, dans la région de Assoua, dans le nord, qui s'est dévalé précipitamment en novembre, les FAN sont devenues — et sont — une force politique-militaire du Togo. Elles disposent désormais d'une liberté d'action considérable, pour peu que leurs adversaires ne résistent pas devant des armées militaires étrangères.

**J.-C. POMONTI.**

(Lire la suite page 6.)

La Commission européenne a rendu publiques, mercredi 27 janvier, ses propositions de prix pour la campagne agricole 1982-1983, en dépit de l'échec des négociations agro-budgétaires enregistrées par les Dix. Les organisations professionnelles sont doublement inquiètes : la hausse moyenne proposée (9 % quand elles réclament 16,3 %) leur paraît nettement insuffisante et elles redoutent un veto britannique qui bloquerait la fixation des prix.

Dans un communiqué, la F.N.S.E.A. se déclare « stupéfaite » par ces propositions qu'elle juge « inacceptables » face « à la dégradation continue du revenu agricole ».

De son côté, le C.N.J.A. juge « scandaleuses » ces mêmes propositions, qui relèvent « de la provocation pure et simple ».

La rencontre prévue mardi 2 février entre M. Mitterrand et M. Guillaume, président de la FNEA, pourrait être de nature à

M. GUILLAUME, président de la F.N.S.E.A., pourrait être de nature à calmer les esprits, voire à rassurer les agriculteurs sur la fermeté du gouvernement dans le débat européen sur les prix. Mme Cresson s'est entretenue de cette question avec son collègue italien, M. Bartolomei, mercredi, à Rome.

De notre envoyé spécial

Rome. — En rencontrant mardi 26 janvier à Rome M. Bartolomei, ministre italien de l'agriculture, Mme Bath Cresson a poursuivi la série des entretiens bilatéraux avec les Etats membres de la Communauté qui préparent à la négociation sur les prix agricoles. Elle devra encore rencontrer M. Peter Hall, ministre britannique. L'étape de Londres sera sans doute plus difficile que celle de Rome, où l'on s'est aisément rassuré sur l'état des relations franco-italiennes, en dépit du regain de tension qui provoque l'agitation du Midi viticole.

L'entrevue entre les deux

des chargements de vins italiens (le *Monde* date 24-25 janvier). Il n'empêche que les autorités italiennes, qui ont en mémoire l'affaire de l'*Ampelos*, le pinard sicilien arrosé au mois d'août dans le port de Sète, et le blocage des importations qui l'ont suivi, auraient ainsi une raison nationale ferme des incidents récents par la partie française. Celle-ci s'est bornée à les « déplorer », faisant valoir qu'il appartenait à l'Italie de mener une politique des prix et de contrôle des exportations susceptible de ne pas entraver la concurrence communautaire.

**JACQUES GRALL**

*(Lire la suite page 27.)*

## par ANDRÉ FONTAINE

rante-cinq jours après le coup de Varsovie, de l'accord sur le gaz sibérien. Mais on ne s'avance pas beaucoup en estimant que, si M. Giscard d'Estaing était en-

«rien». A quoi il faut ajouter, si l'on veut être juste et complet, que M. Mitterrand, qui a si bien fustigé en mai 1980 le pas de clerc de son prédécesseur à Varsovie, serait sans doute le premier, s'il était encore dans l'opposition, à critiquer le geste que MM. Mauroy et Jospin ont maladroitement tenté de justifier, en faisant valoir, en somme, que le gaz, comme l'argent, n'a pas d'odeur.

L'amnésie, de tout temps, a fait partie de la vie politique. Non seulement un jacobin ministre n'est pas un ministre jacobin, mais il ne peut pas l'être, car il n'est pas de credo politique qui résiste bien longtemps aux impératifs, réels ou apparents, de la raison d'Etat.

(Lire la suite page 7.)

## « CASTOR ET POLLUX » PAR L'ENGLISH BACH FESTIVAL

## *Le temps de Rameau*

**« Accourez, accourez »,** comme on chante volontiers et inlassablement dans les opéras de Rameau. Pour la première de *Castor et Pollux* le 27 janvier, le Théâtre des Champs-

Elysées était confortablement garni, mais non pas rempli; il en sera peut-être de même ce jeudi, et ce serait dommage de manquer le spectacle merveilleux de l'English Bach Festival, qui nous console de l'échec de *Dardanus* l'an passé et de la suppression de *Platée*, cette saison, à l'Opéra.

Il faut en convenir, les Anglais connaissent et interprètent Rameau bien mieux que nous, et c'est à 'English Bach Festival', à son infatigable directrice, Lina Lalandi, que nous devons depuis plusieurs années les résurrections d'*Hippolyte et Aricie*, *Pygmalion*, la *Princesse de Navarre* et *Zeis*. La recherche de plus en plus minutieuse de la vérité, la reconstitution historique à travers les costumes de Boquet, un style baroque raffiné, un langage choré-

**JACQUES LONCHAMPT.**  
(Lire la suite page 21.)

**PATRICK GRAINVILLE**

# Les forteresses noires

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL.

# Seul

## AU JOUR LE JOUR

## SÉRIE

**La France achetait du pétrole à l'Iran : exit le chah d'Iran !**

**La France achetait de l'uranium en Centrafrique : exit l'empereur Bokassa !**

La France va maintenant acheter du gaz à l'Union soviétique, histoire de faire plaisir aux ennemis de M. Brejnev...

**HENRI MONTANT.**

٥٥ من الأول



## LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

## Pouvoir majoritaire et pouvoir d'opposition

La décision du Conseil constitutionnel sur les nationalisations a indigné les uns et fait applaudir les autres. Philippe Nemo estime qu'il joue un rôle-clé, en forçant le pouvoir à prendre ses responsabilités et que vouloir le supprimer serait mettre en cause la République elle-même. Maurice Duverger croit à la nécessité d'un pouvoir d'opposition et s'interroge sur les moyens d'en assurer l'alternance.

DANS les démocraties d'Occident où le gouvernement dispose d'une base parlementaire stable, la séparation des pouvoirs a pris une forme nouvelle. Elle ne se fait plus entre l'exécutif et la législature : le premier ayant les moyens de plier le second à sa volonté, par son autorité sur la plus grande partie des députés. Ainsi se trouvent réunies les deux branches de la puissance politique autrefois divisées par Locke, Montesquieu et leurs commentateurs. Pour que sa concentration ne la rende pas oppressive, elle doit se « heurter à un ensemble d'institutions établissant » un pouvoir d'opposition capable de contenir le pouvoir majoritaire. Car l'un des fondements de la liberté demeure invariable : il faut toujours que « le pouvoir aille le pouvoir ».

Conçu pour pallier l'infirmité d'un régime tout différent, notre Constitution de 1958 n'avait pas prévu la nouvelle séparation des pouvoirs. Quand le pouvoir majoritaire est apparu en 1962, il n'a pas trouvé en face de lui un pouvoir d'opposition suffisant. Dans les textes, celui-ci ne dispose que de trois grands moyens d'expression : la minorité de l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel. La première a été brimée par les règles destinées à éviter l'instabilité et l'impuissance des gouvernements antérieurs : ordre du jour prioritaire, vote bloqué, mécanisme de la confiance et de la censure, etc. Après avoir montré quel que énergie envers un gaullisme qu'ils trouvaient trop plébiscitaire, les sénateurs ont témoigné beaucoup d'indulgence à un giscardisme dont ils portaient l'attraction pour les notables. Quant aux conseillers constitutionnels, comment auraient-ils pu contenir le bloc majoritaire, puisqu'ils ne pouvaient être saisis que par ses chefs ou par le président d'un Sénat qui ne lui était guère défavorable ?

La nouvelle séparation des pouvoirs a connu son premier développement avec la révision de 1974, qui permet à six députés ou sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel. L'opposition recevait ainsi le droit de faire vérifier la régularité des

lois votées par la majorité. Mais cette réforme n'a pris tout son sens qu'après le renversement politique de mai-juin 1981. L'alternance n'a pas seulement changé l'orientation du pouvoir majoritaire, mais son étendue. Alors que les organes susceptibles de le contenir ne pouvaient jusqu'ici le faire de façon suffisante, voici qu'ils en deviennent capables. Le changement ne concerne guère la minorité de l'Assemblée nationale, dont le statut n'est que peu modifié. Mais la situation du Sénat se trouve tout à fait bouleversée par un mécanisme auquel le Conseil constitutionnel ne peut totalement échapper.

Le recrutement des sénateurs est agencé de telle façon qu'ils ne puissent avoir exactement la même orientation que la majorité de l'Assemblée nationale, ce qui leur permet de la contredire. Leur blocage ne va jamais loin, puisque la procédure de la commission mixte permet aux députés d'avoir le dernier mot. Néanmoins, ils peuvent retarder la décision finale, et l'irrévérence par leur pression sur l'opinion. Ils ont employé cette prérogative contre tous les gouvernements. Mais ils ne pouvaient en user hier avec l'énergie qu'ils déploient aujourd'hui. Issus d'un suffrage inégalitaire, souvent dominé par les petites communes de la France rurale, comment ne seraient-ils pas portés à moins faire obstacle aux partisans de l'ordre établi qu'aux promoteurs d'une société nouvelle ?

Depuis que le pouvoir majoritaire penche vers la socialisme, le Sénat est devenu un contrepoids efficace, qui pèse sur l'autre côté de la balance et donne force au pouvoir d'opposition. Quand le pouvoir majoritaire penche vers le conservatisme, le contrepoids sénatorial glisse au contraire du même côté que le poids, et le pouvoir d'opposition reste épique et faible. Les institutions de la République ne peuvent s'accommoder de telles variations. La puis-

par MAURICE DUVERGER

sance du bloc formé par le président, le gouvernement et la majorité de l'Assemblée rend nécessaire que la nouvelle séparation des pouvoirs devienne permanente, et qu'elle ne se développe pas seulement en face de la gauche à l'exclusion de la droite. La démocratie exige que l'alternance du pouvoir d'opposition accompagne toujours l'alternance du pouvoir majoritaire.

Quoi qu'on dise depuis quelques jours, le contrepoids du Conseil constitutionnel ne subit pas les mêmes oscillations. Si tous ses membres ont été nommés par l'ancienne majorité, la plupart ont une indépendance d'esprit que nul ne peut contester. Faut-il rappeler d'ailleurs qu'avant d'annuler sur recours de l'opposition de droite quelques articles de la loi sur les nationalisations, la Haute Juridiction avait annulé d'autres textes importants sur recours de l'opposition de gauche : par exemple, l'article de la loi « sécurité et liberté » autorisant à expulser des avocats en cours d'audience ? La décision du 16 janvier 1982 est aussi fondée que les précédentes. Pourquoi ces dernières ont-elles suscité moins de remous dans les partis qu'elles condamnaient ? Évidemment parce qu'ils ne pouvaient soupçonner une femme de César si proche d'eux.

Si les conseillers actuels venaient d'horizons plus divers, leur autorité serait moins contestée. Rien ne permet de dire qu'ils ne jugent pas en leur âme et conscience. Mais l'appréhension de la constitutionnalité d'une loi n'est totalement objective que si elle se fonde sur la vérification de faits matériels, tels que le respect d'un délai ou d'une procédure. Les prérogatives de la défense ou l'équité d'une indemnisation ne sont pas délimitables avec la même rigueur. Dans ces domaines, un juriste ne peut garantir qu'il parvienne à se délivrer totalement de ses préférences intimes, même s'il s'efforce de le faire. Et ce travail d'objectivité demeure insuffi-

ment plus difficile à qui ne l'a pas appris par son métier et son expérience, l'homme politique étant astreint à un plus grand effort.

La Constitution permet de corriger à la longue les défauts du Conseil chargé de la faire respecter. Pour lui, l'alternance du pouvoir d'opposition peut suivre l'alternance du pouvoir majoritaire, avec un décalage dans le temps. En février 1983, la gauche pourra renouveler deux des neuf « sages », et deux autres en février 1986. Dans un an, leur composition sera déjà plus diversifiée, et elle le deviendra encore plus dans quatre ans. Cependant, leur majorité ne basculera qu'en 1989, et seulement si la prochaine Assemblée nationale ou le prochain président de la République ont la même orientation qu'aujourd'hui. Mais les changements politiques dans les démocraties d'Occident sont généralement séparés par de longues périodes. Il est rare que le retour du balancier se produise après un seul mandat sauf échec patent comme celui de M. Carter. Si la majorité de gauche se conforme à cette tendance, elle aura le temps de préparer pour ses successeurs un Conseil constitutionnel dominé par elle : mais aux deux tiers, seulement, à cause des nominations faites par le président du Sénat.

On pourrait voir un agencement subtil dans ce décalage des alternances. Les maîtres de la puissance politique se heurtent d'abord à un Conseil constitutionnel peu porté à traiter avec indulgence leurs premières décisions, naturellement énergiques. Mais il adoucit ensuite, parallèlement à eux, au fur et à mesure des années. Ainsi le pouvoir d'opposition s'atténuerait en même temps que le pouvoir majoritaire. Suspendue aux caprices d'un destin qui peut précipiter les changements, cette vision idyllique n'est guère propice au prestige d'une juridiction dont elle pousse à renforcer le caractère partisan, qu'il faudrait diminuer au contraire. En attendant que son système de recrutement soit modifié, ne

pourrait-on l'appliquer de façon plus équitable, en mettant fin à la pratique suivie dans les renouvellements des dix dernières années (1) ?

Il est regrettable que les autorités de nominations n'aient pas médité la leçon donnée par les anciens présidents de la République, membres de droit, qui se sont abstenus de participer aux délibérations, créant ainsi une tradition excellente. Leur présence n'aurait pas été plus convenable que celle des anciens ministres et des anciens présidents ou membres des Assemblées législatives, quelle que soit la valeur personnelle de ceux-ci. Moins le Conseil constitutionnel comprendra d'hommes politiques, moins on pourra le soupçonner de prendre des décisions politiques. Surtout quand l'influence des premiers semble moins contestée, comme qu'entre 1965 et 1971, lorsque René Cassin, Marcel Waline et François Luchaire siégeaient ensemble.

On n'a pas plus loin dans une telle voie sans l'accord du Sénat, qui peut bloquer toute révision constitutionnelle. Il peut empêcher aussi toute réforme de son propre recrutement. La seconde serait beaucoup plus importante que la première parce que le contrepoids du Conseil constitutionnel se trouve moins altéré par le changement du bloc majoritaire, et qu'il comporte une certaine régulation. Calculé pour peser seulement sur la gauche, le contrepoids des sénateurs perd au contraire l'essentiel de sa force quand la droite gouverne. L'alternance du pouvoir d'opposition ne suit pas du tout celle du pouvoir majoritaire. La résille du défaut principal de nos institutions. Tant qu'il ne sera pas corrigé, la Ve République restera privée d'une équitable séparation des pouvoirs. Mais comment le serait-il puisque ceux qui en profitent ont la faculté de le maintenir ? Il leur faudrait beaucoup de sagesse et d'abnégation pour surmonter cet obstacle.

(1) Cf. François Luchaire, *Le Conseil constitutionnel*, Economica, 1980, page 64.

## République ou marxisme ?

par PHILIPPE NEMO (\*)

L'ENJEU de la triste affaire du conseil Constitutionnel, c'est, ni plus ni moins, la République. Les propos de MM. Jospin, Joxe, Mermaz, Sarre, Poperen, parfaitement consonants avec ceux de MM. Lajoinie et Herzog, ne peuvent que donner aux Français, héritiers d'une tradition de liberté et de raison, l'amertume d'une décadence. Car il ne s'agit nullement des nationalisations en elles-mêmes, sur lesquelles j'avoue ne pas avoir de science infuse. Il s'agit du respect de la Constitution et des formes, nullement arbitraires, de la démocratie.

M. François Luchaire a dit que les membres du Conseil étaient « trop attachés aux principes de la XVIII<sup>e</sup> siècle ». Cette phrase signifie que la Déclaration des droits de l'homme, sur laquelle est fondée la décision des neuf sages, est perimée aux yeux de certains. Sont-ce donc d'autres droits de l'homme auxquels le président de la République ne manque pas une occasion de dire son attachement ? Si M. Luchaire est un éminent juriste, il est à craindre qu'il ne se soit laissé abuser, philosophiquement parlant, par les petits maîtres marxistes du P.S. Car par quel remplacer les principes du

XVIII<sup>e</sup> siècle, droits individuels, égalité politique, démocratie formelle, sur lesquels est fondé le consensus des Français et de tout l'Occident depuis deux siècles ? Quelle morale supérieure leur substituer ? Les innovations du XX<sup>e</sup> siècle en philosophie politique sont connues : fascisme et démocraties populaires. Les principes de 1789 ne sont peut-être pas immortels, mais ils méritent de durer plus que la philosophie de Lénine ou de Mein Kampf.

D'abord, il est inique de dire que le rôle du Conseil est politique. Si une loi est déclarée inconstitutionnelle, la question politique n'est nullement tranchée, elle n'est que déplacée : renvoyée soit au Parlement pour le vote d'une autre loi, soit au pays pour une modification de la Constitution. Les juges du Conseil doivent être absolument impartiaux sur cette position. Nul Français n'est fondé à leur adresser le moindre reproche en droit ou en morale. Car il n'est pas un Français, fut-ce le président, qui, en attendant que le peuple se prononce, représente plus que le Conseil dans cette affaire.

De quoi s'agit-il, en effet, sur le fond ? On affirme que le Conseil

s'oppose de façon illégitime à la volonté populaire. C'est un paradoxe. La thèse du pouvoir absolu de la majorité serait vraie si l'on était en état de guerre : si, le 10 mai, il y avait eu une bataille rangée entre deux armées et que l'une eût écrasé l'autre. Le plus fort, alors, pourrait dire : « *Vae victis* ! » et tout régler dans le pays à sa guise. Mais il n'y a pas de bataille. Il y a un vote. Un vote dans le cadre de la République et de sa Constitution. Les citoyens se sont rendus aux urnes pour faire ce qui était prévu dans la Constitution, selon une règle du jeu explicite et connue de tous.

Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que, si 52 % des électeurs ont voté pour M. Mitterrand, 48 % pour M. Giscard d'Estaing, 100 % ont voté pour la République.

## Une logique admirable

Il en résulte, selon une logique que tout électeur comprend et qui est admirable, que les pouvoirs du président (comme ceux de l'Assemblée élue en juin dans le même cadre) sont ceux prévus, énumérés et détaillés dans le texte fondamental. Les Français, par leurs suffrages, ne leur ont confié ni plus de pouvoirs ni d'autres pouvoirs. Ils n'ont aliéné que la part de leur liberté que la Constitution leur demandait explicitement. En prenant part au vote et en acceptant d'avancer son verdict, la future minorité a reconnu la légitimité d'un pouvoir qui s'exercerait éventuellement contre ses choix, mais elle n'a pu par définition s'engager à reconnaître les empiétements éventuels du pouvoir sur les limites que la Constitution lui fixe.

Dès lors, toute extension du pouvoir des élus au-delà de ces limites est une forfaiture et un coup de force. Elle suppose un état de guerre, non un état de droit. Peut-être est-ce bien ainsi que l'entendent les théoriciens de la lutte des classes et de la « rupture avec le capitalisme ». Mais alors il faut que les choses soient claires.

On objecte à juste titre : le peuple souverain ne peut-il modifier ses propres règles de droit ? Origine suprême de tout pouvoir politique, comment pourrait-il être prisonnier

de règles antérieures, donc, paradoxalement, de lui-même.

La réponse est claire. Il le peut. Mais, pour cela, il faut qu'il s'exprime. Comment ? Par des élections au suffrage universel à bulletin secret, organisées par les pouvoirs publics. Ceux-ci et le Parlement ne peuvent prétendre représenter le peuple sans nouvelles élections, respectivement, dans les matières réglementaires et législatives, à l'exclusion des sujets constitutionnels. Pour sortir du cercle vicieux, la Constitution a explicitement prévu sa propre modification dans son article 89. Dès lors les pouvoirs publics ont une voie toute tracée pour provoquer un changement qu'ils croient souhaité par l'opinion : faire voter le peuple par référendum, ou ses représentants réunis en congrès.

Seulement, quand on vote, il y a campagne électorale, débat public, garanties formelles. Il y a prise de responsabilité personnelle des élus (cf. article 27 de la Constitution) et des électeurs : tous comportements moraux et humanistes qui font horreur aux marxistes-léninistes comme aux fascistes.

## Protéger le peuple

Ainsi, nul ne peut violer les consciences constituant le peuple souverain en décrétant « nécessaires » ou « inévitables » des évolutions sur lesquelles le peuple ne s'est pas prononcé. Il ne s'agit pas d'empêcher le peuple de progresser, mais de le protéger contre les usurpateurs qui veulent le faire revenir en deçà du siècle de Jules Ferry. Ce n'est pas autrement que Lénine prétendait se substituer, avec l'« avant-garde » bolchevique, à la conscience « spontanément trade-unioniste » de la classe ouvrière. Ce n'est pas autrement que Maurras opposait le « pays réel » au « pays légal », formules aujourd'hui reprises presque mot pour mot par certains socialistes. Les pouvoirs communistes, et Hitler lui-même, sont souvent arrivés, par élections légales. Ce n'est qu'ensuite qu'il y a eu glissement, les gouvernements ayant outrepassé les pouvoirs qui leur étaient confiés par l'élection sans demander de nouveaux avis aux corps électoraux.

Sait-on que le *Projet socialiste* présente l'ensemble des réformes actuellement entreprises par le gouvernement, et dont déjà la constitutionnalité est en question, comme celles d'une simple « phase de transition » ? On imagine les autres tentatives à la Constitution qu'implique à l'avenir ce glissement vers le socialisme définitif. La Constitution de 1958 et son préambule sont manifestement un cadre juridique inadéquat pour la société décrite dans le *Projet socialiste*, notamment en raison des pouvoirs quasi politiques conférés aux syndicats et de la notion de « travailleur » systématiquement substituée à celle de « citoyen ». La Constitution devra donc être, soit tournée, soit révisée.

## Un rôle-clé

C'est ici que le Conseil constitutionnel a un rôle-clé. Car son existence même force le pouvoir à prendre ses responsabilités et à consulter le pays. Dès lors, demander sa suppression, c'est aller beaucoup plus loin qu'une révision constitutionnelle ordinaire. C'est avouer ingénument qu'on a l'intention de faire à l'avenir des lois sans contrôle constitutionnel, même — tel est le paradoxe — par rapport à une Constitution révisée. Seul peut craindre une institution d'équilibre comme le Conseil un pouvoir qui aurait l'intention de procéder à des changements essentiels sans affronter le débat de fond devant l'opinion.

Nous ne serons pas assez stupides, assez sous-développés, pour subir sans broncher le sort des pays de l'Est. Nous avons le bénéfice de l'expérience, nous savons comment les choses se sont passées là-bas. Des hommes se lèveront pour défendre la République, pour dire que ce qui est en cause dans tout ceci, c'est simplement l'homme libre tel que l'Europe l'a conçu, en quelques siècles décisifs de civilisation, au bénéfice, semble-t-il, de l'humanité tout entière, comme le montre *a contrario* l'évolution des régimes politiques dans le tiers-monde.

Je suis convaincu qu'il y a parmi les socialistes des républicains sincères, qui ne veulent pas de ce glissement et entendent défendre le bien commun de tous les Français, la République. Mais cette affaire

exprime une fois encore la contradiction entre un président réputé modéré et républicain et le groupe des auteurs marxistes et anti-humanistes du *Projet socialiste*. Il est temps de poser sérieusement la question : qui est la dupe de l'autre ?

(\*) Esquivia, philosophe.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue de Valenciennes  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
483 F 862 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

II. - SUISSE, TUNISIE  
386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérants :  
Jacques Favret, directeur de la publication.  
Claude Julien.

Imprimerie  
« Le Monde »  
15, rue de Valenciennes  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57437  
I.S.S.N. : 0395-2037.

**Sandor Ferenczi**  
**ŒUVRES COMPLETES**  
**PSYCHANALYSE 4**  
(1927-1933)  
276 pages - Collection « Science de l'Homme » - Prix 95 F

**Wilhelm Reich**  
**PREMIERS ÉCRITS - TOME 2**  
**LA GENITALITE**  
dans la théorie et la thérapie des névroses  
252 pages - Collection « Science de l'Homme » - Prix 76 F

**Sigmund Freud**  
**ESSAIS DE PSYCHANALYSE**  
Traduction nouvelle et définitive par J. Alloupi, A. et O. Bourguignon,  
A. Chénier, P. Cotet, J. Laplanche, J.B. Pontalis et A. Rauty  
PBP 44 - 288 pages - Prix 27,50 F

**PAYOT**



## La rupture entre le parti communiste italien et l'Union soviétique paraît consommée

**M. GROMYKO : Washington cherche à « empoisonner l'atmosphère » internationale.**

M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a accusé, mercredi 27 janvier, les Etats-Unis de vouloir entraîner les autres occidentaux dans une politique « destinée à anéantir les précieux résultats obtenus pendant l'ère de la détente ».

Les Etats-Unis ne tiennent pas compte des suites dommageables de cette politique pour les intérêts nationaux de ces pays, a dit M. Gromyko, en prononçant un toast à Berlin-Est, le lendemain de ses entretiens de Genève avec le secrétaire d'Etat américain, M. Hale.

Washington cherche « à empoisonner l'atmosphère partout où se déroulent des négociations sur les problèmes les plus importants du présent, à Genève (euromissiles), à Madrid (C.S.C.E.) ou à Vienne (M.B.F.R.) », a-t-il ajouté.

Le ministre a aussi reproché au gouvernement américain de s'immiscer dans les affaires « strictement intérieures de la Pologne ».

L'administration américaine joue aux pieds les normes des relations internationales par sa campagne antipolonaise. Non seulement elle tente d'intervenir dans les affaires intérieures de la République populaire de Pologne, mais elle essaie de transformer la Pologne en un foyer de tensions en Europe, a-t-il dit (*...*). Une seule réponse peut être donnée à ceux qui voudraient enlever à la Pologne son rôle dans le mouvement socialiste : personne ne réussira à briser la communauté des Etats socialistes. » M. Gromyko a insisté, d'autre part, sur l'importance qu'il attache aux mouvements

En conclusion, le ministre a affirmé que « ni l'Union soviétique, ni les autres Etats socialistes n'ont jamais cherché ni ne recherchent actuellement la confrontation ».

**Rome. — Pour les communistes italiens, la rupture avec l'Union soviétique paraît consommée. Après une quinzaine d'années de polémique au ton de plus en plus amer, le pas a été franchi.**

Même si les formes demeurent, comme en témoigne le télégramme du P.C.I. pour la mort de Mikhaïl Sousslov, c'est bien de la rupture dont il faut parler dans la mesure où s'est ouverte une fracture idéologique profonde : le P.C.I. ne polémiquait pas avec Moscou sur certains aspects « douteux » de sa politique, mais met en cause l'ensemble du système soviétique.

La rupture avec Moscou du plus important P.C. occidental ne sera peut-être pas sans conséquences sur le camp socialiste. Du point de vue italien, elle lève en tout cas une hypothèse — celle du parti à « souveraineté limitée » — qui peut bloquer le jeu politique en rendant possible une éventuelle alternative de gauche.

Il reste que la « canonisation » soviétique a été sans doute plus violente que ne s'y attendait la direction du P.C.I. Pour « obscurantistes », dit-on dans les couloirs du P.C.I., que soient les thèses défendues par le Kremlin et dignes d'une époque qu'on

Plus grand que ne le laissent pa-

raître les dirigeants. Schématiquement, on peut discerner trois « états d'âme » dans le P.C.I. : d'abord les « tourmentés » pro-soviétiques, minoritaires, et peut-être d'autant moins prêts à se

De notre correspondant

manifestier que la langue de bois utilisée par Moscou les met dans une position délicate. En outre, peut jouer, même chez les socialistes, le rôle d'élément d'attraction interne : même pour ceux qui ne sont pas d'accord avec la direction, le ton trémolo de Moscou est inadmissible. Les socialistes, qui ne veulent surtout les avantages immédiats que peut retirer le P.C.I. de sa rupture avec Moscou sur le plan extérieur, il y a aussi des « perlezzes » à la majorité, surtout troublées par une « enfièvre » désormais officielle de l'habitude une question : « Si le P.C.I. ne peut pas faire preuve d'un admet fort bien, où

Plus que de la démocratie chrétienne peut-être, ce sont des socialistes que viendront les premières élections. Elles ont peut-être le droit de choisir. Les socialistes sont gênés. Dans leur stratégie d'accès au pouvoir, ils préfèrent un P.C.I. dur et isolé mais dont la neutralité leur est cependant nécessaire. Ils ne veulent pas que le P.C.I. leur fasse payer celle-ci plus cher aujourd'hui alors qu'il se trouve dans une position forte, sollicité aussi par la démocratie chrétienne. Une question pour l'union de la gauche, hypothèse jusqu'à présent exclue. Cela dit, le P.C. doit se préoccuper avant tout de sa position électorale. Il ne peut faire preuve de souplesse envers le parti socialiste qu'après des élections qui

La scission paraît dans ces conditions tout probable : même si M. Cosutta, le seul membre du comité central à avoir voté contre le document de la direction sur le désarmement, ne se résout pas après qu'il respecterait la décision adoptée à la quasi-unanimité. Il se cantonne aujourd'hui dans un rôle d'observateur. Même s'il y a une éventuelle provocation, il ne paraîtrait pas vouloir aller au-delà de la création éventuelle d'une revue.

Après le passé, en fait, tous les appels de Moscou à la scission dans les partis « dissidents » ont plutôt contribué à renforcer le courant dominant : ce fut le cas du parti communiste japonais après sa rupture avec l'U.R.S.S., en 1964, et du courant prosoviétique de la Chine, en 1969.

En Chine, lors de la dernière conférence, M. PONS, directeur

Des premiers contacts informels entre le P.S. et le P.C. il semble ressortir la possibilité d'une éventuelle union sur le thème de la décentralisation. Un premier thème de discussion pourrait être le programme de politique économique mis au point à la fin des années dix. Le P.C. japonais n'est en tout état de cause qu'un des nombreux pays qui ont obtenu de solides garanties et non sans contrepartie importante que le parti communiste japonais ne se désolidarise pas de l'U.R.S.S. et du P.C. d'extrême gauche de France. M. Craxi, accédé éventuellement à la présidence du conseil dans le cadre de la majorité actuelle, tiendrait à ce que le P.C. japonais passe une phase intermédiaire avant une union des deux forces de gauche italienne (40 % des votes) ouvrant la porte à une éventuelle coalition avec une députation communiste au gouvernement.

PHILIPPE PONS.

**PHILIPPE PONS**

(De notre correspondant.)

Moscou. — La revue K

[illegible]

« Il faut... malheureusement... constater que la direction du P.C.I. définit au place de telle façon la situation internationale que le même camp que les forces qui combattent le socialisme » écrit le revue, qui reproche aux auteurs d'être « trop naïfs » et « solidaires de fait avec l'orientation des forces antisocialistes d'opposition » en Pologne et de reprendre « presque mot pour mot » les déclarations de Staline, Torgler, Weimberg, Haig, Breznevski et autres « politiciens impérialistes ».

« En annonçant de fait les forces antisocialistes en Pologne, conclut « Kommunisten », la direction du P.C.I. favorise élémentairement les forces antisocialistes qui peut aboutir à un conflit tragique au centre de l'Europe avec de graves conséquences pour la paix internationale. » — Th. E.

**UNE DÉMARCHE DU BUREAU  
SOVIÉTIQUE D'INFORMATION  
AUPRÈS DE  
« RENCONTRES COMMUNISTES »**

Le directeur du bureau soviétique d'information à Paris, M. Vladislav Chevchenko, a demandé aux responsables de *Rencontres communistes-hebdo* de publier la traduction intégrale de l'article de la Pravda répondant au parti communiste italien (le Monde du 28 janvier). *Rencontres communistes-hebdo* (1), publiera ce texte dans son numéro du 30 janvier comme il avait publié, dans le numéro du 23 janvier, la traduction intégrale du document du P.C.I. sur la Pologne.

Cette démarche officielle soviétique auprès de communistes combattus par la direction du P.C.F. a de quoi surprendre. Il est vrai que *l'Humanité*, qui n'avait pas reproduit le document du P.C. Italien, n'a rendu compte qu'en quelques lignes le 25 janvier, de l'article de la *Pravda* du mercredi 27 janvier, de la réponse de *l'Unità*.

(1) 18, rue Béanger, 75003 Paris

(1) 19, rue Béranger, 75003 Paris.

### De notre correspondant

Varsovie. — Le contre-espionnage entre en scène et un nouveau chapitre va sans doute être ajouté aux accablantes biographies des « extrémistes » de solidarité : leurs liens avec l'étranger — avec l'Ouest, cela va sans dire — et avec la civilisation polonaise à Cracovie, « où elle déployait déjà une grande activité des contacts avec la jeunesse universitaire ». L'ambassade sera ensuite une « bonne couverture pour ses activités réelles ».

[illegible]

Vendredi 13 mars 1981, la villosité arrête une voiture pour défaut de signalisation. Le véhicule est bourré de documents du K.P.N., dont certains sont des photocopies de documents de l'ambassade des Etats-Unis. Parmi les passagers, une jeune femme blonde, Mme Sternberg, qui doit finalement « rompre le silence » et présenter un passeport américain. « Il s'avère qu'elle connaît assez bien le polonais, mais pas assez pour répondre à certaines questions trop précises et qui, d'ailleurs, ne sont pas pertinentes. »

On apprend tout de même un peu d'elle avant de prendre son poste, suivi en 1979 d'autre mois de cours en langue et par le K.P.N. pour trouver un dirigeant d'un mouvement rival, M. Michnik, qui n'était pas spécialement introuvable à l'époque. L'ambassade américaine, quant à elle, se refusait, mercuriellement, à tout commentaire pour l'instant.

Avant même le second épisode, ce jeudi soir 28 janvier, de « Qui est qui ? », un officier supérieur des services de contre-espionnage devait donner, au début d'après-midi, une conférence de presse à l'intention des journalistes étrangers. Beaucoup de questions ont été posées, devraient donc suivre, qui dévoileraient l'origine profonde de la crise polonoise.

## Les poudres du docteur Modzelewski

Pour tout dire, d'ailleurs, la presse de Poznan, relayée par l'agence PAP, avait, dès le week-end dernier, amorcé cette analyse en publiant les confes-

Mais voilà le plus grave: en lui a donné l'ordre, en octobre 1960, d'entreprendre des conversations politiques avec des « personnes précises ». Dans ce but, rapporte l'agence NAB, elle a été choisie comme « personnes dans une chambre d'hôtel à Amsterdam dans leur thé une poudre hollandaise qu'elle avait reçue de M. Karol Modzelewski et que, l'effet, comme elle l'a révélé, était de provoquer une éternelle, une sensation d'ivresse et de confusion. Les personnes à toutes les questions ». Enregistrées au magnétophone, ajoute l'agence, ces réponses ont été diffusées par Radio-Free Europe les 12 et 13 octobre. Il n'est pas précisé si elle a été prise de prime à l'improviste, ou si elle avait été préparée à cet effet.

**BERNARD GUETTA.**

**L'ASSEMBLÉE  
DU CONSEIL DE L'EUROPE  
CONDAMNE LE COUP D'ÉTAT**

De notre correspondant.)

rasbourg. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a condamné mercredi matin 21 mai le coup d'Etat polonais et demande une concertation étroite entre les États membres. À propos des sanctions à prendre contre la Pologne et la situation soviétique, elle s'est prononcée pour le maintien et le développement de l'aide alimentaire humanitaire et demande qu'elle soit soumise au contrôle d'organismes non gouvernementaux.

Les députés ont également de-  
battu aux pays membres de  
l'ordre en charge avec les pays  
d'immigration extra-européens le  
problème de milliers de réfugiés  
mais qui se trouvent actuelle-  
ment dans les camps d'accueil ex-  
trêmement Ils se sont prononcés  
contre pour l'inscription de la  
question polonaise à l'ordre du  
jour de la conférence de la  
C.E. de Madrid — J.-C. H.

**Mgr GLEMP VA SE RENDRE  
AU VATICAN.**  
Pour la troisième fois en trois

semaines, Jean-Paul II a pris mercredi à la fin de son audience générale hebdomadaire pour la prière et plus particulièrement pour les défenseurs politiques polonais. Le Vatican a annoncé mercredi que Mgr Glomp, primat de Pologne, rendra le 4 février visite au Pape. Il sera accompagné du cardinal Maciejowski, archevêque de Cracovie, vice-président de la conférence des évêques polonais, et de l'évêque de Wrocław, Mgr Gólmowicz.

● **« Libération »** publie le numéro spécial « Pologne » sous le titre : « Cinq cents jours de liberté qui ébranlèrent le communisme ». De nombreuses photographies émaillent ce recueil d'« interviews et de reportages qui, sous les titres percutants et à ce quotidien, forment « une utile recueilli d'histoire immédiate », allant des « événements de la fin de la guerre de septembre 1981 et aux répercussions de celui-ci en France. Avec une liste d'adresses utiles et une bibliographie. (Dans les kiosques 296 pages, 30 francs.)

**François, le "Pauvre"  
 d'Assise**  
**Vietnam : le cancer  
 américain**  
**Faut-il réhabiliter  
 Mirabeau ?**  
**L'inquisiteur  
 et les "convertis"**  
**L'âge d'or  
 de la mélancolie**

**Offre spéciale : un an 160 F au lieu de 198 F\***  
Je souscris un abonnement d'un an (11 num.) au prix de 160 F

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 volets) ☐ mandat  
à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement,  
à L'Histoire 57 rue de Seine 75006 Paris.  
Etranger 190 FF - Belgique : Soumillion 28 Av. Massenet 1190 Bruxelles.

\* Prix de vente au numéro.

\_\_\_\_\_

### les ouvertures à gauche

En fait, partagé entre ces deux exigences, le P.C.I. a une manœuvre étroite. Sans doute plus qu'à des initiatives de son parti, dans l'immédiat du moment (malgré les pressions qu'exerce son courant « libéral » incarné par M. Napolitano), on doit s'attendre qu'il se montre surtout digne à des ouvertures faites par les autres formations. Tout l'éventail parlementaire admet que la nouvelle position du P.C.I. modifie la donne politique.



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Un service du ministère des affaires étrangères souligne les contradictions de la politique gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de Bonn, déjà très critiqué dans le camp occidental pour son attitude trop réservée face à la crise polonaise, vient d'être mis dans une situation embarrassante par son propre ministère des affaires étrangères. L'hebdomadaire *Der Spiegel* publie, en effet, cette semaine de larges extraits d'une étude du service de planification de ce ministère suggérant de façon très claire que le cours de la politique étrangère ouest-allemande devrait être corrigé afin de rétablir plus d'harmonie avec les alliés.

On ne peut plus longtemps fermer les yeux sur le rapport, sur la contradiction entre la politique étrangère de Bonn à l'égard des pays de l'Est et sa politique au sein de l'alliance atlantique. Certains passages de l'étude visent le gouvernement et le chancelier de manière très directe. Les experts demandent, en effet, aux responsables d'éviter des déclarations qui suscitent la méfiance chez les alliés et donnent l'impression que Bonn place les deux super-puissances sur le même plan et cherche à jouer le rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest.

Les Etats-Unis, peut-on lire dans le document, s'attachent de plus en plus au principe selon lequel « la détente est indissoluble ». Il s'agit donc pour eux de se dresser partout contre l'expansionnisme soviétique. Les crédits occidentaux et les transferts de technologies doivent être utilisés comme un moyen de pressions pour contraindre le Kremlin à accepter une limitation des armements. A Bonn, on envisage le problème d'une tout autre manière : on redoute que la position

de Washington n'encourage la course aux armements et même ne mette la paix en danger. La conclusion des spécialistes est que le moment est venu de réexaminer les rangs occidentaux. L'étude propose la création d'un « club des quatre » comportant la R.F.A., la France, la Grande-Bretagne, et l'Italie et qui serait en accord avec les Américains, un « second pilier » de l'alliance atlantique.

Sans dire ouvertement que la traditionnelle politique de détente est périmée, les experts ne cachent pas leur scepticisme à son égard et proposent de lui substituer ce qu'ils nomment une « politique de stabilisation » vis-à-vis de l'Est.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a démenti la publication partielle de ce document et les « malentendus » auxquels elle donne lieu.

JEAN WETZ.

● **Défection au parti social-démocrate.** — M. Manfred Coppel, député social-démocrate, a quitté le S.P.D. le mercredi 27 janvier et a annoncé la convocation pour le 20 mars d'un « forum des socialistes démocrates » où sera envisagé le regroupement de tous ceux qui, à gauche, contestent la politique du gouvernement Schmidt. M. Coppel est opposé à l'implantation de nouveaux missiles de l'Otan en R.F.A. et à la politique sociale d'austérité du gouvernement et à divers projets concrets par les socialistes, notamment l'agrandissement de l'aéroport de Francfort. — (Corresp.)

## République d'Irlande

### Le projet de budget ayant été rejeté

### Le gouvernement de M. Fitz Gerald a donné sa démission

De notre correspondant

Dublin. — M. Garrett FitzGerald, premier ministre irlandais, a remis, le mercredi 27 janvier, la démission de son gouvernement et demandé au président de la République, M. Patrick Hillery, de dissoudre le Parlement. Des élections législatives ont été annoncées pour le 18 février.

C'est sur ses propositions de budget qu'est tombé le gouvernement de coalition qui s'appuyait sur la Fine Gael (centre) et le parti travailliste et qui n'était au pouvoir que depuis sept mois. Les députés non inscrits, dont dépendait le sort du gouvernement de coalition qui s'appuyait sur le Fine Gael (centre) mesures d'austérité présentées par le ministre des finances M. John Bruton, provoquant ainsi le rejet du budget par 82 voix contre 81.

Le gouvernement de M. FitzGerald qui, tout de suite après son élection, avait introduit, au mois de juillet, des augmentations considérables d'impôts, avait annoncé que, pour redresser l'économie pratiquement en ruine, une période d'austérité extrême serait imposée. Mais, bien que les impôts soient considérablement augmentés, la situation économique, il n'est pas certain qu'elle soit prête à prendre les routes des pressions du gouvernement. Avec un taux d'inflation de 25 %, le coût de la vie monte en flèche ; quant au chômage, il continue de s'aggraver et touche actuellement cent quarante-cinq mille personnes, soit 13 % de la population active.

● **RECTIFICATIF.** — Une phrase omise a rendu incohérent le dernier paragraphe du bulletin de l'étranger sur le bilan dans nos premières éditions du 28 janvier. En voici le texte : « La situation est grave aussi au parti du centre, travaillé par les querelles d'influence, affaibli par une perte d'audience régulière qui risque de s'aggraver puisque le président n'est plus issu de ses rangs. Enfin, les conservateurs, aujourd'hui deuxième formation du pays et maintenus pourtant dans l'opposition, ont lentement mais sûrement perdu leur position plus centriste. Ils pourraient, en cette évolution se confirmer, devenir une formation acceptable pour les autres formations et prendre la place des anciens agrariens, aujourd'hui centristes. »

**STAGES D'ANGLAIS d'OXFORD**

en cours individuels  
Formation continue  
toute l'année - tous niveaux  
une semaine au moins - 15h, 30h ou 45h de cours par semaine  
séjours également pour scolaires et étudiants

**OXFORD**  
**INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH**  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 553.12.02

### U.R.S.S.

#### Mme LAVROVA MET UN TERME A SA GRÈVE DE LA FAIM

(De notre correspondant.)

Moscou. — Mme Ina Lavrova, une astronome soviétique de quarante-deux ans, a mis un terme, mercredi matin 27 janvier, à la grève de la faim qu'elle observait depuis le 21 décembre, pour obtenir le droit d'épouser un ingénieur français, M. Guy Torrent.

Mme Lavrova, qui était retournée chez elle à sa demande, après avoir été hospitalisée pendant quatre jours, a appris par un coup de téléphone de M. Torrent, qui venait de recevoir un visa soviétique et qu'elle serait autorisée à quitter le pays avec lui (1).

● **La question chypriote.** — « La soutien sans faille d'Athènes à la cause chypriote constitue une énorme question nationale » pour la Grèce, a déclaré le premier ministre, M. Papandréou, au chef de l'Etat chypriote, M. Kiprianou. M. Kiprianou a souligné de l'ensemble de la nation grecque, mis à part le fait que Chypre est un Etat indépendant, a affirmé M. Papandréou, et a déclaré que la Grèce aidera Chypre « à tous les niveaux ». — (A.F.P.)

# DIPLOMATIE

## M. Reagan n'exclut pas

### un nouvel embargo céréalier contre l'U.R.S.S.

Washington (A.F.P.). — M. Reagan a déclaré le mercredi 27 janvier que les Etats-Unis n'excluent pas la possibilité d'appliquer à nouveau (1) un embargo sur la vente de céréales américaines à l'U.R.S.S. dans le cadre de mesures supplémentaires pour répondre à la crise polonaise. « Un tel embargo, a-t-il répondu, serait pris dans une interview à la chaîne de télévision C.B.S. devant faire partie d'un embargo général ».

« J'ai toujours dit que nous ne devrions pas dénigrer un seul secteur de notre société, a-t-il affirmé mais si nous devons aller plus loin et prendre des sanctions générales, les céréales seraient prises en compte avec d'autres choses ».

Par ailleurs, M. Reagan n'a pas écarté la possibilité d'une rencontre avec le chef de l'Etat soviétique, M. Brejnev, cette année. Cependant il a estimé que « cela dépendrait de la situation globale ».

M. Reagan a encore réitéré que l'accroissement des livraisons d'armes soviétiques à Cuba avait été abordé lors de l'entrevue, mardi à Genève, entre MM. Haig et Gromyko. Celles-ci ont été traitées en plus haut niveau depuis a affirmé le président américain.

Dans la même interview, M. Reagan a confirmé d'autre part que M. Haig avait rencontré secrètement l'autorité mexicaine du Conseil d'Etat cubain (numéro trois du régime), M. Carlos Rafael Rodríguez, à Cuba, à propos d'un « accord » certain, mais selon lequel les Cubains avaient quelques choses à dire, a-t-il dit. « L'ont-ils dit ? », lui a demandé un journaliste. « Pas assez fort », a répondu M. Reagan. La rencontre a eu lieu le 23 novembre dernier à Mexico (le Monde daté 6-7 décembre). Dans un communiqué publié, mercredi 27 janvier, par le département d'Etat, les Etats-Unis accusent Cuba d'être impliqué

### M. FRANÇOIS MITTERRAND EST L'HÔTE A DÉJENER DU ROI DU MAROC

M. Mitterrand est ce lundi 28 janvier l'hôte à déjeuner du roi Hassan II du Maroc, a annoncé le service de presse de l'Élysée. Ce « déjeuner privé », pour lequel le roi du Maroc, a été invité dans la propriété du souverain marocain, au château de Bois (Oise). Les deux chefs d'Etat se sont déjà entretenus à deux reprises, mardi 22 janvier, à l'occasion d'un déplacement de la République à Rome d'autre part été fixé aux 26 et 27 février, a-t-on indiqué mercredi.

### La Banque mondiale réduit de 37 % les crédits préférentiels accordés au tiers-monde

Washington (A.F.P.). — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé de réduire de 37 % les crédits préférentiels accordés aux pays les plus pauvres, dont le volume pour l'année financière devant se terminer le 30 juin a été ramené à 2,6 milliards de dollars contre 4,1 milliards prévus initialement. Ces crédits, sur cinquante ans, et sans intérêt, sont distribués par l'intermédiaire de l'Association internationale pour le développement (AID).

La mesure a été rendue nécessaire par la diminution de la contribution du gouvernement américain au financement de l'AID, contribution ramenée par le Congrès à 700 millions de dollars contre 1,8 milliard de dollars projetés par le président Carter.

La réduction concerne notamment l'Inde, principal bénéficiaire des crédits de l'AID, et les autres pays en voie de développement de l'Asie du

Sud. Cette région du monde verra ses crédits ramenés de 2,8 milliards de dollars à 1,8 milliard (— 36 %). De leur côté, les pays en voie de développement africains de la région subsaharienne verront leur part ramenée de 1,1 milliard de dollars à 800 millions (— 27 %).

Pour compenser en partie la réduction de 1,5 milliard de dollars des prêts préférentiels de l'AID, le conseil exécutif a décidé d'augmenter de 800 millions de dollars le volume des crédits normaux distribués directement par la Banque mondiale à un taux d'intérêt actualisé de 10 % et à également décidé de réduire à 2 600 dollars par tête d'habitant (en dollars 1980) le plafond de revenu annuel au-delà duquel les pays en développement devront entamer des conversations avec la Banque en vue de leur élimination graduelle des programmes de l'AID.

### Les Français sont et resteront « des activistes au Proche-Orient »

déclare M. Cheysson

« Les Français sont des activistes au Proche-Orient, car nous croyons que l'approche de la paix est urgente parce qu'il y a des peuples qui souffrent », a déclaré mercredi 27 janvier M. Cheysson devant l'association de la presse étrangère. « Nous sommes des activistes et nous continuerons à l'être — a repris le ministre des relations extérieures — Nous savons que nous ne prendrons que des coups, mais nous continuerons à le faire ».

Justifiant le prochain voyage du président Mitterrand en Israël, le ministre a déclaré : « Je ne comprends pas ceux qui prétendent souhaiter la paix au Proche-Orient, mais ne veulent pas parler avec Israël, pas plus que ceux qui prétendent souhaiter la paix, mais ignorent qu'il y a un peuple palestinien qui a les mêmes droits qu'Israël, et qui a le droit d'être traité comme un Etat, qui n'est pas de gouvernement, mais qui ont une organisation représentative leurs compétences ». « Donc, il faut parler avec l'O.L.P. C'est une évidence. Je me demande comment qu'il se soit fait la nuit ».

L'annonce du Golan par Israël était « choquante, inacceptable, nouvelle et provocante », ce qui a amené le gouvernement français à suspendre « quelques semaines » la préparation de la visite du président de la République, mais cela ne rend pas moins « nécessaire », a poursuivi le ministre, « qu'il soit particulièrement agréable de rendre visite à quelques uns des représentants du peuple d'Israël ». « Mais la recherche de la paix comporte le dialogue avec Israël », d'autant plus que les Européens ne disposent que de « quelques possibilités d'action dans cette région où il est d'ailleurs particulièrement important ».

M. Cheysson a précisé que M. Mitterrand n'était pas dans « les territoires occupés », mais seulement à Jérusalem. Si la France n'a pas voté de sanctions contre Israël au Conseil de sécurité, c'est parce que celles-ci ne peuvent être prononcées d'après la charte de l'ONU, qu'en cas de « menace contre la paix du monde », et que l'annexion du Golan ne pouvait être considérée comme telle.

M. Cheysson s'est d'autre part étonné que le gouvernement de Beyrouth n'ait pas demandé aux Nations unies de contrôler « l'ensemble du Sud Liban » comme il pouvait le faire en application de la résolution 425 du Conseil de sécurité. La France, a-t-il indiqué, le ministre est prêt à participer à une intervention dans ce sens si la demande de l'Organisation des Nations unies est acceptée.

« Nous développons notre consommation de gaz pour être moins dépendants du pétrole brut et pour ne pas le remplacer complètement par l'énergie nucléaire », bien que la France ait, à cet

égard, « une position remarquablement raisonnable », a dit le ministre pour expliquer la conclusion du contrat sur le gaz avec l'Union soviétique. Le gaz, il faut le prendre là où il se trouve », a-t-il poursuivi en soulignant : « la continuité de la politique française ». Notre dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. demeurera au niveau de 5 %, a-t-il ajouté, « moins de pétrole, plus de gaz (...). Nous nous sanctionnerons nous-mêmes si nous fermions cette source ».

### Un accord de codéveloppement avec l'Algérie

M. Cheysson a nié que la France préfère, en signant le contrat soviétique, à une dépendance à une autre. Chaque pays, a-t-il dit, doit compter avec « des éléments objectifs de dépendance ». « Je n'aime pas la dépendance », a dit le ministre, « mais là où nous devons être dépendants, il faut diversifier nos dépendances ».

Interrogé sur les négociations en cours avec l'Algérie, M. Cheysson a déclaré : « Je crois qu'il peut se dégager, entre la France et l'Algérie, un accord fondamental de codéveloppement » qui comportera « un accord général de coopération » et « un grand nombre de contrats », notamment sur le gaz. L'Algérie considère l'accord sur le gaz comme « un point de départ » parce qu'il sera de longue durée et mettra la première ressource algérienne à l'abri de la spéculation mondiale. Le gouvernement français « accepte ce raisonnement », a poursuivi M. Cheysson. « C'est un sujet fondamental pour nous », a-t-il dit, et sur lequel nous nous entendrons pendant tout le septennat de M. Mitterrand. Avec l'Algérie, « les formules ne sont pas encore au point », a-t-il ajouté, mais sur le principe, « a-t-il dit, et sur lequel nous nous entendrons pendant tout le septennat de M. Mitterrand. »

Interrogé enfin sur l'impasse où se trouve la réforme de la Communauté européenne, M. Cheysson a déclaré que la Grande-Bretagne a une exigence, celle d'un « vaste régime budgétaire », que les traités ignorent. « Il y a là, a-t-il conclu, un problème majeur qui dépasse le fonctionnement de la Communauté ». Ce fonctionnement doit se poursuivre. Tous ceux qui ont signé les traités sont liés. C'est un problème nouveau qu'il faudra essayer de trancher, mais très franchement, aujourd'hui, je ne sais pas comment. »

MAURICE DELARUE.

### Les négociations sur l'autonomie des territoires occupés

### M. Alexandre Haig a tenté d'aplanir les nombreuses divergences entre Le Caire et Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — « Il y a quelques jours, mais je soulignerai tout de suite, que nous avons fait, car les divergences sont nombreuses ». Au terme d'un long entretien avec M. Begin dans la soirée du 27 janvier, le secrétaire d'Etat américain, M. Haig, a ainsi brièvement le point sur les démarches pour tenter de faire sortir de l'impasse les négociations sur le projet d'autonomie en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza.

Les divergences évoquées par M. Haig sont celles sur lesquelles bute, depuis deux ans, la discussion entre Egyptiens et Israéliens. Après un premier voyage au Caire et à Jérusalem il y a moins de deux semaines, M. Haig se rend de nouveau dans les deux capitales, ayant à entre-temps étudié les positions de chaque gouvernement et ayant de cet examen retenu quelques « idées » qu'il vient présenter à M. Begin. Il s'est montré discret à ce propos en disant seulement qu'il s'agissait de « formules générales » portant sur « certains points précis ». Après une nouvelle rencontre avec M. Begin et les principaux dirigeants israéliens, jeudi matin, M. Haig devait partir pour Le Caire en début d'après-midi.

Le gouvernement américain continue donc d'espérer que Egyptiens et Israéliens pourront bientôt parvenir à un accord, au moins partiel, sur l'autonomie, si possible avant le 25 avril, date de l'annexion définitive du Sinaï. L'application de l'un des deux accords de Camp David, mais qui pourrait marquer aussi l'échec du second volet portant sur la question palestinienne, à Jérusalem, où l'on reste quelque peu sceptique sur les chances de succès de l'entreprise de M. Haig, on a remarqué que ce dernier demeurait lui-même prudent. Dans les

milieux politiques israéliens, on souligne que les Egyptiens manifestent très peu d'empressement à l'annonce de la nouvelle initiative américaine, qu'ils ont notamment obligé M. Haig à ne pas fixer de date limite pour cette reprise des pourparlers.

En termes diplomatiques, les Egyptiens ont fait savoir que la discussion « pourrait se poursuivre » bien après le mois d'avril. D'autre part, M. Begin et ses ministres ont présenté au secrétaire d'Etat un document résumant les dernières déclarations des dirigeants égyptiens sur l'autonomie et tendant à prouver que le gouvernement du Caire, sensiblement « durci ses positions » récemment. Les Egyptiens ont en effet rappelé que l'autonomie ne devait être qu'une étape vers l'autodétermination des Palestiniens, qu'il fallait que tout accord à ce sujet puisse être un jour accepté par l'O.L.P. et que le secteur oriental de Jérusalem devait être considéré comme faisant partie de la Cisjordanie, toutes thèses que les Israéliens rejettent formellement.

D'autre part, on indique, dans l'entourage du secrétaire d'Etat et dans les milieux proches du gouvernement américain, que M. Haig a apporté quelques « éclaircissements » de la part des quatre pays européens (France, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas) qui doivent participer à la force de paix du Sinaï (le Monde daté 28 janvier). Les quatre pays ont en effet dû donner quelques précisions aux Américains concernant la manière dont ils envisagent leur participation afin de mettre un terme à la polémique qu'entretient M. Begin à ce sujet. On ignore si ce dernier en a été satisfait, mais, officiellement, on déclare que ces « éclaircissements » pourraient être « positifs ».

FRANCIS CORNU.

# A TRAVERS LE MONDE

## Bolivie

● **DEUX OFFICIERS SUPÉRIEURS** — M. David Padilla, ancien chef de l'Etat et le général Lucio Anes, ancien chef d'Etat-major, ont été assassinés mercredi 27 janvier à des attentats. Le général Anes a été légèrement blessé par une bombe placée à son domicile. Le général Padilla a été assassiné dans une voiture à deux roues dans une rue de la capitale, à La Paz, par des soldats de la garde présidentielle. — (Eurep.)

## Eschane

● **UN POLICIER** a été tué dans un attentat mercredi au Pays basque espagnol. — (A.F.P.)

## Grèce

● **LA QUESTION CHYPROTE.** — « La soutien sans faille d'Athènes à la cause chypriote constitue une énorme question nationale » pour la Grèce, a déclaré le premier ministre, M. Papandréou, au chef de l'Etat chypriote, M. Kiprianou. M. Kiprianou a souligné de l'ensemble de la nation grecque, mis à part le fait que Chypre est un Etat indépendant, a affirmé M. Papandréou, et a déclaré que la Grèce aidera Chypre « à tous les niveaux ». — (A.F.P.)

## Honduras

● **LE NOUVEAU PRÉSIDENT** A.F.P.E. SERMENT. — M. Roberto Suazo Cordova, élu président du Honduras à l'élection de novembre 1981, a prêté

serment le mercredi 27 janvier à Tegucigalpa, en présence de neuf chefs d'Etat étrangers. M. Suazo Cordova, considéré comme un pro-américain, a nommé le colonel Alvarez, un « faucon », au poste de chef d'Etat-major des forces armées. — (Corresp.)

## Turquie

● **TRENTE UN MILITANTS** DU PARTI COMMUNISTE GELANDISTIN TURC (Union populaire révolutionnaire marxiste-léniniste-T.R.P.M.) et un extrémiste de gauche arméniens, M. Garib Altinoglu, ont été arrêtés par les forces de sécurité le 27 janvier à Istanbul. Ils étaient notamment recherchés pour le meurtre de dix-huit personnes. M. Garib Altinoglu et son épouse seraient également responsables du massacre de Kazanmurat (à 600 kilomètres au sud-est d'Ankara) qui a fait le 23 et 24 décembre 1978 une centaine de morts et mille blessés. — (A.F.P.)

**ISTH**  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
**PREPA SCPO**  
EXAMEN D'ENTRÉE EN AP  
SESSIONS SEMESTRIELLES  
Janvier et Juin de Février à Juin  
TESTS D'ADMISSION

AUTEUIL, 8, Av. Léon-Henry  
75016 Paris - Tél. : 224.10.72  
TOULOUSE, 83, Av. d'Alsace - 31035 Paris  
Tél. : 505.55.35

Opinion 1982



## AMÉRIQUES

Les Français sont et resteront  
des activistes au Proche-Orient

déclare M. Chaysson

« Les Français sont et resteront des activistes au Proche-Orient », déclare M. Chaysson, ministre des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse à Paris. Il a souligné que la France a toujours été et restera une nation engagée dans la recherche d'une solution pacifique au conflit arabo-israélien. Il a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Un accord de coopération avec l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères a également annoncé un accord de coopération avec l'Algérie. Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans les domaines de la culture, de la science et de la technologie.

Il a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

Le ministre des Affaires étrangères a également mentionné que la France soutient les efforts de médiation de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et de l'Organisation des Nations Unies.

## Etats-Unis

A qui profite le meurtre  
de l'attaché militaire adjoint américain à Paris ?

Qui a tué le lieutenant-colonel Charles Ray ? Près de deux semaines après l'assassinat, le 10 janvier, de l'attaché militaire adjoint de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, la question reste sans réponse, encore que plusieurs indices fassent porter les soupçons du côté du Proche-Orient. M. Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle, reste prudent. « On peut difficilement, à ce stade de l'enquête, procéder par affirmation », explique-t-il. Le commissaire Leclerc relève cependant les similitudes entre le meurtre du lieutenant-colonel et la tentative manquée, le 12 novembre dernier, contre M. Christian Chapman, chargé d'affaires à Paris (qui, en attendant la nomination d'un nouvel ambassadeur, était le « numéro un » de la mission américaine en France). Les deux diplomates ont été atteints le matin, dans des rues calmes à proximité immédiate de leur domicile, alors qu'ils allaient se rendre à leur ambassade.

Dans les deux cas, l'arme utilisée a été un pistolet automatique 7,65 qu'affectionnent les terroristes du Proche-Orient, alors que les gens du milieu français préfèrent d'autres calibres. Dans les deux cas également, les témoins ont décrit l'agresseur comme un homme de type arabe ou proche-oriental. Une femme, en particulier, qui a vu l'assassin du lieutenant-colonel Ray, est catégorique et son jugement est d'autant plus intéressant qu'elle a vécu elle-même longtemps au Proche-Orient. Indique le commissaire Leclerc.

Le responsable policier français précise cependant que si une douille a été retrouvée, la balle elle-même qui a traversé la tête du lieutenant-colonel n'a pas été récupérée. Les examens de laboratoire permettent d'affirmer que les multiples coups de feu tirés par le meurtrier ont causé la mort du lieutenant-colonel Ray. Chapman, lui, n'a pas été atteint. M. Chapman, qui a causé la mort du lieutenant-colonel Ray, provenait d'armes identiques. Mais ils ne prouvent pas avec certitude qu'il s'agit de la même arme. De toute façon, les descriptions des deux agresseurs ne corres-

pondent pas, même si dans les deux cas il s'agit d'hommes de type arabe ou proche-oriental. Le premier était nettement plus grand que le second.

L'agence U.P.J., citant des sources policières françaises, a affirmé, quelques jours après la mort du lieutenant-colonel Ray, qu'un complice se tenait en retrait sur les lieux du crime. Les enquêteurs français confirment que des témoins ont aperçu un second individu, mais il n'est pas établi qu'il ait été lié à l'affaire. Du côté américain, en tout cas, on indique que les autorités françaises n'ont jamais soulevé cet aspect de l'enquête.

La commission Leclerc, déclare que ses services travaillent en parfaite collaboration avec les Américains, auxquels ils transmettent toutes les informations disponibles, mais que ceux-ci, naturellement, poursuivent leur propre enquête. Il y a un petit mystère, puisqu'on répète à l'ambassade américaine qu'aucune équipe spécialisée n'est venue d'outre-Atlantique. On ajoute cependant, de même source, et cela tempère quelque peu l'affirmation précédente, que, dans cette affaire, comme d'ailleurs en ce qui concerne, en général, la protection des diplomates en poste à Paris, l'efficacité dépend souvent du niveau de discrétion qu'on parvient à maintenir.

On confirme que les mesures de sécurité ont été renforcées, mais pas de façon drastique. La tâche est d'ailleurs quasi impossible. Quatre cent cinquante ressortissants américains (dont cent vingt diplomates) dépendent de l'ambassade, et il est hors de question de leur assurer à tous une protection de « cheques instant ».

## L'hypothèse Rhyenne

Ces deux agresseurs, commises sur le sol français contre des diplomates américains, posent des questions plus larges. Les terroristes venus du Proche-Orient (que ce soit de Libye ou de Syrie), et qui, leur crime commis, reprennent aussitôt l'avion vers des pays amis, où leur trace disparaît, sont souvent soupçonnés d'être manipulés, voire entraînés, par les services secrets soviétiques. Selon cette hypothèse, il s'agirait pour Moscou de nuire aux bons rapports que, jusqu'ici, le gouvernement socialiste de M. Mitterrand entretenait avec les Etats-Unis, et qui sont notamment fondés sur des analyses convergentes des relations Est-Ouest. Cela expliquerait la relative modération dont a fait preuve Washington dans ces deux affaires. L'indignation américaine, quelque exprimée, a été très retenue. Des propos plus vifs ou plus insistants auraient pu être interprétés comme un blâme à l'égard de Paris. Tout se passe donc comme si l'administration Reagan avait sa conscience d'un piège et avait voulu l'éviter.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## El Salvador

## Les insurgés attaquent une base aérienne proche de la capitale

Spécialiste relance de la violence au Salvador, alors que le coup d'envoi de la campagne en vue des élections générales du 28 mars est donné. Une centaine de guérilleros ont attaqué, mercredi 27 janvier, une base aérienne militaire près de la capitale. C'est l'action la plus dure lancée par l'insurrection depuis janvier 1981. Les rebelles affirment avoir détruit « près de la moitié de l'aviation salvadorienne ». Six avions Ouragan et quatre hélicoptères américains Huey auraient, en particulier, été touchés. Le général Garcia, ministre de la défense, a simplement déclaré que les

dommages « étaient moins importants que ceux espérés par les subversifs ». Notre correspondant à Mexico nous précise que le gouvernement salvadorien semble redouter une attaque d'envergure contre San-Miguel, la troisième ville du pays.

D'autre part, M. Rafael Rodriguez, n° 2 du Parti de conciliation nationale (P.C.N.) et idéologue de cette formation, qui fait campagne pour les élections, a été assassiné, mercredi, dans la capitale. M. Rodriguez n'était pas hostile au principe de négociations avec le Front démocratique révolutionnaire.

## L'enjeu des élections du 28 mars

San-Salvador. — Sourire et haussement d'épaules : voilà la réponse la plus fréquente des Salvadoriens à qui l'on demande ce qu'ils pensent des élections du 28 mars. Les causes de cette attitude sont la peur — on ne parle plus de politique avec personne — et l'indifférence face à un processus essentiellement voulu par l'extérieur.

« Si la consultation a lieu dans des conditions satisfaisantes, le pays sera alors doté d'un gouvernement représentatif, l'aide économique pourra augmenter et la guérilla sera réduite au niveau d'une bande de hors-la-loi », estime M. Ken Blakeley, premier conseiller de l'ambassade des Etats-Unis, pour qui cette hypothèse constitue incontestablement une « solution politique ». « Un gouvernement élu n'a pas le droit de céder le pouvoir qu'il a reçu du suffrage universel », ajoute M. Blakeley. Autrement dit, aucune négociation ne sera plus possible — ce qui est conforme aux vœux actuels de Washington.

La Junta s'est récemment engagée à organiser des élections libres », affirme encore M. Blakeley, qui voit dans l'évolution du pays beaucoup de signes encourageants. La levée du couvre-feu vaut certes en théorie pour tout le pays ; mais, en fait, elle ne s'applique vraiment qu'à certains quartiers des villes les plus importantes. Les garanties constitutionnelles ont été rétablies pour les seuls partis politiques ; mais, pour le moment, la campagne se fait presque exclusivement sous forme de publicité payée à la radio, à la télévision ou dans les journaux.

La venue d'observateurs le jour du scrutin ne convainc ni les partis d'opposition de droite, qui partent de « fraudes systématiques », ni même le président du Conseil central des élections : il affirme avoir décliné l'invitation qui lui était faite de se rendre au Honduras pour le scrutin de novembre parce que, dit-il, « cela ne vaut rien dire. Les malversations les plus importantes peuvent avoir lieu trois mois avant la consultation ». Le code électoral a été imposé par la Junta et le scrutin se déroulera donc sans registre électoral. « Il y a trop de personnes déplacées qu'on ne peut pas obliger à voter sur leur lieu de résidence habituelle », affirme M. Rey Prades, maire de San-Salvador. « Les registres existants ont, en outre, été trafiqués par les régimes antérieurs, c'est trop compliqué de demander à des gens peu éduqués de caractériser un nom sur une liste : cela retarderait le vote. » Les Salvadoriens voteront donc sur présentation de leur carte d'identité, et devront tremper leur index dans un flacon d'encre indélébile-condition jugée « satisfaisante » par des experts venus spécialement des Etats-Unis.

Dans ces conditions, cela coûterait moins cher au pays de donner d'emblée la majorité des députés à la démocratie chrétienne, qui contrôle l'essentiel de l'administration des cartes d'identité, estimant la plupart des partis d'opposition. Ceux-ci laissent même entendre qu'ils pourraient ne pas se présenter. La gauche, pour sa part, fait remarquer que le système choisi permettrait d'exercer une pression redoutable sur ceux qui désiraient s'abstenir. La carte d'identité et celle d'électeur sont, en effet, un seul et même document que l'on est obligé de présenter au moindre contrôle.

La Démocratie chrétienne qui exerce le pouvoir depuis deux ans aux côtés des militaires, se heur-

De notre envoyé spécial

tera à cinq partis. Tous acceptent les « réformes » effectuées et leur « amélioration technique ». Tous ont pour principes fondamentaux la démocratie représentative et l'économie de marché. La multiplication des sigles s'explique, selon l'un des candidats, par la nécessité d'attirer le plus de votes possible. Outre le Parti populaire, les principaux concurrents sont : le Parti de conciliation nationale (P.C.N.), ancienne formation officielle des régimes antérieurs, qui affirme s'être « rénovée » et bénéficie des structures mises en place depuis des lustres ; le Parti d'orientation populiste (POP), du général Medrano, ancien chef d'Etat et fondateur des groupes paramilitaires rassemblés sous le sigle ORDEN ; l'Action démocratique (A.D.), qui est pour le moment un regroupement d'avocats libéraux liés au secteur moderniste de l'entreprise privée ; et l'Action révolutionnaire nationale (Arena), du commandant d'Ambulson, qui affirme que sa « formation idéologique vient de la formation militaire » reçue à Taiwan, en Uruguay, à l'école de police de Washington, etc.) et admire le général Pinochet.

Personne ne conteste que les conditions de sécurité ne sont pas remplies. « C'est l'élection des courageux », affirme le général Vides Casanova, chef de la garde nationale. « Quand on tue un leader d'un parti démocratique, il est remplacé sans hésiter », affirme, pour sa part, le maire démocrate-chrétien de San-Salvador, mais ceux qui ne tiennent pas aux élections saluent ces occasions de scandale international.

FRANCIS PISANI.

## Le rôle de l'ambassade des Etats-Unis

La gauche représentée, par la F.D.R.-F.M.L.N. ne sera pas dans la course. Elle estime que des élections valables ne peuvent avoir lieu qu'après des négociations dont l'un des objectifs serait d'établir des conditions acceptables par tous. Elle se doit, pourtant, de donner une réponse qui ne soit pas seulement militaire au problème posé par le scrutin. Son absence peut, en effet, être mise à profit par un retour-

## Equateur

## UN AN APRES LE CONFLIT ARMÉ AVEC LE PÉROU

## Plusieurs chefs militaires critiquent vivement la politique du gouvernement Hurtado

Quito (A.F.P.). — La crise politique en Equateur, provoquée par la rupture entre le président de la République et son vice-président, s'est aggravée à la suite de la frappe aérienne, mercredi 27 janvier, d'un différend entre certains chefs militaires et le gouvernement, à propos des relations avec le Pérou.

Dans la malinée, le gouvernement avait annoncé la démission du ministre de la défense, le vice-amiral Raul Sorroza, ainsi que celles du commandant en chef de l'armée, le général Medardo Salazar Navas, et du général Richelieu Leveyer Arredondo, commandant la brigade de la province del Oro, à la frontière avec le Pérou.

Ce dernier a démissionné avoir présenté sa démission mais a vu une déclaration du conseil des généraux manifestant la réprobation des chefs militaires à l'égard de certaines affirmations contenues dans le discours prononcé vendredi, anniversaire du conflit de l'an dernier avec le Pérou, par l'ex-ministre de la défense. Le général Leveyer a accusé notamment le gouvernement de « déstabilisme », dans l'optique d'un règlement du contentieux avec le pays voisin.

En réponse, le premier ministre, M. Galo Garcia Feraud, a accusé le général Leveyer d'« insubordination » et a démenti que le gouvernement s'orientât vers une reconnaissance du protocole de Rio de 1942 et de la frontière tracée par ce protocole entre les deux pays.

L'apparition d'un désaccord entre le gouvernement du président et certains chefs militaires menace le processus démocratique en Equateur. A en juger par les déclarations du général Leveyer, une partie de l'armée, comme certains milieux politiques, n'est pas d'accord avec le chef de l'Etat qui souhaite un consensus national pour arriver à un règlement du problème frontalier avec le Pérou. A cette situation vient s'ajouter le difficile problème posé au président Hurtado par sa rupture avec le vice-président León Roldos, rupture provoquée par un différend concernant le frère de León Roldos, l'ex-président Jaime Roldos (mort en 1981 dans un accident d'avion). Le président Hurtado devait commencer le 1<sup>er</sup> février une tournée en Colombie, au Venezuela et au Brésil. En son absence, il doit être remplacé par le vice-président Roldos.

## ASIE

## Cambodge

## Les Khmers rouges refusent de participer à une « coalition souple » avec les nationalistes

Bangkok. — Le refus assés sec des Khmers rouges de former une « coalition souple » avec le Front national de libération du peuple khmer (FNL.P.K.) et les partisans du prince Sihanouk à quel- que peu surpris les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1). Ceux-ci escomptaient, en effet, que les amis de M. Pol Pot, sur les conseils de la Chine, se joindraient, pour se donner le beau rôle, de leur renvoyer la balle par une adroite contre-proposition. Or, dans la réponse qu'ils ont adressée à M. Dhanabalan, ministre singapourien des affaires étrangères et président du comité permanent de l'ASEAN, ils se contentent d'évoquer la notion d'un nouveau sommet des trois composantes de la résistance vietnamienne, semblant ainsi écarter toute médiation extérieure.

Il était clair que les Khmers rouges rejettent la formule simplifiée d'une « coalition souple ». La Chine, de son côté, avait récemment indigné à des interventions thailandes qui se soumettaient soit-elle, l'entente entre les trois composantes de la résistance cambodgienne devait reposer sur « certains principes ».

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

en clair la reconnaissance des institutions du Kampuchéa démocratique.

Les partisans de M. Pol Pot savent-ils si bien manœuvrer au sein du comité ad hoc mis sur pied pour tenter de former un gouvernement de coalition en bonne et due forme qu'ils risquent d'arriver à leurs fins ? M. Rajaratnam, vice-premier ministre de Singapour, est alors intervenu pour redresser la barre. « L'intention des Khmers rouges d'aller aux élections à la tête d'une coalition qu'ils auraient dominée », affirme-t-il.

Les pays de l'ASEAN attendent que les Khmers rouges qu'ils emploient à libérer le Cambodge de l'envahisseur vietnamien et non pas à préparer les votes de leur retour au pouvoir.

Dans l'immédiat, les oppositions cambodgiennes peuvent-elles à tout le moins négocier entre elles un accord de coopération militaire ? Les dirigeants singapouriens agissent, aujourd'hui, l'idée de ce que l'on pourrait appeler un « front uni armé ».

d'une aide militaire aux forces nationalistes du FNL.P.K. et du prince Sihanouk reste posée. « Des discussions ont en cours à ce sujet au sein de l'ASEAN et avec des pays étrangers », note M. Rajaratnam, qui se montre très optimiste. « Mais les Etats-Unis et la France doivent tenir compte de leur opinion publique, inquiète d'être mêlés de nouveau à un conflit indochinois ». Il semble acquis, en tout cas, que Singapour, qui possède une industrie d'armement, a déjà livré du matériel de précision au FNL.P.K.

Les membres de l'ASEAN n'ont pas les moyens d'équiper de pied en cap une armée nationale forte de plusieurs milliers d'hommes. Ils comptent donc sur un concours extérieur massif en nature ou en argent, sachant toutefois qu'en la matière la discrétion est de règle. Aussi, certains d'entre eux se proposent-ils de servir de « boîte aux lettres ».

« Vous devez nous aider et nous ensuite nous aiderons les résistants non communistes », dit M. Rajaratnam.

JACQUES DE BARRIN.  
(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

Tel Aviv: cinq jours sur sept - 1850 F\*

Liaison sans escale en gros porteur. Départ de Paris du mercredi au dimanche à 9 h 45.

Vous plaire, ça nous plaît



Tarif Loisirs aller/retour.

20/1/82



## AFRIQUE

### Le Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme IV. — Maroc : à l'abri du commandeur des croyants

par ROLAND DELCOUR

Caractérisé par son intranquillité doctrinale et sa rigueur morale, l'islam au Maghreb a été le ferment de la résistance populaire à la pénétration étrangère, mais les indépendances furent l'œuvre de modernistes plus ou moins occidentalisés. Si la Libye a opté pour un réformisme radical tandis que la Mauritanie hésite face à la vague intégriste, la Tunisie s'est résolue à frapper les mouvements activistes dont certains recourent à la violence, et l'Algérie prend des mesures pour défendre l'islam authentique — contre les « faux prophètes » et les « prédicateurs haineux » (Le Monde des 26, 27 et 28 janvier).

Rabat. — A première vue, le Maroc paraît étrangement épargné par le phénomène de l'intégrisme musulman. A quelques exceptions près, notamment chez les jeunes, les citoyens, quand on les interroge, ont tendance à nier ou à minimiser l'impact des activistes musulmans dans le pays.

En général, on note que les manifestations de jeunes gens qui se réclament des Frères musulmans, par exemple, sont relativement rares dans les universités comme dans toutes les couches de la société. Certes, des étudiants arborent le voile sur le visage à l'imitation de leurs camarades égyptiennes ou marocaines, et dans certaines facultés le nombre de ces militantes représenterait jusqu'à 10 % des effectifs. Toutefois, en général, on attribue plutôt cette manifestation ostentatoire à une protestation face aux excès de l'occidentalisation et au laxisme des mœurs plus qu'à des convictions proprement religieuses.

Dans les médinas, on n'a plus guère entendu parler des intégristes depuis l'alerte de 1979 qui fit suite aux événements d'Arabie Saoudite et à l'attaque de la Grande Mosquée de La Mecque. A cette occasion, la participation d'un certain nombre de Marocains au commando avait été constatée par les autorités saoudiennes. Celles-ci auraient même fourni des listes à la police marocaine, qui aurait procédé à des arrestations. Il n'en avait pas fallu davantage pour que beaucoup d'hommes se fassent raser la barbe, de crainte de se voir cataloguer comme sympathisants des Frères musulmans.

Les militants barbus, vêtus d'une djellaba blanche, apparaissent quelquefois dans les campagnes pour y prononcer des prêches suivis avec curiosité par les populations. Mais ces manifestations de prophètes de village appartiennent à la tradition marocaine, surtout dans les zones berbères et dans le sud du pays. A Fès, le fanatique Zitouni et sa saouia (confrérie) ont encore fait parler d'eux en 1980 à la suite d'un violent affrontement avec la police. Mais le personnage, déjà connu du temps du protectorat, apparaît marginal et passe pour un déséquilibré.

Beaucoup plus troublant fut le rôle joué par les Frères musulmans dans l'assassinat, le 18 décembre 1975, à Casablanca, d'Omar Benjelloun, l'un des dirigeants les plus connus de l'Union socialiste des forces populaires. Le procès de ses meurtriers, qui eut lieu du 15 au 18 septembre 1980 devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca. Deux des accusés furent condamnés à mort, neuf à la prison à perpétuité et trois furent acquittés.

Parmi les condamnés à perpétuité, deux le furent par contumace. Or il s'agissait des principaux figures du procès. L'un d'eux, Abdelaziz Naamane, arrêté en 1977, avait « disparu » par la suite ; l'autre, Abdelkrim Moutli, était le principal responsable de l'Association de la jeunesse islamique, dont tous les accusés étaient membres et qui est considérée comme la véritable responsable de l'assassinat du dirigeant socialiste marocain. Or Moutli, après avoir quitté le Maroc, aurait trouvé refuge en Arabie Saoudite.

La partie civile constituée par la famille d'Omar Benjelloun et par l'U.S.F.P. a réclamé en vain du gouvernement marocain qu'il demande son extradition.

Un autre accusé, un certain Kamal Ibrahim, qui devait être acquitté, aurait révélé, durant son interrogatoire, que l'Association de la jeunesse islamique avait été créée pour liquider physiquement les hommes politiques et les intellectuels « assésés » de l'islam. Peut-être les Frères musulmans avaient-ils reconnu dans l'U.S.F.P. leur plus redoutable ennemi. De fait, l'un des arguments les plus souvent utilisés à gauche pour expliquer la relative discrétion des Frères musulmans au Maroc et leurs difficultés apparentes à recruter des sympathisants consiste à comparer la situation politique et sociale du pays à celle de l'Algérie, de la Tunisie ou de l'Égypte. Le royaume chrétien offrait, en effet, à l'opposition plus de possibilités d'exprimer son mécontentement, le pluralisme jouant le rôle de « soupape de sécurité ». Argument que l'on entend dans la bouche de personnalités socialistes et qui se retrouve dans une étude sur l'intégrisme publiée en octobre 1980 par la revue *Lamali*, éditée à Casablanca.

Mais jusqu'à quand cette « soupape de sécurité » fonctionnera-t-elle dans la situation créée par les procès qui ont suivi les émeutes de Casablanca, surtout depuis l'arrestation des principaux dirigeants de l'U.S.F.P., notamment de M. Abderrahim Bouabid ? Il est permis de poser la question.

#### Des structures religieuses traditionnelles

L'islam. Ce rôle, le souverain ne perd pas une occasion de le rappeler, notamment pendant le ramadan, au cours duquel il dirige des prières au palais royal.

Le bras séculier est toujours braqué au service de la foi musulmane, et les Marocains qui se peignent de manger ou de boire peuvent être arrêtés et s'exposent en public pendant le ramadan à une peine de six mois de prison. L'unité du rite malékite renforce l'autorité du roi sur les croyants marocains.

Les oulémas dépendent de son autorité. Ils sont organisés en conseils régionaux dont l'un des plus importants, celui de Fès, capitale religieuse du royaume, est créé pour liquider physiquement les hommes politiques et les intellectuels « assésés » de l'islam.

Peut-être les Frères musulmans avaient-ils reconnu dans l'U.S.F.P. leur plus redoutable ennemi. De fait, l'un des arguments les plus souvent utilisés à gauche pour expliquer la relative discrétion des Frères musulmans au Maroc et leurs difficultés apparentes à recruter des sympathisants consiste à comparer la situation politique et sociale du pays à celle de l'Algérie, de la Tunisie ou de l'Égypte.

Le royaume chrétien offrait, en effet, à l'opposition plus de possibilités d'exprimer son mécontentement, le pluralisme jouant le rôle de « soupape de sécurité ». Argument que l'on entend dans la bouche de personnalités socialistes et qui se retrouve dans une étude sur l'intégrisme publiée en octobre 1980 par la revue *Lamali*, éditée à Casablanca.

Mais jusqu'à quand cette « soupape de sécurité » fonctionnera-t-elle dans la situation créée par les procès qui ont suivi les émeutes de Casablanca, surtout depuis l'arrestation des principaux dirigeants de l'U.S.F.P., notamment de M. Abderrahim Bouabid ? Il est permis de poser la question.

Le bras séculier est toujours braqué au service de la foi musulmane, et les Marocains qui se peignent de manger ou de boire peuvent être arrêtés et s'exposent en public pendant le ramadan à une peine de six mois de prison. L'unité du rite malékite renforce l'autorité du roi sur les croyants marocains.

Les oulémas dépendent de son autorité. Ils sont organisés en conseils régionaux dont l'un des plus importants, celui de Fès, capitale religieuse du royaume, est créé pour liquider physiquement les hommes politiques et les intellectuels « assésés » de l'islam.

Peut-être les Frères musulmans avaient-ils reconnu dans l'U.S.F.P. leur plus redoutable ennemi. De fait, l'un des arguments les plus souvent utilisés à gauche pour expliquer la relative discrétion des Frères musulmans au Maroc et leurs difficultés apparentes à recruter des sympathisants consiste à comparer la situation politique et sociale du pays à celle de l'Algérie, de la Tunisie ou de l'Égypte.

Le royaume chrétien offrait, en effet, à l'opposition plus de possibilités d'exprimer son mécontentement, le pluralisme jouant le rôle de « soupape de sécurité ». Argument que l'on entend dans la bouche de personnalités socialistes et qui se retrouve dans une étude sur l'intégrisme publiée en octobre 1980 par la revue *Lamali*, éditée à Casablanca.

est venu à Khartoum pour « normaliser » ses relations avec le Soudan — ce dernier l'a même assuré de son « appui total » en raison du repli libyen. — Il lui a été « vivement conseillé » de négocier. La plupart des États africains souhaitent, en effet, qu'une solution de ce genre intervienne assez rapidement pour plusieurs raisons : éviter que le Tchad ne s'embrase à nouveau, prévenir toute nouvelle velléité interventionniste de la Libye et, surtout, prévenir l'échec de la Force interafricaine de paix. Les États qui ont envoyé des contingents au Tchad — le Nigeria, le Sénégal et le Zaïre — veulent, en effet, à tout prix éviter le moindre incident les opposant sur le terrain aux différentes factions armées tchadiennes.

Les problèmes sociaux et politiques auxquels le Maroc est confronté sont plus aigus que jamais en ce début de 1982, mais les mouvements d'opposition encore présents, partis socialistes et communistes, canalisent le mécontentement. Fait plus important encore : l'intégrisme trouve au Maroc en face de lui une religion protégée par son traditionalisme et ses structures particulières liées à l'histoire du pays. Le roi et les oulémas ont d'ailleurs condamné avec la plus grande sévérité les hérésies de toutes sortes, que ce soit les débaucheries des chéibes frankens ou la contestation de la Sunna (tradition orthodoxe musulmane) par le président Kadhafi. Les liens étroits entretenus par le roi Hassan II avec l'Arabie Saoudite, gardienne des lieux saints de l'islam, illustrent l'orthodoxie du Maroc et de son roi et expliquent, peut-être, que l'intégrisme et ses excès éprouvent quelque difficulté à s'implanter dans ce pays.

Prochain article :  
**ACCÉDER A LA MODERNITÉ...**  
par PAUL BALTA.

#### Tchad

### Khartoum pousse à la négociation

(Suite de la première page.)

Quand M. Goukouni Oueddei est venu à Khartoum pour « normaliser » ses relations avec le Soudan — ce dernier l'a même assuré de son « appui total » en raison du repli libyen. — Il lui a été « vivement conseillé » de négocier. La plupart des États africains souhaitent, en effet, qu'une solution de ce genre intervienne assez rapidement pour plusieurs raisons : éviter que le Tchad ne s'embrase à nouveau, prévenir toute nouvelle velléité interventionniste de la Libye et, surtout, prévenir l'échec de la Force interafricaine de paix. Les États qui ont envoyé des contingents au Tchad — le Nigeria, le Sénégal et le Zaïre — veulent, en effet, à tout prix éviter le moindre incident les opposant sur le terrain aux différentes factions armées tchadiennes.

#### Une course contre la montre

Pour sa part, le maréchal Nemeiry a suggéré à M. Goukouni Oueddei un compromis qui consisterait à prendre comme premier ministre M. Abdoulaye Lemana, ancien ministre de Tombouctou, peu marqué dans les rivalités actuelles et symbolisant la « synthèse ethnique tchadienne », puisqu'il a des attaches dans le nord comme dans le sud. Le président tchadien se serait contenté d'écouter. En privé, il a confirmé à des diplomates occidentaux qu'il était prêt à discuter avec les FAN mais pas avec M. Hissène Habré. En toute hypothèse, il n'a pas profité de son séjour à Khartoum pour y rencontrer des représentants des FAN.

Au stade actuel, on assiste à une course contre la montre. Le scénario élaboré par Paris en août, en accord avec plusieurs capitales africaines et la présidence de l'OUA, s'est bien déroulé au début, puis il a débouché sur le repli militaire libyen. En outre, début décembre, l'OUA a réussi à dépecher sur place les premiers éléments d'un « corps de paix » assuré, il est vrai, de soutiens logistiques américains et français.

Toutefois, depuis la mi-décembre au moins, les événements ne se déroulent pas de la façon dont Paris l'aurait souhaité et encore moins prévu. En dehors de N'Djamena, la force interafricaine n'est présente qu'à Ali et peut-être à Monrovia. Des États africains ont refusé de dépecher des contingents. L'absence du mouvement de M. Hissène Habré, apparemment sous-estimée par Paris, tient à la fois à ses moyens militaires et au fait que les FAN ont été les seules à combattre les Libyens qui ont occupé le pays pendant onze mois. Enfin, la prise de Largeau laisse penser que c'est autant par calcul politique — ne pas s'aliéner l'OUA — que faute de moyens militaires que M. Hissène Habré tient aujourd'hui ses troupes à l'écart de l'ouest et du sud tchadiens.

L'urgence d'un compromis semble acceptée par les principaux acteurs de cette tragédie. Mais, si M. Hissène Habré se prononce en faveur d'une négociation entre Tchadiens et Libyens, il accepte la présence de la Force interafricaine, à condition que cette dernière soit « neutre ». — on voit mal de quels soldats M. Goukouni Oueddei disposerait à une « table ronde », ce qui expliquerait ses réticences.

J.-C. POMONTI.

#### ENTRETIENS MOUBARAK-NEMEIRY A ASSOUAN SUR LA SITUATION INTÉRIEURE DU SOUDAN

Le général Moubarak, dont la dernière rencontre avec le chef de l'Etat soudanais remonte au 3 décembre 1981 s'est de nouveau longuement entretenu — à la demande — le mercredi 27 janvier, à Assouan, avec le maréchal Nemeiry. Ce dernier a fourni des éclaircissements sur la situation dans son pays après sa décision de largement remanier l'équipe au pouvoir en limogeant le général Abdelméjid Khalfi, vice-président de la République et ministre de la défense et vingt-deux autres officiers supérieurs, ainsi que les membres des instances supérieures du parti unique.

Officiellement, le président égyptien souhaitait être informé, avant le voyage qui va le conduire en Europe occidentale et aux Etats-Unis, du 30 janvier au 7 février, des « besoins économiques et militaires du Soudan », pays où le mécontentement s'est accentué depuis les augmentations de prix, notamment celui du sucre (+ 62,5 %), appliquées ce mois-ci. Inquiet à la suite tant de l'agitation populaire que des changements intervenus au sommet à Khartoum, le roi a, semble-t-il, été rassuré par le maréchal Nemeiry quant à la solidité de sa position, au moins à court terme. Très en verve le président soudanais a déclaré, à l'issue de quatre heures d'entretiens avec M. Moubarak que « les émeutes sont un signe de santé pour la démocratie » et que « les grèves sont permises » au Soudan, pays « stable et tranquille ». Quant aux limogements, il les a expliqués par un besoin de « renouvellement » des dirigeants de l'armée.

Pour prouver qu'il a la situation bien en main, le maréchal-président avait, la veille, poursuivi l'application de son « programme d'austérité » en faisant augmenter respectivement de 25 % et 11 % le prix des cigarettes étrangères et de fabrication locale.

#### Libéria

Gondamnés  
pour activité politique

#### SIX DIRIGEANTS ÉTUDIANTS SONT EN INSTANCE D'EXÉCUTION AU LIBERIA

Monrovia (A.P.F.). — Six dirigeants étudiants doivent être exécutés vendredi 29 janvier à Monrovia, après avoir été reconnus coupables de trahison par le tribunal suprême. A annoncé mercredi soir la radio libérienne.

Ces six dirigeants avaient été arrêtés la semaine dernière pour avoir « contrevenu à un décret du gouvernement militaire interdisant toute activité politique sur les campus ».

#### Madagascar

● ARRESTATION D'UN OFFICIER. — Un officier des forces armées malgaches dont l'identité n'est pas précisée a été mis aux arrêts dans le cadre de l'enquête sur le complot découvert récemment à Madagascar (Le Monde du 26 janvier). Le président Ratsiraka a indiqué mercredi 27 janvier que des officiers, des prêtres et des civils, dont il n'a pas précisé le nombre, sont impliqués dans cette affaire. — (Reuters.)

## BOEING 747 notre nouvelle dimension CAMEROON AIRLINES



### Paris - Douala

1 fois par semaine, vol direct (\*)

### Paris - Genève - Douala

Encore plus de confort pour vos voyages.

Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1<sup>re</sup> Classe, 238 passagers en Classe Economique, y voyagerez à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1<sup>re</sup> Classe, ou pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret

Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes). Il peut ainsi transporter en tout, dans ses 180 m<sup>3</sup> de volume, 35 tonnes de fret.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

(\*) Les lundis, jeudis et samedis, à 12 heures, ORLY-Sud, à la place du 11 h. 30.

## BOEING 747 COMBI notre nouvelle dimension

#### Nigéria

#### « CONSOMMATION GRATUITE »

Lagos (A.P.F.). — La police de Kaduna, capitale de l'Etat du Centre, devait renforcer ses patrouilles, jeudi 28 janvier, à la suite de l'annonce par le « syndicat » local des prostituées d'une « journée » de consommation gratuite. M. Alhaji Hamza Katsina, ministre de la police de l'Etat, a précisé que le renforcement des patrouilles « permettrait au moins aux femmes conviviales de ne pas être importunées ».

Au début de l'année, le syndicat des prostituées de Sokoto, capitale de l'Etat du Nord-Ouest, avait annoncé, pour sa part, une « amélioration du service » et la « stabilité des prix » pour 1982.



Le Monde

## politique

L'ADOPTION DU PROJET SUR LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le dernier carré des échevins

L'Alsace et la Moselle entreront dans le droit commun avant le 15 janvier 1983 en ce qui concerne l'organisation des conseils de prud'hommes. L'échevinage, ce particularisme de moeurs en moins justifiable au regard de l'égalité pulvérisée par la loi, a été formellement supprimé par le projet adopté, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 janvier, par l'Assemblée nationale. La relative mobilisation des élus locaux contre une atteinte supposée à l'identité alsacienne et mosellane, leurs craintes de voir se démanteler peu à peu leur spécificité statutaire, l'ultime mais pugnace résistance des députés de l'opposition, ne par-

vinrent pas à ébranler les convictions du gouvernement et de sa majorité, désireux d'en finir avec des dispositions « archaïques et discriminatoires ».

M. Auroux, ministre du travail, a vainement tenté de rassurer les partisans du maintien de l'échevinage, pour qu'un gouvernement qui accorde aux Corsas un statut particulier et qui fait œuvre législative en matière de décentralisation, bref, qui accorde aux uns ce qu'il retire aux autres, se contredit. En face de motivations d'ordre psychologique, l'argument de l'efficacité n'avait que peu de poids. D'autant que ce particularisme-là a démontré, dans la pratique, certaines

Le problème alsacien-mosellan, qui ne représentait qu'un des aspects du projet relatif aux conseils de prud'hommes a pourtant constitué l'essentiel du débat, avec d'autres craintes et d'autres procès d'intention à propos du « fichage politique » que la gauche, insidieusement, préparait.

L'opposition a cependant reconnu que le projet de M. Auroux apporte des améliorations certaines en ce qui concerne le statut des conseillers et le fonctionnement des conseils de prud'hommes. Il n'y a guère que quelques échevins pour ne pas l'admettre.

LAURENT ZECCHINI.

Ce texte, qui a été analysé dans le Monde des 30 décembre et 1er janvier, tend essentiellement à améliorer le fonctionnement des conseils ainsi que le statut des conseillers, et à étendre la législation aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

M. Renard (P.C., Alsace), rapporteur de la commission spéciale, rappelle la spécificité de la situation qui existe en Alsace et en Moselle. Le projet prévoit la suppression de l'échevinage, indique-t-il, c'est-à-dire la présidence des conseils par un magistrat ou, dans un grand nombre de cas, une personne ayant la capacité de réaliser les fonctions de juge, désignée par le maire ou élu par le conseil municipal. Le rapporteur ajoute : « Ce qui doit commander notre décision, ce sont les principes du caractère discriminatoire d'un état de droit qui exclut de la juridiction prud'homale 80 % des communes et 50 % des salariés (seuls les salariés et employeurs de l'industrie et du commerce sont justiciables en Alsace-Moselle des conseils de prud'hommes) ».

M. Auroux, ministre du travail, rappelle que les juges du tribunal des prud'hommes sont élus par les employeurs et les salariés. Il souligne ce sujet : « Ils ne sont pas des professionnels désignés, mais des élus qui ont à rendre compte de leurs activités auprès de leurs électeurs. » Par rapport à la situation

de l'Alsace-Moselle, le ministre du travail déclare : « Le gouvernement est attaché au maintien du droit local, mais ce droit ne doit pas être un prétexte pour priver certains salariés d'accès à la justice. »

M. Fuchs (U.D.F., Haut-Rhin) défend ensuite une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débiter). Le député U.D.F. reconnaît que le projet apporte certaines améliorations, mais souligne qu'il n'est pas de nature à remédier à l'engorgement des conseils de prud'hommes. Il indique que le système de l'échevinage permet d'accroître le rythme des jugements et de garantir l'objectivité. Il ajoute : « Nous craignons que, après-demain, l'on s'en prenne au statut local ou au concordat. » M. Fuchs insiste sur le fait que la plupart des élus locaux déclinent le maintien de l'échevinage, soulignant : « Le gouvernement ne s'est pas donné la peine de nous en parler. »

S'opposant à la question préalable, M. Bladt (P.S., Moselle) estime l'idée de laquelle les socialistes auraient changé d'avis à propos de l'échevinage. L'opposition, souligne-t-il, « cherche à exploiter l'attachement des populations de l'Est aux particularismes régionaux ». M. Auroux, ministre du travail, rétorque : « La question préalable est repoussée par 338 voix contre 154. »

## M. AUROUX : une tentation séparatiste par rapport au droit national

Dans la discussion générale, M. Cornabest (P.C., Corrèze) souligne que vingt-deux mille affaires sont actuellement en instance à Paris, et insinue que les conseillers prud'hommes, il indique : « Désormais, leur fonctionnement ne sera plus soumis au tribunal d'instance, mais à l'inspection du travail, selon la procédure applicable aux délégués syndicaux. » Le député communiste déclare, d'autre part, que la question des candidatures aux élections aux conseils de prud'hommes est une question délicate, qui ne doit pas être « nécessairement indépendante, risquant de compromettre les candidatures présentées par les organisations de travailleurs ».

M. Tranchant (R.P.R., Haute-Saône) estime que ce texte « sera l'œuvre d'un grand nombre de citoyens ». M. Metzinger (P.S., Moselle) évoque la situation en Alsace-Moselle en indiquant que les principes de la loi ne sont pas « nécessairement indépendants, risquant de compromettre les candidatures présentées par les organisations de travailleurs ».

M. Madelin (U.D.F., Ile-de-France) insiste sur les modalités du scrutin qui peuvent, indique-t-il, « si l'on n'y porte remède, faire peser une grave menace sur la liberté individuelle, du fait de la publicité des adresses personnelles des salariés et de la possibilité de les utiliser ». Il ajoute : « Nous savons tous que certains syndicalistes ont été obligés de quitter leur domicile, du fait de la publicité des adresses personnelles des salariés et de la possibilité de les utiliser. »

M. Zeller (N.I., Bas-Rhin) plaide en faveur de la persistance de la spécificité de l'Alsace-Moselle. Celle-ci, indique-t-il, est justifiée « au regard d'une règle non écrite respectée par tous les gouvernements de notre pays depuis 1944, règle qui veut qu'une disposition particulière à notre région ne soit modifiée sans l'accord de la majorité des élus d'Alsace et de Moselle ».

Répondant aux orateurs, le ministre du travail regrette que certains députés « aient cédé à une sorte de tentation séparatiste par rapport au droit national. Votre devoir de parlementaire est de ne pas céder à cette tentation ». M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui effectue actuellement un voyage officiel à Saint-Pierre-et-Miquelon, a indiqué que le gouvernement propose d'établir « un mens à la carte » pour le développement de l'archipel, en soulignant que le cas de ce département d'outre-mer serait nécessairement disjoint de celui des autres DOM, compte tenu, d'une part, du « consensus sans faille d'attachement à la France » qui y existe, d'autre part, des « contraintes géo-climatiques » qui le caractérisent. — (A.F.P.)

gager, dès cette année, des crédits pour la formation des futurs conseillers prud'hommes d'Alsace-Moselle et à différer jusqu'au 15 avril l'application des nouvelles dispositions à cette région.

## Conseil supérieur de la prud'homie

L'article 3, modifié par le gouvernement, institue, auprès du pôle des conseils de prud'hommes, un conseil supérieur de la prud'homie. Les représentants des ministères intéressés des représentants, en nombre égal, des organisations syndicales et des organisations professionnelles des plus représentatives au plan national, en feront partie.

## La communication aux maires des listes électorales

L'article 11 prévoit notamment que l'employeur doit communiquer aux maires compétents les listes des salariés qu'il emploie, en faisant mention de la section dont relève l'entreprise ou l'établissement. Les listes établies par l'employeur mentionnent les noms et prénoms des salariés, la date et le lieu de naissance, la domiciliation.

M. Tranchant souligne que ces dispositions permettront au moment d'élections générales, « de déterminer aisément l'option syndicale des électeurs, par simple examen de la liste électorale déposée au maire, et qui constitue une atteinte à la liberté individuelle ».

Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée a adopté un amendement présenté par le groupe communiste et soutenu par le groupe socialiste, pré-

voyant que les travailleurs privés d'emploi seront inscrits sur les listes électorales par les agences locales pour l'emploi.

M. Madelin souligne que, dans le passé, « il y a eu confusion entre les listes électorales communales et les listes de certains partis politiques ». Ce n'est pas de ma faute, ajoute-t-il, si les cas de confusion ont été nombreux.

## Elargissement des droits des conseillers

L'Assemblée adopte ensuite plusieurs articles visant à améliorer les droits dont disposent les conseillers prud'hommes salariés au sein de leur entreprise. L'initiative de la commission et du groupe socialiste, l'Assemblée adopte un amendement tendant à « étendre les protections en cas de licenciement aux candidats aux fonctions de conseiller prud'homme, et de prévoir, dans les entreprises où l'activité est saisonnière, une prolongation des délais de protection ».

Les conseillers devront pouvoir bénéficier, sur leur demande, et pour les besoins de leur formation, des services de la formation professionnelle de l'Etat, dans la limite de six semaines par mandat ; ces absences seront rémunérées par l'employeur.

Après avoir adopté les dispositions particulières à certaines professions, l'Assemblée examine les articles 36 à 39 qui organisent l'extension du droit commun aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et en tirent les conséquences quant à la phase transitoire qui s'ouvrira après l'application, fixée au plus tard au 15 janvier 1983, des nouveaux conseils. L'ensemble du projet de loi est ensuite adopté, l'opposition votant contre.

La séance est levée, jeudi 28 janvier, à 1 h 50.

## CORSE : le Sénat ne veut pas d'un « statut particulier ».

Par 261 voix contre 92 (P.C., P.S.) le Sénat a adopté, dans la nuit du 27 au 28 janvier, un projet de loi sur la Corse, qui prend le contre-pied des mesures proposées par le gouvernement. Au statut particulier que souhaite instituer M. Defferre, les sénateurs ont préféré se contenter de « reconnaître » platoniquement les caractéristiques particulières de la région Corse.

M. Paul Girod (Gauche dém., Corse), rapporteur de la commission des lois, souligne que le texte gouvernemental se fonde sur une disposition de la loi de décentralisation que le Sénat a repoussée. Il lui reproche de permettre plusieurs lectures, dont l'une pourrait conduire à un statut intermédiaire entre celui de Mayotte et de la Nouvelle-Calédonie. Pourquoi, demande-t-il aussi, déroger au droit commun électoral ? Pourquoi parler d'une assemblée de Corse plutôt que d'un conseil régional et créer des conseils consultatifs que l'on a refusés d'autres régions ? Enfin, les mesures d'amnistie paraissent au rapporteur excessives. La commission demandera que les crimes de sang ne soient exclus.

« Le statut électoral, répond notamment M. Defferre, ministre d'Etat, ne peut être dérogatoire du droit commun, puisque ce droit commun n'existe pas encore (...). Il y a les plus grandes chances que le projet de loi pour toutes les régions les mêmes règles que pour la Corse, notamment en matière de cumul et d'incompatibilité. »

M. Tomasini (R.P.R., Corse) estime que la trêve actuelle ne sera durable que si les auteurs de violence peuvent avoir atteint virtuellement leurs objectifs, ce

statut particulier n'étant alors qu'une étape. « Or, dit-il, cela nous le refusons (...). A terme, la Corse échapperait inéluctablement à la souveraineté française. » Que faire ? « Pour suivre la politique que les gouvernements précédents ont menée, déclare M. Tomasini, un statut particulier est nécessaire. »

M. Giacobbi (Gauche dém., Corse), rapporteur d'abord au ministre son absence de concertation avec les élus. Mais, pour cet orateur, le défaut principal du projet est son caractère ambigu. Il faut, dit-il, que le projet de loi entre la Corse dans le droit commun du projet de décentralisation. C'est la même revendication que formulent ensuite MM. Paul d'Ornano (R.L., Français de l'étranger), Pierre-Christien Fajon (R.L., Paris) et Charles Ornano (non inscrit, Corse-du-Sud), tandis que M. Matraja (P.S., Bonnes-de-Rhône) estime au contraire que le projet de loi répond aux aspirations des Corsais. Mais, précise-t-il, « il faudra aussi en Corse un statut fiscal incluant la création d'entreprises ».

## Spécificité insulaire

M. Vallon (Un. centr., Rhône) pense que le gouvernement a voulu donner aux Corsais l'impression d'être traités autrement que les autres Français, sans les traiter, en réalité, de façon différente. Cette ambiguïté, qu'il dénonce.

Pour M. Minetti (P.C., Bonnes-de-Rhône), le statut particulier de la Corse mettra fin à une situation scandaleuse qui réduisait l'île au rôle de base militaire et de « bronze-cul de l'Europe ». Le changement pour être complet devra aussi « réaliser l'administration » mise en place sous le précédent statut.

M. Ciccolini (Bonnes-de-Rhône) apporte l'adhésion du groupe socialiste au projet gouvernemental et demande que l'on privilégie, dans l'île, les activités productives.

Le Sénat passe ensuite à l'examen des articles. Repoussant à l'article premier les amendements

gouvernementaux et le texte initial, il refuse, dira M. Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, « de donner à la Corse un statut particulier, et même en maintenant le régime actuel, de faire de la région de Corse une véritable collectivité territoriale, au même titre que celles qui seront créées par la loi de décentralisation ».

Les sénateurs adoptent ensuite un article additionnel, qui reconstruit la spécificité insulaire de la Corse, mais se refuse à en tirer les conséquences statutaires.

D'autres amendements sont votés sur proposition du rapporteur et contre l'avis du gouvernement. Tous vont dans le même sens : refus de donner à la Corse un statut particulier et d'anticiper les prochaines mesures de décentralisation. Quant à l'amnistie proposée, la majorité sénatoriale en écarte les « crimes de sang ». — A.G.

## L'horizon du clocher

(Suite de la première page.)

C'était à chaque changement de ministre un jeu répandu, il y a quelques années à Londres, parmi les diplomates étrangers, de prendre des paris sur le temps que le Foreign Office mettrait à ramener dans le droit chemin de la bonne vieille tradition l'heureux novice que le peuple souverain venait de placer à sa tête et qui s'imaginait dans sa candeur naïve qu'il allait apposer sur le grand livre de l'histoire sa marque indélébile. Marx a écrit sur la diplomatie tsariste des pages qui s'appliquent sans en changer un iota à celle de Staline et de ses héritiers. La Révolution française, comme l'a lumineusement montré Albert Soboul, n'a pas mis longtemps à chasser les bottes des Capétiens, dont de Gaulle s'est voulu l'exécuteur testamentaire. Et depuis que le général est mort, tout le monde, y compris ceux qui s'en défendent, est plus ou moins gaulliste. Entre l'Europe de l'Atlantique et l'Oural, dont il réveille le « sortir de l'Europe » et le « sortir de l'Europe » est mince. Et dans l'intention, qui est excellente, et dans la stratégie, qui reste entièrement — hélas ! — à imaginer.

Les conceptions de la droite et de la gauche, en France, se situent aux antipodes sur deux sujets essentiels : les intégrités sociales et la propriété des entreprises. Leurs idées en politique étrangère ne divergent pour l'essentiel que par ce que l'une est au pouvoir et l'autre dans l'opposition. Les communistes, certes, ont leur philosophie à eux qu'on croit pouvoir résumer, sans encourir les foudres de M. Marbois, en disant qu'il leur en faut vraiment beaucoup pour admettre que l'U.R.S.S. ait des torts. Mais comme ils sont les champions du monde de la dialectique, ils n'ont apparemment aucune peine à condamner en tant que ministres ce qu'ils approuvent ou, au moins, excusent en tant que militants. Tous les autres formations politiques, quand elles ont les responsabilités du pouvoir, se trouvent aux prises avec les mêmes nécessités, souvent bien prosaïques : procurer dans toute la mesure possible du travail aux Français et des devises à

l'Etat ; assurer l'approvisionnement énergétique de la nation ; résister tant bien que mal aux empiétements des superpuissances, y compris de celle dont ils recherchent la protection contre l'appétit de l'autre ; et cependant ne pas trop les heurter, de peur de s'exposer à des représailles imparables ; essayer de donner à l'ensemble européen la conscience et la cohésion sans lesquelles le continent qui pendant vingt siècles a dominé le monde est voué à n'être plus qu'un objet des rivalités des autres. Et c'est ainsi qu'on est amené à servir la main d'assassins et à vendre des armes à à peu près n'importe qui, en se rappelant avec nostalgie le temps où l'on rêvait de réintroduire la morale dans la politique. Qu'il y ait de donner bonne conscience en prenant ici ou là telle ou telle initiative de portée nécessairement, vu les moyens dont on dispose, modeste.

N'est-ce pas précisément à l'accroissement de ces moyens qu'il conviendrait de donner la priorité ? Ne faudrait-il pas que les partis politiques français cessent de se déchirer sur la politique étrangère de la France, qu'elle apparaisse comme celle de la nation unie, dans sa grande majorité, pour la soutenir, et non comme un enjeu de la politique intérieure ? Aux Etats-Unis, où la bataille politique n'est pas moins vive qu'en France, le président cherche toujours, dans les grandes occasions, à donner à ses initiatives internationales un caractère « bi-partisan ». M. Giscard d'Estaing puis M. Mitterrand ont parfois consulté — ou informé — à ce propos les chefs des quatre principaux partis, notamment à la veille d'importantes rencontres internationales. Il conviendrait aujourd'hui de tenter de faire davantage. A continuer de se déchirer, de se contredire, de rabâcher, de se servir de la Pologne pour alimenter de mauvaises querelles à l'horizon du clocher, la France risque de donner une pauvre image d'elle-même, à mi-distance entre Byssance et Clochemerle, en un temps où l'on aurait pourtant bien besoin qu'elle se fasse entendre, dans le concert cacophonique des nations, la voix de la sagesse et du courage.

ANDRÉ FONTAINE.

# 31 JANVIER 1982 XXIXe JOURNÉE MONDIALE DES LEPREUX

Ils sont encore 15 000 000 dans le monde  
Nous les soignons dans 27 centres  
sur tous les continents

AIDEZ-NOUS !

OEUVRES HOSPITALIERES FRANCAISES  
DE L'ORDRE DE MALTE  
OHFOM, 4 avenue Marceau  
75381 PARIS CEDEX 08

CCP n° 3514-54 W Paris

الجمعية العالمية  
للحمية



## POLITIQUE

### M. Mauroy entreprendra une nouvelle campagne d'explication avant les élections cantonales

Tandis que, au Palais-Bourbon, le groupe socialiste fait l'apprentissage des obligations ministérielles, à l'hôtel Matignon, M. Pierre Mauroy fait celui des servitudes inhérentes à sa fonction, qui le situe institutionnellement au confluent de toutes les humeurs et des mécontentements les plus divers. Une fonction qui impose au premier ministre une certaine réserve : « A l'endroit où je suis je vois tout ce qui se passe, mais je ne suis pas le mieux placé pour porter », notait M. Mauroy, le lundi 25 janvier, au cours de sa visite à Louvrol (Nord).

C'est la raison pour laquelle l'hôtel Matignon se garde de toute réaction formelle aux commentaires acides de certains députés socialistes sur la méthode choisie par le gouvernement pour régler la question des nationalisations et aux appréciations réservées, qui ont été portées successivement par MM. Michel Rocard, mardi à Châlons-sur-Marne, et Louis Mermat, président de l'Assemblée nationale, mercredi au micro de France Inter, sur l'efficacité de la campagne d'explication de la politique gouvernementale.

Dans l'entourage du premier ministre, toutefois, on affirme que le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, fait un mauvais procès au gouvernement lorsqu'il lui reproche de consulter des experts et des juristes, dont les avis font prévaloir les considérations techniques ou juridiques sur les objectifs politiques.

### L'U.D.F. et le R.P.R. espèrent provoquer un « nouveau désaveu » de l'action gouvernementale

L'U.D.F. et le R.P.R. ont conclu, mercredi 27 janvier, un pacte de l'opposition destiné à accélérer leur union dans la perspective des élections cantonales des 14 et 21 mars.

Les deux formations devraient présenter des candidats communs dans la majorité des cantons. Lorsque des primaires seront organisées, l'accord sera établi sur les bases suivantes : aucune polémique entre candidats de l'opposition, désistement automatique en faveur du candidat de l'opposition placé en tête du premier tour et participation active du « battu » à la campagne du second tour. Les candidats qui ne respectent pas ces engagements seront exclus de leur formation.

Cet accord électoral est accompagné d'un manifeste politique selon lequel, « pour la première fois en France, les élections cantonales vont revêtir un caractère politique national ». « Deux systèmes de valeurs s'affrontent », ajoute le manifeste. « L'un, fondé sur l'Etat et le collectivisme, cherche à contrôler la vie sociale dans tous ses aspects. L'autre, fondé sur la liberté, affirme que la finalité suprême est l'homme lui-même, qu'il ne peut trouver son épanouissement que dans un cadre social ouvert et tolérant ».

L'U.D.F. et le R.P.R. qui « parviennent d'une même voix pour dénoncer le processus marxiste aujourd'hui engagé dans notre pays », insistent sur le fait que « succéder au choc des élections partielles, un nouveau désaveu de la politique actuelle, prononcé cette fois au niveau national, porterait un coup très rude à la majorité ».

### M. Michel Giraud veut regrouper les élus de l'opposition en Ile-de-France

M. Alain Pöher (Union centriste), président du Sénat et maire d'Abion (Val-de-Marne), et M. Jacques Chirac, président du R.P.R. et maire de Paris, prendront ensemble la parole le mercredi 3 février au pavillon Balard à Nogent-sur-Marne devant les élus locaux de l'opposition réunis par l'Union pour l'Ile-de-France.

C'est le résultat de l'initiative de M. Michel Giraud, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne et président du conseil régional d'Ile-de-France. Depuis longtemps, celui-ci se déclarait persuadé que, après les « résistants » et les « technocrates », une troisième génération devait apparaître aux commandes de la V<sup>e</sup> République : les « hommes de terrain ». M. Giraud est convaincu qu'il n'y a pas « de stratégie de reconquête qui ne s'appuie pas sur une action à la base, sur le terrain, sur une présence dans toutes les associations, les quartiers, les villages ». C'est ce qu'il veut promouvoir avec cette Union pour l'Ile-de-France qui n'est « ni un club de réflexion ni un parti politique », mais un organe de liaison entre élus locaux, responsables d'association et « représentants de la vie socio-économique régionale et locale afin de permettre une

meilleure liaison entre l'entre-prise et la cité ».

M. Giraud, même lors des batailles entre giscardiens et chiraquiens, s'est toujours efforcé de ne pas se séparer ni de ceux-ci ni de ceux-là. Son union veut regrouper toutes les parties prenantes de l'actuelle opposition. U.D.F., R.P.R., non-inscrits. Le bureau provincial de l'union est d'ailleurs celui du groupe unique de la majorité régionale au conseil régional : MM. Alain Grottoy, P.R., Pierre Buis, député R.P.R. de Paris, Adolphe Chavvy, sénateur C.D.S. du Val-d'Oise, Raymond Long, P.R., conseiller de Paris, et Raymond Lamontagne, conseiller général non inscrit du Val-d'Oise.

Sur le même schéma, des « unions » ont déjà vu le jour dans les Yvelines, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise ; d'autres vont rapidement être créées en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis. Pour elles, l'objectif est proche : ce sont les prochaines élections cantonales. L'Union pour l'Ile-de-France, elle, veut gagner les élections municipales et régionales de 1983. En Ile-de-France, l'opposition s'efforce donc de les préparer dans l'unité, et avec, dit-il, — M. B.

semaine, la façon dont les chaînes de télévision ont assuré la couverture du voyage de M. Mauroy dans le Nord-Pas-de-Calais, négligeant notamment, affirmait-il, les appels lancés à Arras par celui-ci aux cadres et aux médecins.

A l'hôtel Matignon on préfère souligner que l'entrée en vigueur des ordonnances devrait désormais convaincre les sceptiques de la réalité du « changement » dans de nombreux domaines de la vie sociale. Il reste que, là encore, ajoute-t-on, le parti ne joue pas, pour le moment, le rôle de relais que le gouvernement est en droit d'espérer de lui.

Quoi qu'il en soit, M. Mauroy n'a pas le temps d'attendre que le P.S. devienne plus opérationnel. La décision a donc été prise de combiner, à partir de la mi-février, une nouvelle campagne d'explication de la politique gouvernementale avec une participation active du premier ministre à la campagne pour les élections cantonales. M. Mauroy, dont le « tour de France » pour l'emploi doit s'achever le lundi 1<sup>er</sup> février en Haute-Normandie, est déjà sollicité par près de trois cents candidats. Il se rendra dans plusieurs départements qu'il n'a pas encore visités et, chaque fois, son programme comprendra vraisemblablement deux parties : l'une consacrée devant des auditeurs professionnels ou syndicaux, aux dossiers de l'action gouvernementale ; l'autre, destinée à un soutien aux candidats socialistes.

Commentant les revers électoraux de son parti aux législatives partielles et évoquant les prochaines cantonales, M. Mauroy disait récemment : « Nous avons perdu un match, mais nous sommes champions » ; aux cantonales nous ferons sûrement un bon match. Le premier ministre s'y emploiera d'autant plus qu'un échec lui ferait encourir le risque d'une disqualification au sein de sa propre formation.

ALAIN ROLLAT.

### Selon la Soifres

### LE BLAN DE L'ACTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND EST JUGÉ POSITIF PAR 47 % DES FRANÇAIS

La Soifres a réalisé une étude sur l'image de M. François Mitterrand jugée 47 % des Français positivement, le président de la République est jugé positif par 47 % des Français. Selon cette étude, publiée jeudi 28 janvier, par un groupe de journaux satiriques parisiens, le chef de la République tient ses promesses qu'il a faites pendant sa campagne électorale, pour une majorité de personnes interrogées (54 % contre 32 %).

Il est considéré comme le président de tous les Français par 38 % d'entre eux, le président de ceux qui ont voté pour lui par 46 %.

Cette enquête d'opinion, réalisée du 8 au 14 janvier, après d'un sondage sur les attentes des Français, a été menée par un groupe de journaux parisiens, le « groupe de la République », qui a également représentatif de la population en âge de voter, fait également apparaître que, parmi les « qualifications » qui rappellent le mieux à M. Mitterrand, figurent notamment la compétence (30 %) et la tolérance (28 %).

● Deux sortis, MM. Armand Salacré et Jean-Louis Luchaire, sont venus remettre, mercredi 27 janvier, par le président de la République les insignes de la Légion d'honneur à M. Jean-Louis Luchaire, ancien président du Conseil de Paris, ancien sénateur de la capitale, et ceux de commandeur de la Légion d'honneur à M. François Luchaire, professeur de droit, ancien membre du Conseil constitutionnel et vice-président du M.R.G.

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 27 janvier, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

#### ● LES ORDONNANCES

Le conseil des ministres a adopté trois ordonnances.

La première concerne la durée de l'indemnité de temps de travail dans l'agriculture. Elle s'applique dans le secteur agricole les mesures prises pour l'industrie et le commerce par l'ordonnance adoptée le 13 janvier en tenant compte du caractère particulier de la production agricole et notamment des fluctuations saisonnières rendant nécessaires des dispositions spéciales pour l'aménagement du temps de travail. Cette loi est déterminée après négociations avec les partenaires sociaux. La durée de la semaine de travail étant fixée à trente-neuf heures, les règles de détermination des heures supplémentaires ont été spécialement aménagées, et une grande souplesse d'organisation a été rendue possible.

Une seconde ordonnance modifie les dispositions du Code du travail relatives au travail temporaire. Elle définit avec précision les conditions de recours au travail temporaire désormais limité au remplacement des salariés absents et au surcroît exceptionnel d'activité.

L'objectif du gouvernement n'est pas d'entraîner le travail temporaire, mais de subordonner son utilisation aux cas où il est réellement nécessaire et de donner aux travailleurs concernés un statut aussi proche que possible de celui des travailleurs permanents.

L'ordonnance sur les contrats à durée déterminée a pour objet de mettre fin à l'habitude prise par de nombreux employeurs d'embaucher sur des contrats à durée déterminée des travailleurs occupant des emplois permanents. Désormais, les contrats à durée déterminée seront réservés aux cas où ils sont justifiés par des nécessités exceptionnelles d'activité, par des opérations de durée limitée ou par des remplacements. L'ordonnance garantit d'autre part aux salariés concernés le bénéfice des dispositions législatives et réglementaires relatives aux usages applicables aux salariés permanents. Elle maintient ainsi la possibilité de recours aux contrats à durée déterminée, mais elle vise à limiter les abus qui ont cours des dernières années.

(Lire page 26.)

#### ● COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le ministre des relations extérieures a rendu compte des débats qui ont eu lieu le 25 janvier à Bruxelles sur les sujets suivants : la suspension par le Conseil européen.

Les Etats, à l'exception de la Grande-Bretagne, ont été d'accord sur une demande de franchise de taxe sur les produits laitiers suivant les recommandations de la Commission européenne dans des conditions satisfaisantes pour les producteurs. La délégation britannique a également présenté une demande d'allégement de sa contribution budgétaire pendant une longue durée et selon une proportion liée à son évolution économique intérieure. Cette demande a été jugée par les autres Etats membres in-

compatible avec les règles et principes de la Communauté européenne. Les discussions ne pourront donc reprendre sur la réorganisation de la Communauté que si ce débat au fond est réglé. Ceci ne saurait entraver le fonctionnement de la Communauté européenne dans le cadre des traités et règles en vigueur.

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a rendu compte de la session des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne qui s'est tenue à Bruxelles le 26 janvier 1982.

La question du prix garanti du sucre brut A.C.P. a trouvé sa solution. La France a obtenu un rattrapage du prix garanti du sucre brut communautaire pour la campagne 1982-1983, principalement pour les producteurs des départements d'outre-mer.

Les ministres des Dix ont aussi examiné le conflit qui oppose le Conseil à l'Assemblée européenne en matière budgétaire et ils ont convenu d'organiser des consultations d'experts et des négociations d'accords bilatéraux avec les pays fournisseurs.

Le ministre des Dix ont aussi examiné le conflit qui oppose le Conseil à l'Assemblée européenne en matière budgétaire et ils ont convenu d'organiser des consultations d'experts et des négociations d'accords bilatéraux avec les pays fournisseurs.

#### ● LES TRANSPORTS URBAINS

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre des transports, le Conseil des ministres a adopté les grandes orientations d'une politique des transports urbains, visant à donner une réelle priorité aux transports collectifs. Il en résulte notamment que la vie quotidienne dans les villes et les banlieues sera rendue moins difficile, les bruits et les pollutions seront réduits, la mobilité des personnes âgées et des handicapés sensiblement améliorée et que les produits pétroliers seront économisés au bénéfice de l'économie nationale.

Les services offerts aux usagers des transports collectifs seront améliorés, diversifiés par les innovations matérielles nécessaires et des systèmes tarifaires incitatifs.

Le ministre d'Etat, ministre des transports, a présenté un certain nombre d'orientations qui doivent permettre de favoriser la fréquentation des transports collectifs, tout en réglant les problèmes financiers qu'ils posent. Cette étude de prise dans le cadre de la décentralisation ; en ce qui concerne les transports parisiens, une réforme sera mise en œuvre au 1<sup>er</sup> octobre 1982. Pour la région Ile-de-France, une première étape significative dans l'alignement pour l'usage de la charge du trajet domicile-travail sera définie. Elle contribuera au rapprochement du lien du domicile et du lieu de travail, et à l'aménagement urbain.

Pour la province, des moyens adaptés seront recherchés afin d'alléger le coût des transports pour les usagers, pour assurer de nouvelles ressources aux collectivités locales et organismes gestionnaires, notamment dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants et d'Etat, quant à lui, poursuivra son aide aux transports collectifs, par les subventions d'équipement, les prêts et les concours de développement.

Pour les départements d'outre-mer, des mesures semblables seront définies.

(Lire page 25.)

#### ● L'ECONOMIE SOCIALE

Le Conseil des ministres a entendu une communication du ministre d'Etat, ministre du plan de l'aménagement du territoire sur les activités des coopératives, mutuelles et associations gestionnaires, qui constituent l'économie sociale. Le ministre a fait le point de la coopération intervenue depuis cinq mois

avec les représentants de ces organismes et a présenté les orientations qui serviront de base au travail gouvernemental. Elles concernent :

- 1) les modifications aux règles statutaires qui régissent les coopératives ouvrières de production afin d'accroître leurs possibilités d'intervention économique, en particulier grâce à un droit de préemption ;
- 2) les modifications aux lois qui régissent la coopération en matière d'habitat, l'intervention des organismes financiers de l'économie sociale, la coopération artisanale.

Il a annoncé la préparation de diverses mesures réglementaires concernant le code des marchés publics et le code de la mutualité, pour faciliter l'activité des entreprises d'économie sociale, et tout particulièrement pour leur fournir des capitaux à risques.

#### ● LA MICRO-INFORMATIQUE

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie a rendu compte de la création, à Paris, du Centre mondial pour la micro-informatique.

Conformément à la décision du président de la République, ce Centre constituera un carrefour des idées et des connaissances en micro-informatique. Il disposera de moyens importants et associera aux chercheurs français les meilleurs spécialistes internationaux dans ce domaine. Il définira les conditions de la création d'un ordinateur personnel de grande diffusion et organisera des expériences dans le monde entier, et, en particulier, dans le tiers-monde. Il constituera un des éléments du renouveau industriel et technologique de notre pays.

Ce Centre sera placé sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie ; il sera présidé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

(Lire page 10.)

#### ● L'ÉVOLUTION DU SMIC

Le ministre du travail et le ministre de l'économie et des finances ont présenté une communication sur le SMIC.

C'est aux partenaires sociaux qu'il revient de réaliser progressivement, à travers les négociations collectives, la nécessaire revalorisation des salaires les plus bas. Le gouvernement agira dans le même sens par des hausses du pouvoir d'achat du SMIC.

Les principes sur lesquels repose actuellement le SMIC seront modifiés ; le salaire minimum mensuel sera défini, les revalorisations seront programmées et prises en compte dans la « situation » économique générale.

La commission supérieure des conventions collectives se réunira le 16 février, sous la présidence du ministre du travail et en présence du ministre de l'économie et des finances, pour débattre de ces nouvelles règles, qui devront ensuite être consacrées par la loi, et pour examiner les liens entre le SMIC et les classifications salariales des conventions collectives.

La commission sera alors consultée sur la hausse du SMIC qui interviendra le 1<sup>er</sup> mars.

(Lire page 26.)

#### ● LA SÉCURITÉ MARITIME

Le ministre de la mer a présenté au conseil des ministres un bilan de la conférence de Paris qui s'est tenue, le 28 janvier 1982, en présence de treize ministres des transports européens, des représentants de l'Organisation internationale du travail, de l'Organisation maritime consultative internationale et de la Commission des Communautés européennes. Cette conférence a abouti à un mémorandum instaurant un système harmonisé de contrôle des navires dans les ports de treize Etats signataires.

Le gouvernement a décidé de prendre un certain nombre d'initiatives qui concernent tant la Communauté que l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Tout progrès passe en la matière par le respect des normes techniques des navires et l'amélioration du statut social des marins.

(Lire page 25.)

### UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO

A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité, téléphonez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les coloris.



345 DL - 81 - 7 CV  
36500 F  
244 GL - 81 - 10 CV  
51500 F  
244 TURBO - 81 - 10 CV  
66000 F

**VOLVO CARDINET**  
112-114, rue Cardinet  
75017 Paris - tél. 766.50.35

**VOLVO NEULLY**  
16, rue d'Orléans  
92200 Neuilly - tél. 747.50.05

### GRANDE MISE EN VENTE AU PUBLIC 15.000 TAPIS D'ORIENT

La plupart des tapis ont bénéficié de la suspension des droits de douane. EXPOSITION ET VENTE TOUS LES JOURS DIMANCHE INCLUS - DE 10 A 19 H

Entrepôts du Comptoir France Orient  
15, rue Dieu 75010 Paris - Tél. 239.32.00. Métro République.  
1, place du Palais-Royal - Métro Palais-Royal.

CRÉDIT GRATUIT IMMÉDIATEMENT SUR DEMANDE CERTIFICAT D'ORIGINE & PHOTO

Je l'ai vu







## Le Monde

## Société

## SCIENCES

## M. Jean-Jacques Servan-Schreiber présidera le centre mondial pour la micro-informatique

Le Centre mondial pour la promotion des usages sociaux de la micro-informatique, dont M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait lancé l'idée dans un rapport remis au novembre dernier au président de la République (« Le Monde » du 18 novembre 1981), va être prochainement mis en place. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, a présenté, mercredi 27 janvier, au conseil des ministres (lire le communiqué page 8), le Centre dont il assurera la tutelle et qui sera présidé par M. Servan-Schreiber.

« Jusqu'à présent, nous a déclaré M. Servan-Schreiber, le développement de l'électronique et de l'informatique a essentiellement abouti à la course au robot, que rien n'arrêtera. La question centrale qui orientera les travaux du centre est de savoir comment aider les hommes qui se trouvent remplacés par les robots à acquérir les facultés leur permettant d'avoir accès à de nouveaux emplois ».

Dans cet esprit, indique M. Servan-Schreiber, le centre travaillera suivant trois axes principaux :

1) Le développement des technologies — matériel et logiciel — permettant la mise au point d'un véritable ordinateur personnel, voire « personnalisé ». Cet effort, qui, souligne M. Servan-Schreiber, devra être réalisé en relation avec des industriels comme Thomson ou Matra, devrait aboutir, dans quelques années, à un appareil ayant la taille d'un gros livre, équipé d'un clavier et d'un écran plat de visualisation, et qui devrait coûter entre 500 et 1 000 F.

## MÉDECINE

## Au conseil des ministres

## M. Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM

Le conseil des ministres du 27 janvier a approuvé la nomination de M. Philippe Lazar au poste de directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), où il remplace M. Philippe Laudat, démissionnaire (« Le Monde » du 22 janvier). M. Lazar était, jusqu'à présent, président du conseil scientifique de l'INSERM.

(Né le 21 avril 1936 à Paris, ancien élève de l'École polytechnique, M. Philippe Lazar a été directeur de recherche à l'INSERM.

Spécialiste de la recherche en santé publique, il s'est intéressé, en particulier, à l'influence de l'environnement social et professionnel sur la santé et à la direction de la recherche épidémiologique et statistique sur l'environnement et la santé. M. Lazar a été successivement président de la commission scientifique de l'Institut de santé publique, de 1975 à 1978, puis vice-président du conseil scientifique de l'INSERM depuis 1978.

En juillet 1981, il était élu à la présidence du conseil scientifique de l'INSERM. Il était également directeur national de la recherche et de la technologie.)

## LA C.F.D.T. SE FÉLICITE DU DÉPART DE M. LAUDAT

Après la démission de M. Philippe Laudat, directeur général de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (« Le Monde » du 22 janvier), la section C.F.D.T. de l'INSERM a demandé le départ. Elle précise dans un communiqué, que le nouveau directeur « doit avoir les moyens d'une nouvelle politique ».

« La C.F.D.T. », est-il souligné, « a plus de mille six cents travailleurs hors statut (25 % de l'effectif) sans couverture sociale et sans sécurité d'emploi. Le refus du ministère de la recherche de revenir l'idée d'un plan d'intégration conduira, dans les mois à venir, à licencier de nombreux travailleurs. Une nouvelle politique doit permettre que tous ces licenciés, par exemple, soient intégrés sur poste budgétaire ».

La section C.F.D.T. estime d'autre part qu'une nouvelle politique doit se traduire par un changement profond dans le fonctionnement des équipes de recherche, notamment par la lutte contre le mandarinisme et contre la division du travail entre les personnels censés exécuter et ceux qui sont censés réfléchir ».

« A la suite des récents cas de méningite survenus au cours du mois de janvier et notamment des deux décès qui se sont produits en Ardèche (le Monde du 24-25 janvier), M. Jacques Roux, directeur général de la santé, a déclaré, mercredi 27 janvier, qu'aucun reproche » ne pouvait être adressé aux directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale. Après avoir souligné que le nombre de cas déclarés de méningite cérébro-spinale reste relativement stable (2 036 en 1979, 1 661 en 1980, 1 374 en 1981).

## ÉDUCATION

## &lt; Le respect de l'unité et de la laïcité exclut le maintien du caractère propre de l'école privée »

déclare la FEN après son entrevue avec le ministre de l'éducation nationale

Pendant vingt ans, la droite a refusé d'améliorer le service public d'éducation, tout en finançant et en développant « des enseignements privés orthodoxes ou patronaux ». Cette politique aboutit à une « crise éducative sans précédent » dont les victimes sont les enfants des travailleurs. Tel est le diagnostic établi par M. Jacques Pommatuau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), mercredi 27 janvier, au terme d'une rencontre avec M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale. Cet entretien suivait de quarante-huit heures celui qu'avait eu le ministre avec les dirigeants de l'enseignement catholique (« Le Monde » du 27 janvier), inaugurant la phase de consultations décidée par M. François Mitterrand et le gouvernement en vue de redéfinir la situation de l'enseignement privé.

La FEN déclare approuver l'objectif du président de la République de « mettre en place un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale » ; elle s'empresse de préciser que ce service public « devra bénéficier pour son développement, non d'augmentation, de la totalité des fonds publics ». Il devra être renouveau et décentralisé, dans le respect de l'unité et de la laïcité, « ce qui exclut le maintien du caractère propre de l'école privée ».

M. Pommatuau a ajouté qu'il n'attend pas que tout soit réglé au pas de course, mais que le gouvernement devra « la laisser évoluer », ne pas perdre de temps. Sans fixer d'écadences précises, il estime que ses amis ne comprendront pas que l'Assemblée nationale n'applique pas les engagements du président de la République. C'est dire qu'un débat parlementaire devrait, au cours de la législature, élaborer de grandes lignes des intentions du gouvernement. L'adoption du budget de 1983 à l'automne prochain lui paraît l'occasion de donner les premières indications.

Cependant, le secrétaire général de la FEN insiste sur la nécessité de ne pas dissocier la rénovation de l'enseignement public et le sort de l'enseignement privé. Les deux doivent être liés car il s'agit, a-t-il déclaré, « non de créer un service public en termes de moyens, par de simples opérations de lois que nous combattons », M. Pommatuau considère

que tout le pays « doit reconnaître un système scolaire acceptable par tous ».

M. Louis Astra, secrétaire fédéral, a tenu à mettre l'accent sur le fait qu'il n'y a pas de raison que l'État finance l'enseignement privé comme il le fait depuis vingt-trois ans, et que le maintien du caractère propre (qui fonde la spécificité des établissements privés) « n'est pas possible ».

## M. MAURICE VERGNAUD, DIRECTEUR DES COLLEGES

Le conseil des ministres du 27 janvier a approuvé la nomination de M. Maurice Vergnaud en tant que directeur des collèges. Il remplace à ce poste M. Marc Rancière.

(Né le 20 septembre 1920 à Rouanne (Loire), M. Maurice Vergnaud est agrégé d'histoire. Il commence sa carrière comme instituteur à l'école de 1940 à 1948. Certifié, il enseigne ensuite dans un lycée de Lyon de 1948 à 1956 à cette date, il devient enseignant dans un établissement jusqu'en 1961, année où il obtient l'agrégation d'histoire. Ensuite il est nommé directeur du lycée Osmont, à Toulouse ; il quitte ce poste en 1972 pour devenir professeur de physique au lycée de la Sorbonne. En 1976, il est nommé inspecteur général de l'éducation nationale.)

« Violences dans trois collèges du Nord » — Le recteur de l'académie de Lille, M. Claude Durand-Pirbigne, vient de décider de porter plainte à la suite de plusieurs cas de violence dans trois collèges de la région. Ces faits ont été constatés par le département du Nord. La semaine dernière, au collège Villars à Denain, un professeur d'éducation physique a été agressé par un élève. Le frère d'un élève à qui il avait fait une remarque. Dans un collège de Tourcoing, des déprédations ont été commises sur des véhicules appartenant à des enseignants. Ces derniers ont aussi été l'objet de violences verbales. A Denain comme à Tourcoing, les enseignants ont fait grève en signe de protestation.

Enfin, le principal adjoint du collège « Professeur-Dubey », à Loos-les-Rues, a été victime d'une agression dans son bureau. Il a été frappé par le père d'un enfant de dix ans qu'un professeur avait mis à la porte de la classe sans insouciance. — (Correspondance.)

## JUSTICE

## VOL ET VENTE D'ARCHIVES

## Gratteurs d'histoire

Dumier qui aimait à peu près autant les gens de justice que les gens des salles des ventes se serait fait plaisir à les croquer. Les uns jugeaient les autres, mercredi 27 janvier, à la dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris : dans un curieux procès, une affaire vite adjugée, deux personnes poursuivies pour vol et recel quand manifestement il aurait dû y en avoir une bonne demi-douzaine.

M. Jacques Vaisier, cinquante-huit ans, graphiste publicitaire, M. Yves Pechon, soixante-quatre ans, commissaire-priseur, actuellement suspendu, comparaissent devant le tribunal. L'un pour avoir dérobé au service historique de l'armée de terre, château de Vincennes (Val-de-Marne) de dix à quinze mille documents manuscrits, entre 1973 et 1978, l'autre pour avoir vendu à Drouot une bonne partie de ces pièces sur catalogue, avec l'aval technique de trois libraires experts.

Jacques Vaisier explique : « Je collectionnais depuis longtemps les armes, les équipements militaires, les livres sur l'époque napoléonienne. Et, souhaitant écrire un livre sur la campagne de Russie, je consultais souvent les archives de Vincennes. Et puis, un jour, désirant acheter un sabre de Murat, évalué à 150 000 francs, j'ai pris quelques documents à Vincennes ».

Ces quelques documents quelques milliers de pièces, ainsi dérobées dans les archives militaires, les cahiers du service historique de l'armée, quand il y en avait, étaient supprimés par grattage, par lavage au bicarbonate de sodium, ou par découpage. Au point, diront les experts de la police judiciaire que « de telles altérations ne pouvaient passer inaperçues des historiens experts, antiquaires et commissaires-priseurs ou même amateurs ». Certes. Et c'est bien là le véritable problème. On vendait à Drouot, sur catalogue, des objets de valeur, des documents ainsi « lavés ». M. Faure, un de ces experts dira : « Le rôle des experts est de déterminer l'authenticité, la valeur des objets et non leur origine ». M. Pechon s'était porté garant de l'honorabilité du vendeur, nous n'avions pas à douter. Et puis, à nous, les experts, nous sommes venus constater que les documents étaient falsifiés. Ce qui, au passage, montre bien le sérieux des experts. Les spécialistes ne redoutent pas d'engager leur nom et leur réputation sur des catalogues ainsi falsifiés. Ce qui, au passage, montre bien le sérieux des experts. Les spécialistes ne redoutent pas d'engager leur nom et leur réputation sur des catalogues ainsi falsifiés.

M. Pechon, lui, affirme : « Pas du tout. Le prêt, c'était uniquement dans un but charitable. Et puis, si j'ai pu d'autographes de Pouchkine, c'est que j'étais remarqué que cela relevait le niveau des ventes ».

Le procès continue le mercredi 3 février.

PIERRE GEORGES.

## FAITS ET JUGEMENTS

## Inculpations en série

pour M. Jean-Pierre Willot.

Trois nouvelles inculpations ont été notifiées à M. Jean-Pierre Willot, ancien président de la société financière et foncière Agache-Willot, mercredi 27 janvier à Paris, par M. Jean-Pierre Michaux, juge d'instruction ; premier adjoint du procureur de la société Boussac-Saint-Prix (B.S.-P.) pour les deux exercices clos les 30 juin 1979 et 30 juin 1980, abus de biens sociaux au préjudice de la B.S.-P. et notamment de prêts consentis aux filiales du groupe Agache-Willot ; et, sur plainte de la C.F.D.T., entrave au fonctionnement du comité d'entreprise de la B.S.-P. mal informé du fait de la présentation de faux bilans. Ces nouvelles inculpations ont été prononcées après la lecture du rapport de M. Bruno Duponchelle, expert-comptable auprès de la cour d'appel de Douai (Nord) sur les mouvements financiers entre les différentes sociétés du groupe Agache-Willot.

M. Jean-Pierre Willot a déjà été inculpé le 24 juillet 1981 d'abus de biens sociaux (le Monde du 26-27 juillet 1981) dans la gestion de la Belle Jardinière et de Christian Dior.

## Un adolescent défonce un car de ramassage scolaire dans l'Aisne.

Un car de ramassage scolaire de la commune de la ville de Soissons (Aisne) a été défoncé, jeudi matin 26 janvier vers 7 h. 45, sur le territoire de la commune de Soissons, par un adolescent de seize ans, en possession d'une arme à feu ou réelle. Une action combinée de forces de gendarmerie et de police a été organisée. Des barrières avaient été mises en place ce jeudi en fin de matinée et des véhicules étaient tentés de repérer le véhicule qui n'avait toujours pas été localisé. Le car sillonnait les petites routes du département de l'Aisne et de la Marne entre Laon et Reims.

## Homonymie.

Premier avocat général honoraire à la Cour de cassation, après avoir représenté le ministère public à la cour d'assises de la Seine, M. Raymond Lindon avait été profondément choqué par l'agression dans son bureau. Il a été frappé par le père d'un enfant de dix ans qu'un professeur avait mis à la porte de la classe sans insouciance. — (Correspondance.)

« La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Marcel Garatini, a condamné M. Bellemare, la société Europe 1, à verser au total 7 000 francs de dommages-intérêts au requérant, M. Raymond Lindon, pour préjudice moral et pour les frais occasionnés par cette procédure ».

M. Claude-Albert Collard a été nommé représentant de la France à la commission des droits de l'homme des Nations unies. Il succède à M. Jean-Claude Boyer, professeur de droit à l'université Paris-II.

(Né le 14 juillet 1915 à Marseille, M. Collard est agrégé de droit. Il est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et professeur à l'université Paris-I. Il dirige le département de droit international. Il est l'auteur de deux ouvrages : « Les Nations unies et les droits de l'homme » et « Les Nations unies et les droits de l'homme ». Il est le directeur adjoint du cabinet du président de la République.)

## Le docteur Yves Lamarque,

gynécologue, au terme d'une longue procédure, a finalement été relaxé des chefs de blessures involontaires et non-assistance à personne en danger pour lesquels il était poursuivi par une famille qui a un enfant handicapé. Condamné en première instance, le 25 juin 1979, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et

10 000 francs d'amende par le tribunal de Rouen, il avait vu sa peine réduite en appel à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende (le Monde du 10 mai 1980). La Cour de cassation, sur pourvoi du docteur Lamarque, avait cassé l'arrêt de Rouen. L'affaire a finalement été renvoyée devant la cour d'appel de Caen, qui a relaxé le médecin.

## SPORTS

## SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE MME AVICE, MINISTRE A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS ET LA SMAS.

Quelques semaines après avoir signé une convention avec M. Louis Mésangeau, ministre des P.T.T., offrant quarante emplois d'agents de l'Etat à des athlètes de haut niveau, puis avec M. Charles Zermann, ministre de la défense, un accord cadre pour améliorer, d'une part, les structures existant au sein des armées pour les sports d'élite et pour faciliter, d'autre part, la mise à disposition des clubs civils d'installations et de personnel militaire. Mme Edwige Avic, ministre déléguée à la jeunesse et aux sports, a signé mercredi 27 janvier une nouvelle convention quadripartite avec M. Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA).

Dans cette convention, la SNIA s'engage à réserver cinq postes pour des athlètes de haut niveau afin de leur permettre de poursuivre leurs pratiques sportives et de bénéficier d'actions de formation pouvant déboucher sur leur carrière sportive. La convention a été signée au sein de l'entreprise et à étudier l'aide que ses services techniques pourraient apporter à la réalisation de programmes de recherche présentés par le ministre chargé des sports.

## Basket-ball

## LIMOGES SE QUALIFIE POUR LES DEMI-FINALES DE LA COUPE KORAC

Vainqueur (101-90) dans sa salle, mercredi 27 janvier, du club espagnol Cotonificio de Badalona, Limoges s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe Korac. Le dernier match des clubs de finale, à Venise, se jouera le 29 janvier. En revanche, les deux autres équipes françaises ont été éliminées. Tours s'est incliné, chez lui, devant Belgrade (106-98) et Orthez a été dominé (95-94), à Madrid, par la Juventud de Badalona.

« L'équipe de France de rugby, qui rencontrera le Pays de Galles à Cardiff le 6 février, pour son premier match du Tournoi des cinq nations aura la composition suivante :

Arrière : Salléfrange (Dax) ; trois-quarts : Blanco (Biarritz), Ferrier (Bayonne), Belloc (Bayonne), Pardo (Bayonne) ; demi : Lescarboura (Dax), Martini (Stade Toulousain), 3 ligne : Lacans (Béziers), Rodriguez (Mont-de-Marsan), Rives (Stade Toulousain, capitaine), 2 ligne : Révallier (Graulhet), Lorieux (Grenoble) ; 1 ligne : Paparomborde (Pau), Dumas (Tarbes), Cremaschi (Lourdes), Rempagnant : Herrero (Nice), Wolf (Béziers), Carpentier (Lourdes), Berthier (Lourdes), Mesny (Grenoble) et Gabernet (Stade Toulousain).

CP 11.00.150











Sous la Coupole  
L'ACADÉMIE FRANÇAISE  
A REÇU  
JACQUES de BOURBON BUSSET

## Le discours du récipiendaire

### Auteurs de plein air

« **D**ES chemins aussi opposés se recoupent... », constate M. Michel Déon en confrontant la longue marche de Maurice Genevoix et celle, qu'on espère encore loin de son terme, de M. Jacques de Bourbon Busset. Ce point de rencontre, c'est la nature, toujours présente dans le *Journal d'un compagnon d'armes* de Genevoix, comme il se proclame, plus discrètement sans doute que dans l'œuvre de son prédécesseur au trente-quatrième fauteuil de l'Académie. Sinon comment le chantre permanent de l'amour conjugal aurait-il réussi à entrer si profondément dans l'univers de forêts, d'eaux-vives, de grands espaces, et dans le « monde bestial » de l'auteur de la *Derrière l'herbe* ? M. Jacques de Bourbon Busset n'a pourtant garde d'oublier que Maurice Genevoix, qu'il sacre non sans raison, « père du mouvement écologique », fut d'abord,

et resta, un écrivain-témoin, témoin et survivant par miracle de la grande tuerie de 1914-1918 ; et un grand voyageur par surcroît. Son attachement à nos frères les animaux allait de pair avec une immense pitié pour les hommes. Le fidèle portrait qu'en trace le récipiendaire est admirablement chaleureux, comme l'était son modèle. La vertu essentielle qu'il lui reconnaît, et qu'il revendique pour lui-même — la encore leurs chemins se recoupent, — ce n'est pas son « intelligence sensible », une « intelligence qui sent la forêt » ; formule heureuse qui convient à bien à Maurice Genevoix. C'est — était-ce prémédité ? — le premier mot que ses confrères, révisant leur fameux dictionnaire, ont donné à définir au nouveau venu. Un mot de cinq syllabes : *générosité*. J.-M.D.

mutiles, les corps ouverts, l'obédient, l'obéissant toute sa vie. Il ne cessera d'entendre les plaintes, les appels au secours des blessés abandonnés, il verra couler les larmes de ceux qui pleurent en silence sur leur propre mort.

Dans une page de *Cœur de la*, Maurice Genevoix décrit la rencontre entre sa compagnie qui monte vers la tranchée de Calonne et le flot de blessés qui descendent du front. Chacun de ceux qui meurent voit dans le bled qu'il croise l'image de son futur destin. À moins, bien sûr — et c'est infiniment probable — qu'il ne redescende pas. Les blessés souffrent cruellement. L'un a le nez arraché, la mâchoire de l'autre pend, mais enfin ils vont vers l'arrière, ils sont provisoirement sauvés. Les autres, ceux qui montent, s'efforcent de ne pas regarder, mais comment ne pas entendre les gémissements, les cris qu'arrachent à ces hommes leurs mutilations ?

Beaucoup d'écrivains de guerre se gardent d'insister sur cet aspect des choses. Ils préfèrent prendre le ton de l'épopée. Genevoix, lui, décrit la guerre telle qu'il l'a vécue, la réalité qu'il a subie lui a paru si intense qu'il n'a pu s'en empêcher. Il se sentait témoin. Il s'est juré de témoigner pour ses compagnons mutilés et tués. Il veut rendre compte de cette somme de douleurs, d'efforts, de résignation, de solidarité au fond du malheur et, sinon du désespoir, du moins, dit-il, « d'une froideur dure, d'une indifférence désespérée, pareille à une contraction de l'âme ». « Leur mémoire, écrit-il, restait fidèle : visages chers, images d'une courbe de rivière, d'une maison, d'un tournant de rue, d'un clocher, tout cela continuait de vivre, si lointain, mais aussi en eux. Et il fallait que cela vécût continué, au-delà de cet horizon fermé où la mort les gisait sans trêve, et les avait déjà peut-être — celui-ci, celui-là — désignés. France, patrie, dignité de l'homme, c'étaient des mots qui ne leur venaient jamais aux lèvres. À quoi bon ? Ils se savaient maintenant la réalité pathétique. Même les plus simples, les plus humbles, et peut-être ceux-là d'abord. »

Dans ce texte, Maurice Genevoix montre, sans insister, sans hausser le ton, comment la vraie grandeur n'est pas dans l'émulation passagère, mais dans la lutte au jour le jour. Le soldat engagé dans la boue, ayant perdu l'espoir de revenir vivant, continue sa tâche de sang et de mort, parce que c'est la même, comme était la sienne aux jours heureux et presque impossibles maintenant à imaginer, de tailler une vigne ou creuser un sillon. Fantastin comme Maurice Genevoix, je mesure ce qu'il est à endurer les hommes qu'il commandait, ces bêtises, comme nous appelons dans une condescendance, ceux qui appartiennent à des armes réputées plus élégantes.

### Le regard du mourant

CETTE expérience inoubliable a fait de Maurice Genevoix un homme hanté par la douleur et l'angoisse de ses camarades, un homme décidé à ne pas les laisser sombrer dans l'oubli. M. Maurice Schumann l'a très bien dit : « Maurice Genevoix, l'auteur d'être tombé à Verdun, y est malgré tout resté. »

Il est tentant de rattacher les anciens combattants, de leur reprocher de gémir, sinon de rôtir. Il est impossible à ceux qui ne l'ont pas vécu de comprendre ce qu'apporte l'expérience de la guerre. Les anciens combattants ne se considèrent nullement comme des êtres à part, mais, membres d'une communauté de souffrance, ils ont un « sens très » de la fraternité, d'une fraternité agissante. « C'est la fraternité qui caractérise Maurice Genevoix », a écrit M. Maurice Druon.

De cette fraternité dans le dénuement et la mort, Maurice Genevoix donne dans *La mort* une vue de près, récit de ses trois rencontres avec la camarade, un exemple saisissant. Il se déplace dans une tranchée et arrive à un tournant. Là, trois ou quatre soldats sont couchés morts, les uns par-dessus les autres, et un dernier étendu à plein dos sur le tas de ses camarades. Genevoix s'approche à l'attention, mais il est arrêté par le regard de cet homme qui n'est pas mort et qui le fixe intensément, sans pouvoir parler. Genevoix l'interroge : que peut-il faire pour lui ? L'autre continue à le fixer. Alors Genevoix comprend et parle pour lui : « Que je fasse attention ? Que je veuille me faire bien ? Ne crains rien, je vais sauter. »

Alors, dit Genevoix, c'est l'angoisse dispersée de ses yeux et fit place à une lumière que je ne devais jamais oublier.

(Lire la suite page 14.)

« **J'**AVOUE, Messieurs, que la grâce dont vous m'avez comblé dépasse mes forces, mais je suis persuadé que comme votre bonté m'a servi de modèle pour l'obtenir, elle seule me servira de langue pour l'en remercier. » Ainsi s'exprimait le premier janvier 1952 le duc de Colchin au vingtième anniversaire de son mariage. Je ne ferai pas de mieux. Je ne suis pas duc et je n'ai plus dix-sept ans.

De la joie que vous m'avez donnée par vos suffrages, je vous remercie au nom de tous les miens, au nom de mes quatre enfants, au nom de celle qui m'accompagne depuis plus de quarante ans et qui est la chance de ma vie.

Je ne puis non plus omettre mes lectures et mes lectures ont beaucoup tenu à me dire qu'ils se considéraient comme partie prenante de l'honneur que vous m'avez décerné. Ils y ont vu la justification de leur propre choix et comme un accord donné à une certaine conception de l'existence. Je leur laisse, bien sûr, la responsabilité de cette interprétation de la grâce que vous m'avez faite.

Donne tout écrivain, je fais ce que je peux. Le compagnon d'armes de métaphysique que je suis admire les façons de la nature qui ne cesse de se renouveler pour durer, qui sait aller le continu et le discontinu, le quotidien et l'insolite, l'extrême constance et l'extrême invention. Cette constance inventrice de la nature m'a encouragé et m'encourage à écrire la saga d'un attachement à toute épreuve, la saga d'un attachement.

De ce pouvoir créateur du temps, l'histoire même de votre Compagnie est une remarquable illustration. À la fois officielle et tout à fait indépendante, l'Académie française a traversé les siècles, renforcée par les épreuves et les troubles de la nation, comme ses grands arbres que les vents rigoureux n'ont pu déraciner. Elle a su se renouveler et rendre plus vénérable, de telle sorte que n'est éteint, au cœur des âges, entre la France et son Académie, un accord d'autant plus profond qu'il est parfois inconnu.

### La règle du jeu

Si votre Compagnie trouve un allié dans le temps, elle prend appui sur la forme des jours, c'est-à-dire sur un espace de liberté des hommes et désormais des femmes aussi différents qu'il est possible. C'est un orchestre où chacun joue sa partie. Comme l'a dit M. Claude Lévi-Strauss, alors qu'il se livrait au pénible exercice que j'ai écrit aujourd'hui, « une institution telle que la vôtre a une surface en volume. Elle resserre les distances, rapproche d'une manière imprévue des familles d'esprit et des individus. »

Il n'y a pas de jeu sans règle du jeu, Paul Valéry l'a affirmé et prouvé avec une force sans égale. Dans le jeu de l'élection académique, la règle, ou plutôt l'usage, des votes m'a permis d'apprécier la diversité de vos dons, de vos carrières et de vos tempéraments. Je vous suis reconnaissant de ces échanges qui m'ont durablement enrichi et convaincu que, de même que l'amour est beaucoup plus que l'amour, l'Académie est beaucoup plus que l'Académie.

An groupe d'amis que vous formez manque aujourd'hui la figure de mon prédécesseur, figure exceptionnelle et singulièrement attachante.

« Vous êtes un auteur de plein air », m'avait dit André Champeau en le devant sous cette Coupole en 1946. Cela est vrai, mais Maurice Genevoix bien plus que cela. C'est d'abord un homme de caractère comme son oncle, le même caractère qui le décide de quitter l'école (d'où le nom de Genevoix) pour aller planter les genoux que devant les ailes de sa foi. Ces ailes intrépides d'un catholique résolu ou un libéral ? Peut-être les deux à la fois. Mais ce n'est pas là ce qui m'a intéressé de lui.

### Bains de sang

**N**ADRENE GENEVOIX est cet homme qui n'a jamais été en « plein air » ; il a été partout, en tout temps, en tout lieu, en tout état d'esprit, en tout état de corps. C'est un homme qui a vu tout, qui a senti tout, qui a aimé tout, qui a souffert tout, qui a été tout. C'est un homme qui a été tout.

Une anecdote de son enfance en dit long. Il a neuf ans. Sa tante Lambert vient d'être élu président de la République. En don de joyeux avènement, il a prolongé d'un jour le congé scolaire de Fiquet. Une farieuse partie de cache-cache s'engage. Le jeune Maurice s'est caché dans le grenier. Il apparaît, triomphant, à la lucarne. Un de ses camarades, « l'imbécile de service », le défie : « Je parie que tu ne sautes pas. » Il y avait, de la lucarne au sol, plus de 5 mètres. Maurice dit : « Compte jusqu'à trois. » L'autre compte. Maurice saute et se casse la jambe.

C'est tout Genevoix. Toute sa vie, il ne cessera de relever les défis du destin, bien mieux il ne cessera, jusqu'à son dernier jour, de se lancer des défis à lui-même. Son courage, son énergie, ne l'abandonneront jamais. Ce seront, jusqu'à son bout, ses fidèles compagnons.

Cette jambe cassée, on la soignera d'étrange façon. Le plâtre une fois enlevé, un plâtre qui fait songer à l'étravagant appareil conçu par le malheureux Charles Bovary, la jambe se révèle saine, mais comme une armoire. Quel est le diable ? Le médecin prescrit des bains de sang chaud. Chaque fois qu'une bête est abattue au village, le jeune Maurice se rend à l'échaboulet, assiste, bien malgré lui, à la mise à mort, puis plonge sa jambe dans le sang rempli du sang encore chaud. Ce traitement semble avoir marqué durablement le futur écrivain. Cette première rencontre avec la mort et avec le liquide dont l'écoulement l'angoisse et le symbolise, Maurice Genevoix l'évoque souvent, qu'il s'agisse de la guerre ou de la chasse, qu'il s'agisse d'hommes tués en gilet ou d'animaux souffrants comme des hommes. Le jeune Maurice se sentait solidaire de la bête sacrifiée par le boucher et ce sentiment de solidarité avec les victimes ne le quitte plus, le poussera à écrire et à aller toujours plus loin dans la vie. Quant au sang versé, il le retrouvera, quinze ans plus tard, lorsqu'il vivra, dit-il, « au milieu de ces temps ignominieux où le « devoir » condamne à tuer ou à être tué ».

### L'enfant des bois

**E**N attendant, la vie est paisible à Châteaumeun, au bord de la Loire, ce fleuve au bord duquel il est né, à Decize, et qui sera, dans sa vie, un axe, une nostalgie, une présence séduisante et douce comme celle d'une femme aimée. Le petit Maurice trotte le long d'un sentier que le cadastre, poète à ses heures, a baptisé sentier de Roanne à la mer. Et c'est au long de ce sentier qu'il longe les jardins qu'il apprend à observer les remous du fleuve, le vol des martinets et l'architecture des nuages. Déjà, n'en doutons pas, pour lui la nature est pleine de signes, ces signes qu'il ne cessera de déchiffrer, d'interpréter, de rendre, comme disent les peintres, pour le plus grand bonheur de ses lecteurs.

Mais il grandit. Il est repu second du canton au certificat d'études. Il faut viser plus haut. Le voilà, à l'âge de onze ans, interne au lycée d'Orléans. Après la liberté du village, il connaît l'encadrement, la discipline, l'effort, les sprints et interminables promenades surveillées. Il est en cage et en souffre cruellement.

Au lycée, il a emporté son livre de chimie, *Flammes et bois*, d'Elie Berthet, histoire d'un fils de planteur enlevé par un ours-outang et élevé par lui dans la forêt équatoriale. « J'étais alors du côté des ours », remarque-t-il dix-sept ans plus tard. Je pense que je le suis resté. « Jean Bastaire a eu raison d'intituler l'excellente étude qu'il a consacrée à mon prédécesseur Maurice Genevoix, *Enfant du fleuve et des bois*.

Maurice Genevoix se définit à lui-même à cette époque comme « un jeune frère net, franc, libre de soleil et de vent, sec, dur, musclé, infatigable et taillé comme un Mohican ». Bref, c'est « un cascadeur en sottises courtes ».

À l'âge de douze ans, le malheur le frappe. Il perd sa mère encore très jeune, et son père ne s'en remettra jamais.

L'épreuve, pour Maurice Genevoix, est décisive. Boutons-le solitaire sans après. « Voilà homme que je suis devenu. J'ai retrouvé, j'ai gardé une mère jeune, rieuse et tendre, c'est elle, aujourd'hui encore, après les épreuves des années, qui ramène au fond de mon cœur l'invincible amour de la vie qui ne s'éteindra qu'avec moi. »

### Un humanisme trop oublié

**S**ES maîtres reconnaissent ses dons et le poussent à préparer, Normale Supérieure, il quitte Orléans et entre en Khâgne à Soisy aux lycées Lakanal. Heureusement, le lycée a un parc de dix hectares et là, Maurice reprend contact avec la nature de sa première enfance, son enfance de Châteaumeun, mêlée aux animaux et aux arbres. Dans ce parc, sont élevés des daims, et il se souviendra toujours de l'un d'eux, un faon dont le visage avait été écorché lors de sa naissance et dont le regard, dit-il, « était doux, animal, plein d'une tristesse inconnue », un regard humain. La contemplation de la nature n'empêche pas notre khâgneux de résumer le concours d'entrée de Normale Supérieure. Le voici rue d'Ulm, dans cette vieille école qui fut celle de plusieurs d'entre vous et aussi la mienne, cette école qu'il illustre, parmi beaucoup d'autres, vos confrères Louis Pasteur, Henri Bergson, et tout près de nous, André François-Poncet, Jean Guichennet et Roger Caillois, mon ami de toujours. Genevoix apprend à connaître les annales, les bagarres avec les camelots du roi et la prestigieuse bibliothèque où siègeait, trônait plutôt, l'impressionnant Lucien Herr, conscience et lumière du parti socialiste. Il reçoit le privilège de l'amitié du secrétaire général, le calman général, comme nous disions dans notre argot, Paul Dupuy, homme exemplaire, l'âme de l'école pendant des décennies. De Dupuy et d'Herr, Maurice Genevoix a écrit très justement : « Ils méritaient à mes yeux les dévouements et les exemples d'un humanisme trop oublié. »

Il vante la force de leurs convictions, qui loin de les rendre intolérants, les inclinaient vers le respect de l'autre, et prêche : « Ils méritaient à bon droit, comme en dernière, recours, et ils n'auraient pas leur mépris. » Je ne puis m'empêcher de penser que ces qualités si rares trouvent dans notre école de la rue d'Ulm un terrain d'éclosion. Il est peu d'endroits au monde où soit plus vive la liberté de l'esprit si faiblement aujourd'hui et qui est l'honneur de l'homme. Le froissement des cervelles, la confrontation des différences est toujours un exercice salutaire et les normaliens s'y adonnent avec passion et humour. Le risque (et j'en suis conscient), est peut-être de rester, toute sa vie, un vieil étudiant. En tout cas, Maurice Genevoix a gardé de Normale une malice qui n'a cessé d'enchanter ses innombrables amis.

### La mort en face

**V**OICI que s'avance l'été 1914. Le 31 juillet, Maurice Genevoix dit adieu à Châteaumeun. En compagnie d'un jeune cousin, il fait le pèlerinage des lieux qui lui sont chers,

Monté dans le clocher de l'église, il emplit ses yeux, dit-il, de « bouquets d'arbres, d'eaux calmes et d'eaux glissantes, de toits serrés et fraternels, d'horizons bleus, d'un ciel immense ». Deux jours après, il est à Châlons. Vingt jours plus tard il part pour le front comme sous-lieutenant. Il entre dans un monde nouveau, un monde où, comme il dit, on ne peut plus mentir. Il va connaître l'épreuve décisive de sa vie, celle qui le marquera à jamais, celle qui le fera devenir celui qu'il est.

Cette expérience, c'est celle de l'officier de troupe, expériences que j'ai faites, vingt-cinq ans plus tard, dans une campagne, hélas ! moins glorieuse. Maurice Genevoix aborde cette expérience avec l'intense curiosité qui fera de lui, toute sa vie, jusqu'à la fin de sa vie, un éternel jeune homme.

Les premiers engagements laissent Maurice Genevoix étonné, perplexe. Il n'arrive pas vraiment à y croire. Et puis il voit tomber des hommes à côté de lui, et ce qui paraissait exercice irréel devient, d'un coup, sanglante réalité. Il sent un caquet de arde et de feuilles lui permettant plus tard de publier ses livres de guerre, les plus authentiques jamais écrits sur la guerre de 1914-1918, ceux qui sonnent le plus vrai. Dans ces pages sombres, il n'y a pas la moindre trace de chiqué, pas la moindre outrance, pas la plus légère soupçon de déclamation.

Je cite : « Je viens de traverser des moments d'angoisse et de souffrance épouvantables. Angoisse physique d'abord. J'aime la vie, je tiens à la vie de toute ma puissance d'aimer et quand je voyais sauter en l'air et retomber à mes pieds une tête dans un passe-montagne ou quand je recevais sur la main une langue avec toute l'arrière-gorge, j'ai eu l'angoisse physique toute violente, de sauter en mouvement, toute ma chair déchiquetée, en lambeaux. »

Puis angoisse morale : souffrance du cœur : voir mes propres hommes disparaître les uns après les autres, les entendre toute une nuit m'appeler avec des voix d'enfants, pleurer, me supplier de les faire élever de leur couper le bras tout de suite si je ne voulais pas qu'ils meurent, de leur prêter mon revolver si je ne pouvais pas les sauver moi-même. »

Genevoix connaît, pendant ces mois, ces jours et ces nuits où la nature elle-même est hagarde et paraît prendre en compassion les hommes qui se traînent dans la souffrance, la terreur et la boue, le boue, cauchemar de tous les fantasmes, la boue qui colle, garotte, aspire, comme une bête venue des profondeurs. L'officier Genevoix, lui aussi, a faim, soif et peur. Mais il ne faut pas qu'il le montre. Lui ne doit s'en douter. Obligé de porter beau, il finit par oublier un peu sa misère. Le vrai courage, c'est de la peur surmontée. L'officier a moins de mérite que l'homme de troupe à dominer sa peur car tous ont le regard fixé sur lui. Il est en représentation. Il faut qu'il aille et, de même que les gens de la culture développent la culture, l'affection du sang-froid favorise parfois une certaine sérénité.

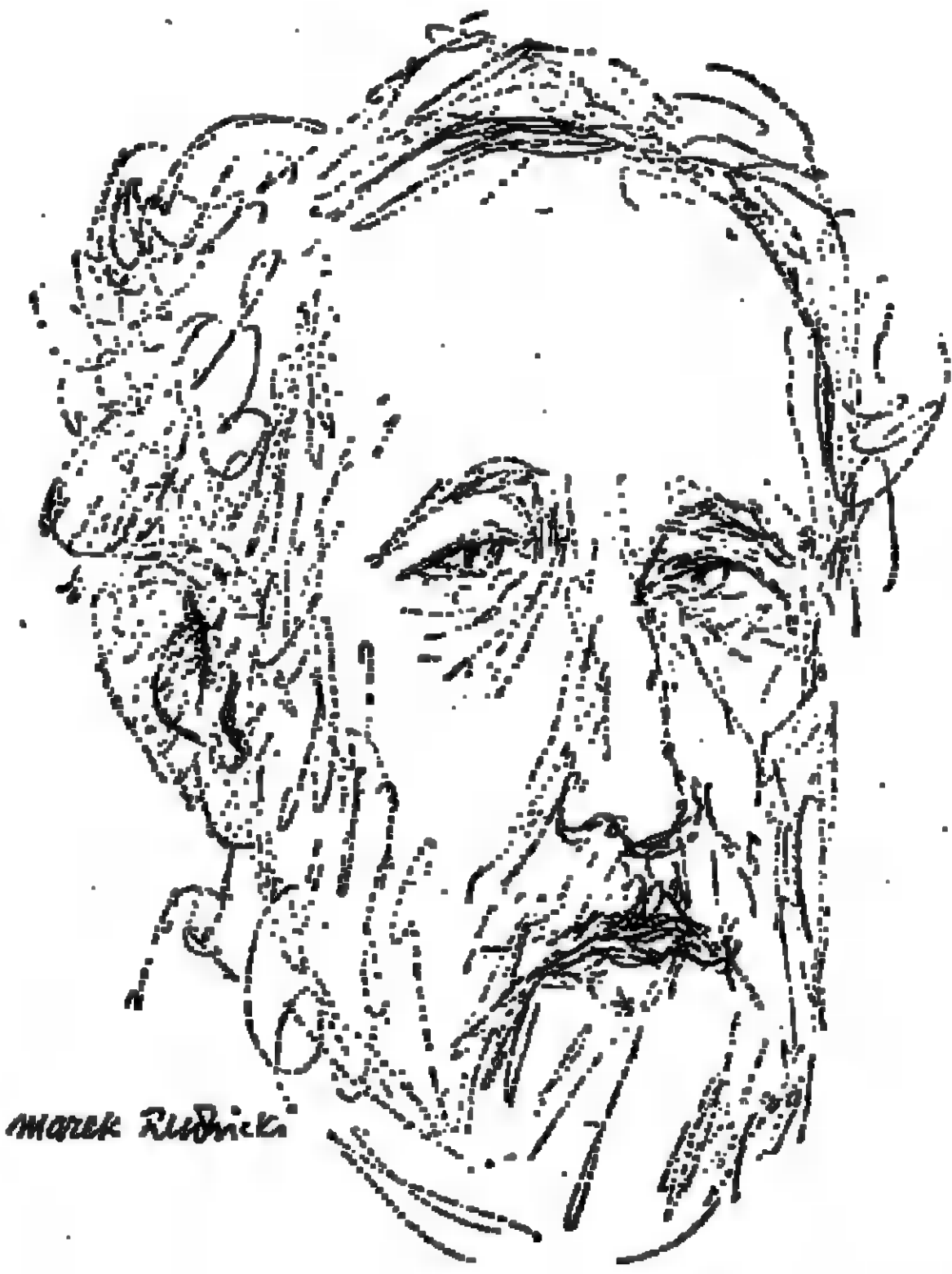
### La vraie grandeur

**S**ÉRÉNITÉ toute relative. On s'habitue à la mort, toute proche mais on n'en prend pas son parti. Dans un hôpital on sent que le maximum sera fait pour diminuer la souffrance et sauver ceux qui peuvent être sauvés. Dans un bois, un pré, loin de tout secours, celui qui perd ses intestins, ou dont le sang s'écoule par une artère sectionnée, sait qu'il va mourir et cette certitude donne à la douleur physique un caractère inacceptable. Cela, Maurice Genevoix ne cesse de le répéter. Les visages

47/11/01/30



# Le discours de Jacques de Bourbon Busset



MARK RUDNICK

(Dessin de MARK RUDNICK.)

(Suite de la page 13.)

Ce regard du mourant des Éperges a été pour Maurice Genevoix, un visage qui l'a accompagné toute sa vie et l'a aidé à ne jamais faillir à la vraie noblesse, la noblesse du cœur.

## « Raboliot » prix Goncourt

REFORME à cent pour cent à l'âge de vingt-cinq ans, Maurice Genevoix est accueilli à Normale Supérieure par Dupuy comme un jeune frère. Mais Genevoix est devenu un autre homme. Il a perdu, à la guerre, vingt-deux de ses camarades de promotion sur cinquante. La discipline de la préparation à l'agrégation lui « chue ». Il a dit nettement au succès de l'Ernest Lavisse à la tête de l'école : Gustave Lanson : « Monsieur, nous avons beaucoup changé, morale, culture, justice, rien de ce qu'évoquait pour nous le mot de civilisation que nous n'avons dû remettre en cause. » Il quitte l'Université et décide d'écrire. La transmission déchaînée par l'expérience de la guerre est commencée.

A Châteauneuf, il reprend des forces, après avoir été terrassé par la grippe espagnole. A Châteauneuf aussi, il prend conscience, une nuit, de sa mission d'écrivain-témoin.

C'est une belle nuit d'été de la mi-juillet 1918. Il est dix heures du soir. Genevoix quitte sa feuille blanche et descend vers la Loire. Il n'y a pas de lune mais beaucoup d'étoiles. Il fait encore tiède. L'air est calme. L'eau glisse silencieusement. Il est heureux. Soudain d'étranges pulsations s'éveillent et deviennent un grondement, traversé d'accalmies et de spasmes. La doute n'est plus permise. A deux cents kilomètres de là, un bombardement monstrueux vient de se déclencher. Il croit voir la lueur rougeâtre, comme jadis, il regagne sa chambre et écrit ses pages les plus fidèles, dit-il, sur le calvaire de ses camarades. Le lendemain, par les journaux, il apprend la contre-offensive dévastatrice de Poch à Villers-Cotterêts.

Son premier livre, *Sous Verdun*, frappe par son accent de vérité. Il est d'émotion classée écrivain de guerre. Mais la proximité de la mort a aussi, chez lui, l'amour de la vie et de la nature. Il fait alterner des livres de guerre et des livres campagnards. Les ouvrages qui formeront plus tard le grand ensemble de *Ceux de là* ont comme contrepoint des récits dont le thème est le paysage qu'il aime et dans lequel il vit, tels ce *Rémi des Rauches*, roman des bords de la Loire qui manque de peu le prix Goncourt. Le prix Goncourt, note aucteur en rêve passionnément. C'est peut-être la seule période de sa vie où il risque de devenir homme de lettres. Après avoir triomphé de certaines difficultés d'édition, il obtient enfin la distinction tant désirée en 1925 avec *Raboliot*, roman d'un braconnier solopet, qui le rendra célèbre. Mais il a un bon réflexe, un réflexe Genevoix. Le soir même du prix, il reprend le train pour Châteauneuf. Comme son héros, il met au-dessus de tout la vie libre. Comme lui, c'est loin des villes, au fond des bois, au long des fleuves qu'il le trouve.

## Un goût sauvage de la liberté

D'ABORD à Châteauneuf, puis à Saint-Denis-l'Hôtel, dans cette maison des Vermeilles qu'il aimait tant, où il a vécu jusqu'à la fin avec sa femme, ses deux filles et sa petite-fille et où j'ai eu le grand privilège de lui rendre visite.

Ce qui frappait chez l'homme se retrouve dans tous ses écrits. Maurice Genevoix a été, l'intelligence sensible, ce que l'appelle l'intelligence qui sent la forêt, peu fréquente chez ceux, comme lui, qui ont reçu une formation universitaire poussée. Trop souvent, les intellectuels vivent une double vie, une vie consacrée à l'intelligence et à ses productions les plus rares, une autre où le corps, les passions, la nature reprennent leurs droits. Genevoix, lui, est capable de penser ce qu'il éprouve et d'éprouver ce qu'il pense. L'union entre l'intelligence et la sensation, que l'on peut nommer l'esprit, existe chez lui, au départ. Elle a, sans doute, ses racines dans l'enfance, une enfance solitaire des conventions de la vie sociale, une enfance d'homme libre, en contact direct et constant avec un milieu naturel.

Il y a, chez Maurice Genevoix, un goût sauvage de la liberté. Cet amour de la liberté explique son amour avec la nature. Il aime dans la forêt, dans la mer, dans la plaine, les grands espaces libres. Ainsi devienne-t-il, bien malgré lui, car il n'a rien d'un chef d'école, le véritable père du mouvement écologiste. Nul n'a peint mieux que lui l'ivresse qui s'empare de l'homme quand il est immergé dans les odeurs et les rumeurs du monde. Cette grisaille n'a rien d'un délire lyrique, elle est une passion méthodique. Napoléon disait (et le prouvait) qu'il n'y avait pas de détails dans l'exécution. Il n'y a pas non plus de détails dans la contemplation. Les livres de Maurice Genevoix montrent surabondamment que l'alliance de la passion et de la méthode est la clé du succès. Rien de plus précis que les trois volumes des *Bestiaires*, cet étonnant livre d'heures de nos frères les animaux. L'exactitude des notations, d'un savant comme Fabre, ne nuit nullement à la poésie du texte. La poésie a sa source dans une attention extrême, et Maurice Genevoix aime les bêtes, même les plus déshéritées et les plus disgraciées, même le rat dont il admire, au moment de la tuer à coups de chasse-pied, l'élégance, le ressort, l'agilité déconcertante.

A dire vrai, il a la don essentielle du poète, il sait découvrir l'invisible dans le quotidien. Rien de ce qui vit ne lui est étranger, cette tendresse qu'il porte à la vie, il en est récompensé par de curieuses manifestations. Un écoulement de rencontre non seulement le suit, pas à pas mais se perche sur son épaule et ne veut plus le quitter. Tout se passe comme si les animaux prenaient conscience de l'amitié de Maurice Genevoix pour eux et lui rendaient à leur manière. Lui-même, interrogé sur ce don exceptionnel, donnait comme explication une inlassable patience.

## Le respect de la vie

DANS la belle nouvelle *Le Nid du condor*, Maurice Genevoix montre avec force comment les rapports entre l'homme et les animaux peuvent s'inverser et basculer dans le bon sens. Il raconte sa visite, dans la province canadienne d'Alberta, d'une réserve d'oiseaux. Le garde les nourrit dans sa main. Genevoix reconnaît cette main. Il lui semble l'avoir remarquée en gros plan dans un film sur la capture d'un condor dans la sierra de Californie. Interrogé, le garde reconnaît que c'est bien lui qui, dans le film, arrachait un jeune condor de son nid malgré la défense agressive de la mère. Quand on a projeté le film, il s'est vu, « une brute, dit-il, aux yeux clairs et durs, agile, diaboliquement agile, intelligente, volontaire, maléfique ». Et, en face, « un grand oiseau dans son domaine sauvage, inaccessible, une femelle, une mère farouche et tendre,

attentive, dévouée, jusqu'à la mort, au-delà de la mort, jusqu'à la perte de sa liberté ». Alors le garde est bouleversé. Il a honte, honte de sa ruse, de sa force et même de son audace. Il décide, dans la minute, de changer de vie, de servir les bêtes au lieu de les traquer.

Dans ce récit, Maurice Genevoix laisse entendre que la familiarité amicale avec les animaux, art où il est passé maître, puisqu'il est capable d'apprivoiser toute une famille de hérissons et de les porter dans les mains, est peut-être un des moyens d'amener l'homme à ne plus être un loup pour l'homme. En respectant la vie sous toutes ses formes, on grandit en humanité et en vérité. Le respect de la nature et le respect de l'être humain sont liés.

Cela, la *Dernière Herde*, un des livres les plus accomplis de l'écrivain, le démontre admirablement. Le poursuivi du grand cerf rouge, roi de la forêt, par le piqueux La Futaie est un récit où, comme dans tout récit mythique, l'amour et la mort sont étroitement entrelacés. L'homme qui a élevé l'animal, alors qu'il était encore faon, ne peut lui pardonner de s'être échappé. Il veut retrouver cette que cette celui qui est devenu maintenant un superbe dix-cors. La chasse à courre n'est qu'un prétexte pour cette recherche et ces retrouvailles, et la mort de la bête est autant un suicide qu'un assassinat. Tout est suggéré, rien n'est appuyé dans ce livre où l'expérience de la guerre et de la vie dans la nature se mêlent et créent un climat d'angoisse, de fatalité, de cruauté et de tendresse.

## La leçon de la nature

LA *Dernière Herde* montre comment les forces naturelles libèrent les passions dans leur pureté et leur violence sauvage. Dans cette histoire de cerfs, de chiens et d'hommes qui se cherchent et se fuient, transparaissent les thèmes éternels les plus anciens et les plus modernes. On pense à l'Odyssée et à la quête du Graal, on pense aussi au *Vieil Homme et la mer*, d'Hemingway. Il s'agit toujours de la même poursuite de l'absolu, poursuite vouée à l'échec tant qu'on n'a pas compris qu'il n'y a pas d'autre absolu que l'absolu de l'amour, qui est commencement perpétuel. Maurice Genevoix l'a dit un jour à Jean Guilton, son amour de la vie et du monde que panthéisme. C'est une complexité. Pour lui comme pour beaucoup d'autres, « la nature est un talisman ». Il y trouve force et inspiration. A la ville, il respire mal. A la campagne, il vit. Beaucoup de nos contemporains et, plus encore, de nos contemporaines, retrouvent chez Maurice Genevoix leur goût de la vie simple et des choses simples. Ils entendent dans ses livres une voix amie qui leur suggère qu'il suffit de regarder autour de soi au plus près, et de motte ou de touffe d'herbe. Ce retour à la nature répond à un vœu profond que le despotisme de la quantité, de la machine et du profit avive encore. Il ne s'agit pas d'un naturalisme infantile mais de la prise de conscience de ce que la nature peut donner à une humanité qui a perdu le sens des nécessaires maturations.

La nature n'est jamais pressée. Elle prend son temps. Elle prend appui sur le temps. L'homme d'aujourd'hui, par une aberration due peut-être à l'invention du prêt à intérêt, considère le temps comme son principal adversaire, comme son ennemi. Le temps, c'est de l'argent. Il faut gagner du temps pour gagner de l'argent.

Dès lors, la précipitation est considérée comme une vertu, et la patience, chère à notre race, la nature, est raillée, assésée à la routine. Si rien de grand ne se fait sans passion, rien de grand ne se fait non plus sans patience. Le jeu de la nature est le jeu de la constance, d'une constance passionnée que les femmes, avouons-le, comprennent mieux que nous. Tel est l'enseignement que donnent le fleuve et l'arbre, les deux divinités tutélaires de Maurice Genevoix, pêcheur et forestier.

Avant été très chasseur, je comprends mal la passion de Genevoix pour la pêche. Ces deux races de prédateurs ne s'entendent pas toujours. Le chasseur considère le pêcheur comme plus cruel que lui et le pêcheur méprise le mande de subtilité du chasseur. Je crois que la plupart des amoureux de la nature les renvoient dos à dos. En revanche, la passion de Maurice Genevoix pour la forêt trouve en moi un allié déclaré.

## Une langue de peintre

ENTRER dans une forêt, c'est changer d'univers. On entre dans l'inconnu, dans l'indivisible et aussi, peut-être, dans l'univers futur, dans la mesure où il n'est pas interdit de considérer l'humanité comme une parenthèse entre deux forêts, et, en même temps, on se sent étrangement chez soi. La forêt est la demeure de l'homme, une demeure qui se déplace à mesure qu'il avance. Vivre pleinement, c'est sans

doute marcher entre les arbres, ces témoins silencieux et vivants qui semblent destinés à prouver qu'il y a un lien caché entre l'extrême silence et l'extrême vitalité.

Ce silence peuplé profite à notre écrivain. Les livres se succèdent, tous écrits dans une langue très riche et très précise, où se retrouvent les mots les plus savoureux du terroir et des métiers de la campagne, une langue de peintre. N'oublions pas que Maurice Genevoix était un très bon dessinateur et aurait aimé être un grand peintre comme son ami Vlaminck, à qui il a consacré un beau livre.

Peu à peu se substitue à l'étiquette : Maurice Genevoix, écrivain de guerre, l'épique : romancier régionaliste, avec tout ce qu'une telle appellation comporte de condescendance de la part de certains Parisiens. Je suis né à Paris, j'aime Paris de toutes mes fibres, Paris est mon village. Je suis donc tout à fait à mon aise pour souligner, à cette occasion, les méfaits d'une certaine mondialité littéraire qui n'est pas un mythe mais une réalité néfaste, un snobisme qui déforme de leur voix, qui pervertit, au sens étymologique du terme, beaucoup de talents, jeunes ou moins jeunes. Sans aucun doute, à cette période de sa vie, Maurice Genevoix, comme écrivain, a été non pas mis à l'écart mais rangé dans le rayon des écrivains provinciaux. Il ne s'est installé dans la capitale qu'à l'âge de soixante ans. Quel scandale !

Pourtant c'est une force et non une faiblesse que d'être puissamment attaché à un terroir. Rien n'est plus précieux pour un artiste que de se reconnaître dans des lieux qui servent d'humus à son œuvre, donnent une structure à sa fantaisie et un tremplin à son imagination. Il évite ainsi les facilités de l'abstraction qui faussent d'être montrée, reste superficielle. L'esprit s'enracine ou se dissout. Un paysage, un climat, ne limitent pas l'inspiration, ils la fécondent. C'est ce qui est arrivé à Maurice Genevoix. La Loire, la Sologne, la forêt d'Orléans, loin de l'enfermer, l'ont libéré et poussé vers l'aventure de la création.

## Un grand voyageur

MAURICE GENEVOIX ne restreint d'ailleurs pas ses horizons à son pays natal. Il est grand voyageur. Avant la deuxième guerre, il arpente ce continent qu'est le Canada. Le Canada l'a séduit et retenu. C'est que le Canada, dit-il, lui propose des thèmes qui lui sont familiers : « La forêt, le fleuve, les bêtes libres, les hommes aussi, pêcheurs de Saint-Laurent, trappeurs ou gardes des réserves dans les sauvages et grandioses Rocheuses ». Le Canada entre en résonance avec son jardin intime. Et c'est pourquoi la figure d'Eva Charlebois, la petite Québécoise exilée dans les montagnes Rocheuses, nous touche vivement.

Comme nous touche plus encore l'admirable mère africaine, Eston Oisé, dont le très beau roman qui porte son nom a fait dire à Léopold Senghor que c'était le livre qui peignait le plus parfaitement l'âme noire. Si, en effet, entre les deux guerres, Maurice Genevoix a sillonné le Canada, après la deuxième guerre, c'est l'Afrique qu'il visitera et aimera.

Mes fonctions au Quai d'Orsay m'ont permis jadis de recueillir les échos les plus flatteurs sur l'audience à l'étranger de Maurice Genevoix. Il est un grand serviteur de la langue française dans le monde, cette langue française que vous avez mission de défendre, qui appartient non seulement à la France mais à l'humanité entière. Elle est une des plus incontestables richesses de l'esprit humain.

En 1968, votre compagnie, dont Maurice Genevoix est membre depuis 1946, fait appel à lui pour exercer les hautes fonctions de secrétaire perpétuel.

N'étant pas encore initié à vos rites secrets, que je me plais à imaginer délicieusement subtils, je ne saurais m'étendre sur les activités de Maurice Genevoix comme secrétaire perpétuel. Cependant, je sais, beaucoup d'entre vous me l'ont dit, que dans ses fonctions Maurice Genevoix s'est montré le plus avisé des conseillers et le plus généreux des amis.

La générosité est peut-être un des mots qui conviennent le mieux à Maurice Genevoix. J'entends, par générosité, la générosité selon Descartes. Ce grand génie la définit dans son *Traité des passions* comme la résolution de ne jamais manquer de vouloir pour faire ce qui apparaît comme le meilleur. C'est l'alliance de la passion et de la constance. Cette constance passionnée, Maurice Genevoix n'y a jamais manqué et c'est elle qui lui a permis d'être égal à toutes les tâches et, notamment, à celle que vous lui avez confiée.

## Les livres de la fin

APRÈS seize ans consacrés à cette mission, en 1973, Maurice Genevoix sent remuer en lui le désir violent d'écrire davantage. Les livres qu'il rêve de faire le troublent, ne lui

laissent ni repos ni répit. Il demande à être déchargé de ses fonctions de secrétaire perpétuel. Votre compagnie accède à son désir. M. Jean Miasler, normand comme lui et ancien combattant comme lui, accepte la charge. A l'écrivain de la nature succède celui de la musique. Belle illustration de la diversité des vocations qui est la marque de votre compagnie. D'ailleurs la forêt est-elle si éloignée de l'opéra ? Dans ces deux espaces, à la fois clos et ouverts, règne une même dialectique des sons et du silence. Les sons y appellent le silence, le silence appelle les sons.

Deux ans après, dans *Un jour*, qui fait de lui jusqu'à la fin une des plus authentiques vedettes de la radio et de la télévision, Maurice Genevoix met en scène, avec un art consommé du suspense et de la litote, un homme, un non-conformiste, un irrégulier qui lui ressemble comme un frère. Ernst Jünger, qui appartient à cette race germanique qui a tant fasciné Genevoix, considère le recours à la forêt comme le signe de la rébellion authentique. D'Aubert, comme Genevoix, est un rebelle vrai, non pas un de ces révolutionnaires de salon qui compensent leur conservatisme congénital par une débauche de théories et de propos avancés, mais un homme qui, par ses moindres gestes, par tous les détails de sa vie, manifeste qu'il n'est pas solidaire d'une société injuste et mercantile.

Écoutons Fernand d'Aubert parler d'Hubert, son garde-chasse, ami et complice :

« Hubert, c'est ce terroir fait homme, doné de parole en quelque sorte, ou d'un langage intermédiaire entre le nôtre et celui du mage, du vent, du renard qui chasse dans la nuit, de la perdrix qui rappelle, du cerf qui prend son buisson. Exactement, c'est l'intercesseur. Un mot, un geste, un regard, et tout s'illumine. »

Dans *Jour de glace*, déjà, Genevoix parle de « ces hommes sans détour, candides et purs, en vérité pareils à des enfants. Bûcherons, pêcheurs, veneurs, charbonniers, valets de chiens, incultes et rudes par ailleurs, il se peut, ivrognes peut-être à l'occasion, mais patients, francs de toute vanité, soumis à l'ordre du monde, attentifs aux signes magiques et, de la sorte, voyants privilégiés. »

Ce que d'Aubert dit d'Hubert, nous, ses lecteurs, pouvons le dire de Maurice Genevoix. C'est lui qui nous apprend à lire dans le grand livre de la nature, livre ouvert certes, mais difficile à déchiffrer pour ceux que leur vie perpétuelle accable et jase. Maurice Genevoix nous prend par la main et nous emmène faire un tour en forêt, forêts coupées d'étangs de Sologne, forêts neigeuses du Canada, forêts tropicales neigeuses du Canada, forêts tropicales d'Afrique noire. Il nous entraîne dans des paysages artificiels de la vie urbaine, nous plonge dans la réalité mystérieuse des reflets, des senteurs et des rumeurs qui composent la symphonie jamais achevée de la nature et de l'esprit. Il nous donne le courage d'aimer simplement les choses simples. A la suite, nous « broussons », nous quittons les chemins pour avancer au centre du bois. Il nous montre l'empreinte d'un cerf, nous dit les noms des plantes. Nous découvrons croquer le corbeau et cajoler le geai. Un faisan lance son cri rouillé. Le livre refermé, la ville elle-même sent la campagne et l'enfance oubliée nous remonte au cœur.

## Le monde de l'enfance

MAURICE GENEVOIX a reçu la grâce de conserver, tout au long de sa longue vie, l'esprit d'enfance. Cet esprit de gratuité, d'innocence, d'enthousiasme lui a permis d'être sans cesse de plain-pied avec le monde des animaux, des végétaux et des hommes. Il parle déjà dans la *Loire*, *Agnès* et *Les geyères* d'un monde éternellement vierge, merveilleusement fleurissant : autrement dit, le monde de l'enfance.

Plus tard, dans son livre-testament *Trente mille jours*, il écrit : « Peut-être si le délai par bonheur n'en est accordé retournerai-je demain vers ce monde fascinant de la petite enfance. Car le sens qui bouge et s'anime au fond d'un horizon que j'ai cru longtemps si lointain et que je sais maintenant, jour en jour, plus proche en vérité, l'horizon inconnu vers lequel m'attirent mes pas. Et ce sera mon dernier livre. »

Ce livre, qu'il n'a pu écrire, est comme un fleuve souterrain à travers tous ses écrits. Genevoix a été éle à lui-même et aux autres parce qu'il est resté fidèle à son enfance. Il s'agit l'aventure est du passé repensé.

*Lorelei*, merveilleuse reconstitution d'amours d'adolescents qu'il vit à quatre-vingt-trois ans, en est la preuve. L'écrivain est retourné aux racines du Rhin, la où son cœur de jeune homme avait battu si fort. Voyageur et pêcheur, puis lui, le metteur en scène, a pas changé ! Il y a dans *Lorelei* un amoureux, une ingénuité qui font agir au Grand Meaulme d'Alain-Fournier, tombé au front, en 1914, à quelque dix mètres du lieu où combattait Genevoix. Pour tout dire, *Lorelei* est un éme.

(Lire la suite page 16.)

Depuis 1950







## La réponse de Michel Déon

(Suite de la page 15.)

Vous lui reprochez son belvédère « coup de menton » sans le sinner dans son époque, quand la France était assaillie de deux provinces, et peut-être sans prendre garde aussi que, sur les photos qui nous ont été laissées de lui, nous le voyons toujours la tête haute parce qu'il portait des cols durs, un peu trop étroits. Il s'était forgé une idée de la France, et tout ce qui portait atteinte à cette idée lui paraissait criminel. En ce sens-là, il a été un grand politique, refusant les concessions au moment où elles n'auraient été que des faiblesses mal avouées. Dans ses dernières années, il avait forgé le cou au lyrisme et ses écrits sont d'une sincérité bouleversante. Son itinéraire reste exemplaire : de l'individualisme forcé au sentiment national, ce sentiment national que vous reconnaîtrez à la seule Joanne d'Arc brûlée sur un bûcher parce qu'elle avait compris avant tous que le destin de la France était d'être une nation.

L'évolution de Barrès n'est pas impressionnante, même si vous la suivez avec attention. C'est une évolution belle comme une symphonie de Beethoven et fortement motivée par le sens de l'histoire de ce début de siècle. Il faut convenir que vous gardez la tête plus froide et que vous avez vécu des temps plus désabusés. Vous craignez que les victoires ne soient surtout d'amères déceptions. En dehors de vos épithètes, on ne vous voit guère marquer d'enthousiasme. Votre scepticisme est un signe des temps, bien que je ne pense pas que votre philosophie soit aussi saine que celle de certains de vos contemporains. Vous vivez avec bonheur, vous respirez avec bonheur, mais vous restez prudent dans le domaine de l'action, et je n'ai trouvé nulle part dans vos écrits le sentiment que, hors la morale, il vaut parfois mieux se tromper que rester immobile, risquer sa vie en ayant tort que survivre en ayant raison.

Paul Claudel disait superbement : « La jeunesse n'est pas l'âge du plaisir, c'est l'âge de l'histoire ». Revenir l'histoire, il n'y a plus qu'une nation molle et flasque, à vendre au premier venu. Je vous dit tout cela en vrac parce que votre œuvre suscite mille réflexions souvent contradictoires. La vie qui l'anime ne laisse indifférent aucun lecteur. Vous vous amusez à provoquer et vous réussissez bien. En vous, des hommes d'aujourd'hui se reconnaissent, s'insurgent, s'insurgent ou s'acceptent. Votre conception de l'amour irrite au

premier abord, puis convainc lentement parce qu'elle dégage une sérénité que nul ne peut nier. C'est un plaisir de lire les écrits d'un homme qui a aussi fermement trouvé sa voie, qui ne s'embarrasse d'aucun préjugé, qui ne se reconnaît qu'un devoir : traquer sa vérité, partout où elle est, et quelle qu'elle soit.

### Retour à Maurice Genevoix

#### MONSIEUR.

VOUS avez parlé avec émotion et justice de Maurice Genevoix. Grâce à votre remerciement, il a été, une fois encore, présent parmi nous. Si vous l'avez si bien compris, c'est que nombreux sont vos points communs. Je ne parle pas seulement de l'Ecole normale qui a donné à vos deux esprits un tour souvent semblable, non, je pense plutôt à vos décisions d'abandonner, l'un et l'autre, une prometteuse carrière. N'en doutez pas, Maurice Genevoix aurait été un grand universitaire, un de ces hommes qui ouvrent les jeunes intelligences et forment des générations, comme Alain, qui éveilla votre curiosité. Mais une difficile convalescence l'avait ramené en 1918 sur les bords de la Loire où étaient ses vraies racines. Une vie d'écrivain peut se jouer sur ces coups de dés. Certes, il aurait écrit de toute façon, mais sans doute moins, et distrait par d'autres préoccupations, entier à sa tâche comme il l'a été pour tout ce qu'il entreprit. Le désir d'inventer un univers romanesque, d'être le créateur tout-puissant d'une multitude de personnages, l'organisateur des passions et des faiblesses d'un monde à lui, venait de loin, de la lecture forcée, à seize ans, de la *Comédie humaine*, puis, un peu plus tard, d'une scolarité qui le vouait à une pénible quarantaine. Là, dans une solitude frustrante où il n'avait pour lecture que des exemplaires détrempés du *Chasseur français*, les héros de Balzac étaient venus le hanter.

« Je songeais, à-t-il écrit, à cette magie, à ce don qu'avaient certains hommes d'imaginer, d'insuffler à des créatures, vides de leur seul et mystérieux pouvoir, une vie plus vraie que la vie même, et plus durablement aussi, insupportablement réincarnée, recommençant de battre dans la poitrine d'autres

hommes, de milliers d'hommes ouvrant un livre, comme un cœur endormi qui retrouve ses pulsations à l'instant où la lumière de l'aube vient toucher les pupilles et les yeux. »

Avez-vous entendu ? Magie. Maurice Genevoix n'a pas souvent employé ce mot qui s'en remet à des puissances obscures, bien qu'il n'ait pas un sens étroit du rationalisme et reconnût plein de mystères à la vie. Or une œuvre prend-elle sa source ? Mal dans la volonté, je le crains. Bien plus dans les profondeurs diffusées de la conscience, dans le désir à la fois timide et présomptueux de retenir avec des mots l'ineffable, le chant du monde, l'odeur de la création, le souvenir des amours. S'il est donné à beaucoup d'être scientifiques, il est donné à peu de placer exactement leur voix. Son registre, Maurice Genevoix le trouva dès le premier livre. Il n'était pas l'homme des effets, des encois. Il parlait juste, avec un naturel parfait. Fermez les yeux et faites-vous lire, au hasard, une page de lui. Deux ou trois phrases suffiront pour que vous le reconnaissiez. Il avait reçu la grâce du style et de la simplicité.

### Leurs chemins se recoupent...

VOTRE démarche part d'une ambition différente. J'emploie le mot ambition sans gêne. Il ne faut être ambitieux, mais il ne faut pas se tromper d'ambition. Un jour, vous avez pensé que vous vous étiez trompé d'ambition, ou, peut-être, que votre première ambition une fois satisfaite, il était temps d'en changer. Et comme Maurice Genevoix, vous avez pris une décision. Dans les *Amers infidèles*, à propos de votre retraite prématurée, vous avez écrit : « Le livre était un moyen de me créer des obligations. Je ne me sentais pas obligé par mes paroles passées. Par mes écrits, je serais plus libre. Ecrire me rendrait capable d'exister, et en me donnant une règle du jeu et en me changeant en moi-même. Voilà, ce que j'appellerai un pari. Vous l'avez gagné puisque vous êtes parmi nous aujourd'hui, dirais-je sans modestie au nom de notre Compagnie. »

Maurice Genevoix était à l'écoute du monde sensible dans lequel il aimait vivre. Vous êtes à l'écoute de vous-même. Des chemins aussi opposés se recoupent plus souvent qu'on ne le croirait. Dans vos livres, il y a de ces notations que votre prédécesseur ne renierait pas : « Au détour des allées, entre deux voiles de charbon, bouquet imprévu d'as de pique lancés sur la table du ciel, le charme insidieux des souvenirs s'enroule comme le chèvrefeuille. » Oui, la nature est présente dans votre œuvre. Elle s'effleure avec délicatesse, teintant souvent d'un rien de mélancolie les idées fortes et les sentiments passionnés comme si, craignant que nous ne vous trouvions un peu sermonneur, vous tentiez à nous rappeler que vous êtes aussi un homme sensible.

Et comment ne seriez-vous pas sensible en étant un homme de la terre ? Vous dites : « Je mène la vie du hôte-reçu et m'en rougis point. Ma singularité est d'être un hobereau » tout les amis sont presque tous professeurs, philosophes de préférence. C'est là que vous différez le plus de Maurice Genevoix qui a enrichi son œuvre d'un contact familier et constant avec son entourage des Vernelles. Il a trouvé parmi ce peuple de la Loire si attaché à son savoir traditionnel, pêcheur, chasseur, garde, batelier, braconnier, paysan, des caractères qui ont excité son imagination. Cette matière si vivante, c'était son don d'écrivain de la fondre dans ses romans et ses récits. Je ne suis pas sûr que le dialogue avec des professeurs et des philosophes n'aurait pas soulevé en lui un enthousiasme. Cela dit, ne croyez pas qu'il n'aimait pas les idées, mais il ne se complaisait pas à étaler les siennes. Son œuvre, qui est une longue méditation sur la mort et le désir intense de la vaincre en s'ouvrant aux beautés et aux joies de la vie, son œuvre paraît pour moi à nous aider à comprendre à demi-mot. Sentant qu'un jour on pourrait lui reprocher cette réserve, il avait d'avance répondu : « Comme tout homme conscient de sa condition d'homme, de son essence et de son être, de son destin et de ses fins dernières, j'ai été confronté aux grands problèmes religieux, philosophiques, sociaux. Je n'ai jamais cessé de l'être et le serai jusqu'à mon dernier souffle. Mais c'est affaire entre moi et moi et je n'en dois compte à personne. »

### ... et différent

VOUS voyez là, monsieur, comme vos chemins diffèrent, mais ils diffèrent dans l'attitude de l'écrivain et nullement dans la rigueur et l'honnêteté de la pensée, offerte chez vous parce que vous aimez persuader, causer chez Maurice Genevoix parce qu'il dédaignait de convaincre. Comme vous, il admirait la vie animale ou humaine. S'il a lu la *Nature* et le *Tailleur*, il a éprouvé un secret plaisir à vous entendre dire : « Je voudrais approcher le gibier sans le tuer. Il faudrait être sorcier. » Sorcier, il l'était un peu. Vous avez rappelé l'histoire du bébé écorné recueilli dans la forêt, nourri, protégé, réchauffé et rendu à son arbre et à son nid. Ce menu trait, et bien d'autres qu'il faudrait citer, ont

plus de force que les grandes et vaines déclarations de principe. Parce qu'il avait lui-même, avec un courage serin, traversé une des plus atroces boucheries de l'histoire, il plaçait au-dessus de tout le respect de la vie. Et pas seulement la vie humaine, aussi la vie animale et la vie végétale. C'était un homme aimant, comme vous, et, malgré son indulgence, sa compréhension, un être beaucoup plus entier qu'on ne pouvait le supposer. Il prenait à cœur ses devoirs d'académicien et tout le monde sait ce que notre assemblée lui doit. J'aimerais que vous gardiez, un temps, en guise de livre de chevet, l'opuscule mi-sérieux, mi-malheureux, qu'il a écrit sur son idée fixe : « La perpétuité », et j'espère que nous connaîtrons mieux, vous soustrairez à ce qu'il disait de nous : « En dépit des dissensions de recrutement et de nature, les deux réunions d'hommes ou la proportion des vilains m'a paru la plus infime, ce sont ma compagnie d'infanterie et l'Académie française. » Il avait appelé son élection un « décalage d'écriture », et considérait que ce décalage l'obligeait comme son exemple vous obligera. Grâce à lui, l'Académie, blessée par les séqueles d'une époque difficile, a pansé ses plaies. Grâce à lui, et à son successeur, M. Jean Mistler, nous avons retrouvé les moyens matériels de faire de nos prix littéraires, de nos fondations, mieux que des distinctions honorifiques. Nos listes de lauréats ne se présentent pas sans reproches, mais, si vous les consultez, vous verrez que nous nous sommes beaucoup moins trompés que d'autres et qu'en vous décrétant dès 1957, il y a vingt-quatre ans, le Grand Prix du roman, l'Académie française avait vu juste et loin, signalant, dans le *Silence* et la *Jolie*, la promesse d'une œuvre dont la gravité irait croissant avec les années.

### Travaux académiques

C'EST votre tour, maintenant, de nous aider dans nos travaux. Vous aurez beaucoup à lire, le meilleur comme la moins bon. Nous connaissons un poème de vous dans *Antoine, mon frère*, et bien que vous ayez été très discret dans ce domaine, je ne doute pas que vous ne portiez à la poésie plus que de l'intérêt. Nos choix dans ce domaine, de Jean Tardieu à Yves Bonnefoy, en passant par André Pieyre de Mandiargues, Georges Brassens et Maurice Fombeure, vous prouvent notre eclectisme. Notre souci de révéler au grand public ce que votre œuvre a de plus digne et de plus précieux. Ces deux allées, Maurice Genevoix n'y livre, pour nous, plaisir, avec un plaisir évident, plaisir qui grandit miraculeusement avec l'âge.

## Le discours de Jacques de Bourbon Busset

(Suite de la page 14.)

Comme tout écrivain un peu exigeant vis-à-vis de lui-même, Maurice Genevoix se voulait poète, il le dit : « Si j'ai d'avance ordonné quelque trame, je l'ai voulu chatoyante et lâche, assez souple pour s'être qu'un prétexte aux jeux de la mémoire, de l'imagination et de la fantaisie. » Ces jeux allés, Maurice Genevoix n'y livre, pour nous, plaisir, avec un plaisir évident, plaisir qui grandit miraculeusement avec l'âge.

### Des romans-poèmes

DANS *Trente Mille Jours*, il rappelle que son ami et le mien, Roger Caillols, peu de temps avant de mourir, avait déclaré que c'était l'image d'un poète qu'il désirait laisser, et Maurice Genevoix de souscrire à cette déclaration. Qu'il soit rassuré. Ses romans-poèmes, comme il les appelle, garantissent à Maurice Genevoix une place enviable parmi les grands poètes de la langue. Comme l'a écrit M. Christian Melchior-Bonnet, cette œuvre « laisse percer le chant intime et essentiel des hommes et des paysages et n'est-ce pas là le plus grand art, celui qui, en donnant le sentiment du réel, nous conduit à la poésie ? »

Ce réalisme poétique est particulièrement sensible dans les livres de la fin. Si dans toute carrière d'écrivain il y a des années fastes, des années où le cru est meilleur, plus truité, plus savoureux, ces périodes ne se situent pas toujours au même stade de la vie. Le cas de Maurice Genevoix est particulier, sinon unique. Ses livres les plus achevés et les plus libres, ceux où règne le désordre gouverné par des chefs-d'œuvre, paraissent à partir de sa quatre-vingt-cinquième année. Il semble que l'écrivain, un beau chène, ait attendu patiemment, ait fait confiance au temps pour pousser au-delà son plus dense et plus brillant feuillage. Admirable confirmation du pouvoir créateur du temps et d'une autre vérité : la constance des sentiments est un rayon de soleil pour l'esprit.

Avec sa femme Suzanne, Maurice Genevoix a vécu l'expérience décisive, l'aventure la plus haute et la plus féconde, celle où le complémentarité des esprits devient, grâce à la force des joies, une complicité d'âmes.

L'existence d'âmes complètes, véritable lumière dans la nuit, révèle qu'une vie réussie n'est pas une vie réussie socialement, n'est pas une vie alourdie de biens et d'honneurs, c'est l'accord

d'efficacité. Cette efficacité n'est payée d'aucun abandon dans l'ordre de la rigueur et de la distinction. Et il ajoutait, ce qui vous touchera particulièrement : « Il n'est pas peu-être pour la poésie de vocation plus sûre que d'inventer aux sentiments de l'amour un langage ferme et comme éternel. Mais c'est plus difficile, il y faut certainement du génie. » Que nous ayons à couronner une fois par an un peu de génie, vous dit bien l'ampleur de notre tâche et combien nous comptons sur vous pour nous signaler ce qui a pu échapper à nos lectures.

Le jeudi après-midi, vous peinez avec nous sur ces mots dont nous voulons sauver le sens et la place dans la logique de la langue française sans refuser ce qui est vivant et enrichit notre vocabulaire. Vous subissez avec autant d'indifférence que de bon humour les brocards de ceux qui méconnaissent la valeur de nos sermons et notre désir de perfection. Il est possible encore que notre secrétaire personnel vous convie à composer un éloge à la vertu pour notre séance publique annuelle du mois de décembre. Vous pourrez choisir de vous en tirer par une piroquette, en parlant de la pluie et du beau temps — c'est là une tolérance bien admise — et la vertu qui a été soufflée de pas mal d'imperfections ses. La Coupe ne s'en portera pas plus mal. Ou bien vous accepterez bravement de monter en ligne, d'être le deux centième ou trois centième académicien à célébrer les dernières ruines, s'il en est encore. Pour l'homme de réflexion que vous êtes, c'est un beau sujet dans le droit fil de votre œuvre.

Enfin, un jour vous aurez peut-être à recevoir un nouveau confrère. Si c'est un de ces physiciens avec lesquels vous avez souffert dans la *Nature* et le *Tailleur*, écrivez un « livre dialogué », vous éprouverez une grande satisfaction. Si c'est un philosophe dont vous contestez la pensée, vous lui chercherez une aimable querelle en termes fleuris. Enfin, si c'est ce qu'il est convenu d'appeler un « littéraire » que vous avez peu ou distraitement lu — comme moi vous n'ignorez pas qu'on ne peut pas tout lire, qu'une vie n'y suffit pas — vous découvrez un univers différent du vôtre et vous y prendrez un grand intérêt. Ce fut, je l'avoue aujourd'hui, mon cas avec vous et j'espère avoir prouvé que je ne m'en plains pas. Malgré la pompe de cette séance, vous voyez que nous ne sommes pas toujours sentencieux, et s'il nous arrive d'être solennels, c'est, dirais-je, presque par inadvertance à la suite d'un moment d'inattention. Ne vous connaissez guère personnellement, mais vous ayant abondamment lu ces temps derniers, je crois, monsieur, que vous prendrez plaisir à nos travaux.

## Un homme de bonne volonté

de deux vies, où chacun a la chance d'aider l'autre à vivre. Vivre pleinement, c'est aider un autre à devenir celui qu'il désire être. L'extrême infirmité, c'est de n'avoir personne à aider, personne à protéger. Un amour durable a une valeur politique, car il rend manifeste l'égalité dans le respect de la différence qui devrait être la règle de toute société humaine.

**DU MONDE ENTIER**

**PARUTIONS DE JANVIER 1982**

**Thomas BERNHARD**  
L'imitateur  
Prose - Traduit de l'allemand par Jean-Claude Hémery

**Truman CAPOTE**  
Musique pour caméléons  
Nouvelles - Traduit de l'anglais par Henri Robillot

**Carlos FUENTES**  
Une certaine parenté  
Roman - Traduit de l'espagnol par Céline Zins

**Li Tiej'en**  
Rides sur les eaux dormantes  
Roman - Traduit du chinois par Wan Ching

**Botho STRAUSS**  
Raffut  
Roman - Traduit de l'allemand par Eliane Kaufholz

**GALLIMARD** *nrf*

**Au Paradis des**

**SOULEDES**

du 28 Janvier au 6 Février

**RUE DU PARADIS (Paris 10<sup>e</sup>)**

boutiques vous attendent

Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

Je l'ai vu







## histoire

## Un entretien avec Henri Noguères

Avec « Au grand soleil de la Libération » (1) se termine l'« Histoire de la Résistance » à laquelle son auteur, Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a consacré dix-sept ans de son existence. Entreprise unique à ce jour, cette chronique fait revivre mois après mois les espoirs, les souffrances et les déceptions de tous ceux qui entre 1940 et 1944 donnèrent leur âme — et souvent leur vie — pour que la France vive libre. Riches de faits nombreux, témoignages inédits, le sommaire que constitue ces cinq volumes a aussi le mérite de ne pas chercher à jeter un voile pudique sur certains épisodes controversés et, en cas de doute, de fournir amplement au lecteur toutes les pièces du dossier sans lui imposer une conclusion.

Rédigée au début avec le concours de Jean-Louis Vigier (résistant de droite, qui se retra après la publication du second tome), elle se clot d'ailleurs aujourd'hui sur un désaccord entre le sociologue Henri

Noguères et son collaborateur Marcel Degliame-Pouché, résistant communiste, qui ne partage pas le point de vue du maître d'œuvre sur le rôle joué à la Libération par le P.C.F. et plus particulièrement sur la question de savoir si l'appareil du parti tenait ou non de s'empêcher alors de la direction des mouvements de résistance non communistes. Lors de la mise à la lumière de la fresque, on différencie la résistance au contraire dans la mesure où, étant au grand jour, il fait ressortir l'honnêteté des deux auteurs unis en dépit de tout par le souvenir de la lutte qu'ils menèrent.

Henri Noguères a bien voulu évoquer ici l'ensemble de la série, et plus particulièrement ce tome V, qui jette une lumière nouvelle sur la libération de Paris, le maquis du Vercors et beaucoup d'affaires encore mal élucidées.

## Visages et contradictions de la Résistance

« Peut-on dire que la Résistance a été le fait de certaines classes sociales ? »

— Il y a eu des résistants dans toutes les classes sociales et dans toutes les familles spirituelles. Schématiquement, on peut cependant affirmer que la gauche socialiste ou communiste a fourni à la Résistance une masse importante de combattants et que la bourgeoisie — militaires ou de hauts fonctionnaires — a donné beaucoup de dirigeants. Cela dit, il y a eu des gens de droite et d'extrême droite dans la Résistance et il y a eu d'anciens hommes de gauche dans des mouvements de collaboration active, voire sur le front russe, ceux qui, par pacifisme, avaient été munichois. Par conséquent, la Résistance n'a pas été le fait d'un groupe social déterminé.

« La seule chose que l'on puisse dire, c'est que, pour des militants politiques comme Marcel Degliame-Pouché ou comme moi, faire de la résistance, c'était normal. Nous étions, en définitive, confondus d'admiration devant les gens de droite qui étaient avec nous, car cela ne nous paraissait pas être dans l'ordre des choses. C'était, bien sûr, notre façon de voir. Pour eux, cela leur paraissait aller de soi parce qu'ils se plaçaient exclusivement sur le terrain du patriotisme alors que nous étions motivés par l'anti-hitlerisme et la lutte contre le totalitarisme. Le principal, c'était de se retrouver dans l'action. »

« Dans votre étude, vous remarquez justement que la Résistance a commencé de manière sporadique, presque à l'instinct de l'armement. Mais à partir de quel moment son action devient-elle à vos yeux importante ? »

— Il y a eu au début des actes individuels que l'on ne peut pas passer sous silence. Il y a eu aussi des hommes qui ont pensé très tôt à la Résistance. A ce propos, il faut rendre hommage à Henri Fresnay, même si l'on n'approuve pas toutes les positions qui ont été les siennes par la suite. Indiscutablement, il a été le premier concepteur de la résistance en France. Dès 1940, il

avait tout prévu. Mais, ce que j'ai appelé les « petits ruisseaux » ne vont devenir les « grandes rivières » que très longtemps après.

« Cela étant, les deux zones ont engendré deux formes de résistance jusqu'en 1942. En zone nord c'était une résistance militaire de contact immédiat avec l'ennemi. En zone sud c'était une résistance beaucoup plus politique, qui rejetait le régime de Vichy, elle s'est traduite par la création des Mouvements unis de résistance : Combat, Libération, France-Triumph. En zone occupée, si nous avons aussi que la participation directe et efficace des communistes a été plus rapide. »

« En fait, il faudrait écrire deux histoires de la Résistance jusqu'au moment où la fonction s'est opérée en novembre 1942. Pour moi — et j'en reviens à votre question — cette date est capitale. J'ai toujours pensé que le rassemblement massif autour de de Gaulle s'est produit à ce moment parce que les résistants dignes de ce nom étaient égarés par l'espèce de caricature de Vichy à la sauce américaine qu'on avait vue apparaître en Afrique du Nord autour de Darian et de Giraud. »

« A grands traits, pourriez-vous résumer les relations, souvent orageuses, de la Résistance intérieure avec Londres ? »

— En vérité, durant une longue période, on a eu l'impression d'une nuit que de Gaulle n'était pas très informé de ce qui se passait en France et d'autre part, que les résistants intérieurs ne suivaient que modérément ses instructions. Par exemple, lorsqu'il a demandé le 23 octobre 1941 qu'on ne tue pas « ouvertement » des Allemands — c'est une formule — il n'a pas été suivi. Néanmoins, par la suite, ceux-là mêmes qui lui avaient désobéi l'accepteront pour chef et Beaufils, déjà en rapport avec le colonel Rémy, apportera quelques mois plus tard le ralliement des communistes et des F.T.P. à la « France libre ». »

« Ensuite, dès 1942, commencent ce que l'on peut appeler l'ère des organisateurs : Jean Moulin, la mise en place des délégués militaires, de la délégation nationale. On a vu des hommes qui venaient de Londres se joindre à la Résistance intérieure et établir des structures administratives rattachant la résistance intérieure à la France libre. Ces organisateurs avaient d'ailleurs compris qu'au long-temps qu'ils seraient la haute main sur les liaisons et sur l'approvisionnement en armes et en argent, ils conserveraient un certain contrôle sur la Résistance intérieure et cela à choquer des hommes comme Henri Fresnay. »

« A la fin, vers 1943-1944, il faut bien dire que la Résistance s'est beaucoup dépolitisée. Elle est devenue un vaste organisme papassier nautique de structures assez lourdes. »

« A la libération ces rapports, déjà difficiles, ne se sont-ils pas dégradés encore ? »

— Certainement. Tout le monde sait que le général de Gaulle avait une certaine idée de la France. Eh bien, nous avons appris en 1944 à nos dépens qu'il se faisait aussi une certaine idée de la Résistance. Le jour où il est rentré en France, il s'est dit : « Fini la rigolade, restons entre gens sérieux. »

« Déjà à ce moment, nous étions pour lui la « clientèle ». Il l'a d'ailleurs souvent fait sentir de manière très dure et d'autant plus inopportune selon moi que jamais, contrairement à ce que certains ont prétendu, le parti

communiste n'a voulu prendre le pouvoir. Ce qui ne signifie pas qu'il n'ait pas essayé de mettre la main sur la direction des mouvements de Résistance qui échappaient à son emprise... et qu'il y ait largement réussi. »

« Quels sont à vos yeux les résultats concrets obtenus par la Résistance ? »

— A mes yeux, l'intérêt de ce cinquième volume est précisément de prouver par une série d'exemples pris dans toutes les régions que a été dans la France, entière l'apport des formes de la Résistance à l'effort de guerre, allié. Apport qu'il est, je crois, difficile de contester puisque, lors des deux débarquements — celui de Normandie et celui de Provence, — les états-majors interalliés se sont déclarés surpris par l'efficacité des résistants. »

« Quels sont, à votre avis, les points forts de cette chronique ? »

— Du premier au dernier volume, elle évoque des événements qui divisaient déjà les résistants, et à propos desquels le débat ne sera jamais clos. Ainsi pour le premier, les conditions dans lesquelles le parti communiste — et pas seulement « des » communistes — s'est engagé dans la Résistance. »

« Je crois avoir établi que cet engagement fut antérieur à l'invasion de l'URSS, en citant les exemples du Nord, de la région parisienne de la Bretagne avec Marcel Paul ou en montrant Georges Marranne créant le Front national en zone sud, deux mois avant l'agression allemande contre l'URSS. Ensuite, il y a eu le débat capital sur les attentats, et l'opposition irréductible entre les partisans de l'action immédiate et ceux qui voulaient attendre le jour J. Personnellement, je pense que l'action immédiate était nécessaire, ne serait-ce que dans la mesure où elle créait chez l'ennemi un sentiment d'insécurité. »

« Il y a eu bien d'autres points délicats : l'arrestation de Jean Moulin, l'affaire de Caluire, l'épisode du Vercors sur lequel, dans le dernier volume, j'ai essayé de faire la lumière au risque de renverser quelques légendes. Car pour moi, un tel travail n'a de sens que s'il est impartial et s'il ne consiste pas à répéter sans arrêt : « Tout le monde s'était beau, tout le monde était gentil dans la Résistance ! »

Propos recueillis par ERIC ROUSSEL.

\* AU GRAND SOLEIL DE LA LIBÉRATION - L'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE EN FRANCE, tome V, d'Henri Noguères, Laffont, 728 p., 120 F.

## LIPP, LA CANTINE DES CÉLÉBRITÉS

Il est des institutions de la République qui ne figurent dans aucune Constitution, sans doute parce qu'elles défilent le temps. La Brasserie Lipp est de celles-là, qui depuis un siècle semble avoir remporté tous les référendums, comme l'atteste son succès. Le salon du 151, boulevard Saint-Germain, est devenu à la fois un des hauts lieux de la politique française et l'un des symboles du anobisme parisien. La consécration lui est donnée par Jean Divo, journaliste, écrivain et, naturellement, habitué de Lipp, qui, avec un petit livre spirituel, anecdotique et documentaire, retrace toute l'histoire des côtés amusants, futilités ou super-

fluctués de la République qui ont eu la brasserie pour décor. Sous trois Républiques, les hommes politiques, de tous les partis — à l'exception des communistes — ont fait de Lipp une sorte de cantine du Palais-Bourbon, où étaient aussi accueillis les écrivains — malgré la concurrence du Flore et des Deux-Magots, — les comédiens et, naturellement, les journalistes. Combien d'informations politiques, d'accords de patte, de manœuvres parlementaires, de crises ministérielles, de marchandages subtils, de fausses confidences, de brulottes et, surtout, de réconciliations, on se pour cadre la salle du rendez-vous — le premier étage étant abandonné aux non-initiés.

## La « réconciliation » Pompidou-Giscard

Quelques grandes dates cependant : en 1956, la suppression du pourboire et une bagarre à l'entrée de Léon Blum dans la brasserie ; le 15 octobre 1959, François Mitterrand vient de sortir de chez Lipp lorsqu'il est poursuivi par des tireurs dans les jardins de l'Observatoire ; en 1962, Mgr Veuillot, archevêque coadjuteur de Paris, téléphone, du sous-sol, au pape Jean XXIII, convaincu que la ligne de l'archevêché est écoutée ; le 9 septembre 1965, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, récemment brulés, se font de sa réconciliation devant les photographes, en partageant du cervelet et une « entrecôte pour deux » ; un mois après, Mehdi Ben Barka est interpellé par un soi-disant policier devant la brasserie pour disparaître à jamais ; le 2 avril 1974, Roger Cazen répond à un mystérieux coup de

téléphone de l'ambassade de Suisse, racroche sans rien dire, va glisser deux mots à l'oreille de François Mitterrand, qui s'en va aussitôt. Une heure après, on apprendra officiellement la mort de Georges Pompidou. Il sait beaucoup de choses Roger Cazen, sans jamais rien écouter, mais en restant bien avec tous ses clients, qui lui font parfois de futures et importantes confidences.

Image de la continuité, survivance insolite des « cafés politiques » du siècle dernier, Lipp offre une sorte de zone protégée bien à l'abri des remous du dehors. Un anachronisme, Lipp ? Non, une œuvre d'utilité politique et un monument de la République.

ANDRÉ PASSERON.

\* CHEZ LIPP, de Jean Divo. Denoël, 298 pages, 75 F.



Henri Noguères

\* Dessin de Béatrice CLÉVER.

## LANGUES ORIENTALES

Arabe H.T.  
Moulti d'Arabe moderne, par A. Bég... 70 F  
Grammaire de l'Arabe classique, par E. Elie... 121 F  
Éléments d'Arabe classique... 61 F  
Hébreu H.T.  
L'Hébreu en présent Moulti d'hébreu contemporain, par I. Carmel, E. Weiser et D. Teub... 67 F  
Grammaire moderne, par A. Miran... 30 F  
Petit dictionnaire français-hébreu moderne et vice versa... 53 F  
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur : G.-P. MAISONNEUVE et LAROSE 15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris

## TOUS JOURNAUX ET REVUES

anciens et récents sur microfilm Catalogue de plus de 3.000 titres disponibles Réalisation de nouveaux titres à la demande par association sans tout journal. A.C.R.P.P. 4, rue Louvois 75002 PARIS

## Des lecteurs ont déjà jugé : joli, style, humour, bonnes citations.

PLAIDOYER POUR LA MARCHÉ ATHLÉTIQUE se lit comme un roman bien conçu et passionnant tous les sports 32 p (port compris) Gérard ROIG B.P. 302 - 25026 Besançon Cedex

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrits et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Chateaubriand, 75004 Paris - Tél. 887.06.21.

Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

**Alfa Romeo**  
la maestria automobile.

VENEZ ESSAYER L'ETONNANTE ALFASUD

**GAP** Paris-est  
CONCESSIONNAIRE  
PARIS 12<sup>e</sup> 37, Av. Michel BIZOT Tél.: 1/340.80.47

## FABRICANT IMPORTATEUR

Show-Room - 173, bd Malesherbes, 75017 PARIS. T. : 227-51-45

Vend à prix exceptionnel un stock de

**60 CANAPÉS CONVERTIBLES**

2 places : 1350 F - 3 places : 1850 F

Dépôt et Entrepôt de Fabrication et d'Importation

174-176, rue de Charonne, 75015 PARIS - Tél. : 361-58-55

Offre valable du 22 au 31 janvier dans la limite du stock

6<sup>ème</sup> Foire des  
**COLLECTIONNEURS**  
et 1<sup>er</sup> Salon du livre meconnu  
(Édité à compte d'Auteur)  
**QUAI D'AUSTERLITZ**  
**29.30.31 janv.**

Métro : Austerlitz au Quai de la Gare, Parking gratuit  
CROISIERES PAQUET

## L'Egypte.

Allez-y en Croisière et,  
en chemin, visitez Palerme,  
Malte et Athènes.

Du 5 au 19 mars, quand le printemps s'éveille en Méditerranée,  
Massilia propose une croisière de 11 jours, de Toulon à Toulon,  
à partir de 3.600 F.



**CROISIERES PAQUET**

N°1 de la croisière en France.

Brochures et renseignements chez votre Agent de Voyages et Croisières Paquet - 5, Bd Malesherbes 75008 Paris - 266.57.59

هكذا من الأصل







# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Les collections : spencers et blousons

C'est le jour des anniversaires en haute couture. Voici déjà vingt ans qu'Yves Saint-Laurent, ce jeune Oranais découvert par Christian Dior, débutait à Paris avant de devenir le classique indémodable d'aujourd'hui.

Ses spencers, vestes masculines, smoking ou tunique se portent indifféremment sur pantalons droits ou jupes, assortis ou en contraste, avec des blouses sayantes, dégageant le cou. Les robes se caractérisent par des thèmes stricts ou fluides : celles du soir, tracées d'une main légère, moins riches que l'an dernier.

En 1952, Hubert de Givenchy s'est révélé, du jour au lendemain, avec sa blouse « Bettina » en popeline blanche à grandes manches, qu'on pourra voir à l'exposition « Rétrospective », au Fashion Institute of Technology de New-York en mai prochain. Sa collection, dédiée à Audrey Hepburn, qu'il a habillée dans ses plus grands films, renouvelle avec bonheur les thèmes du blouson-bulle, de la robe-chemise et du fourreau du soir. Les ensembles de jour blousent sous les hanches, tendant à gommer les rondeurs au-dessus d'un bout de jupe plissée, en marine éclaircie de blanc et en délicieux imprimés de Buco. La robe-chemise, resserrée du bas, est plus difficile à porter, même pour femmes-objets, tandis que les robes du soir, courtes ou lon-

gues, s'enroulent autour du corps en ampleur protégée. Pour Guy Laroche, le tailleur est très structuré, en prince-de-galles jaune et blanc le matin. Une importante série de manteaux et d'ensembles marine est adoucie de blanc. Enfin, de jolis blazers, dans le même esprit, en shantung orange ou rouge, flamboient sur des robes blanches ajustées. Les robes du soir, asymétriques, sont ornées de volants en contraste.

Trop de détails chez Serge Lapage, qui reste fidèle aux lignes fluides aux grandes manches et aux effets francs. Il utilise ici des passementeries tordues et perlées aux épaules, ailleurs des semis de pétales et de macramé, en couleur de pastel délavé.

Paco Rabanne sculpte au corps ses ensembles de dentelle, de métal ou de plastique, avec des mini-robots et des ensembles au ras du genou terminés par de courtes capes à la Superman. Les longues jupes vaporeuses du soir s'accompagnent de hauts, aux découpes de feuillages ou de flammes asymétriques.

NATHALIE MONT-SERVAN.



YVES SAINT-LAURENT : ensemble de jour à spencer de gabardine marine de Moresco, jupe de gabardine rouge de Gandini sur une blouse de soie blanche de Himmelfarb. Le veston papillon, le casier marin, la pèlerine et les boutons de manchette en relief sont les accessoires vedettes de la collection.

## PRESSE

### M. FRANCIS LARA DEVIENT DIRECTEUR DE L'INFORMATION A L'A.F.P.

M. Henri Pigeat, P.-D.G. de l'Agence France-Presse, a informé le conseil d'administration de l'Agence, réuni le 27 janvier, de sa décision de renforcer la direction de l'information à l'A.F.P.

Le directeur de l'information sera désormais assisté d'un directeur adjoint à compétence générale. Un poste de rédacteur en chef central est créé. A la suite du retrait de J. Jean Huteau - auquel M. Henri Pigeat a rendu hommage, et qui se verra confier une direction régionale, - le conseil a nommé M. Francis Lara directeur de l'information. M. Philippe Gustin a été nommé directeur adjoint de l'information.

[Né le 3 août 1925, à Paris, M. Francis Lara - fils de M. René Lara, ancien directeur du « Gaulois » - est entré à l'Agence France-Presse en 1946 (après s'être engagé volontairement dans la D.B.). Envoyé spécial à Pékin, puis directeur du bureau de Washington (1960-1971), il dirige ensuite celui de Rio-de-Janeiro (1971-1973) avant d'être nommé rédacteur en chef de l'A.F.P. à Paris.

Cousin du président-directeur général, M. Francis Lara est adjoint au directeur de l'information de l'Agence depuis 1979, chargé de l'ensemble du personnel journalistique.]

[Né le 4 décembre 1938 à Charleville (Ardennes), M. Philippe Gustin entre à l'A.F.P. en janvier 1963, où il occupe plusieurs postes à l'étranger (Madrid et Santiago-du-Chili) entre 1965 et 1969.

Chef du service latino-américain de 1978 à 1980, il est responsable du service politique de l'A.F.P. depuis deux ans.]

### AUCUN DES QUOTIDIENS DU GROUPE « PROGRÈS » N'A PARU JEUDI MATIN

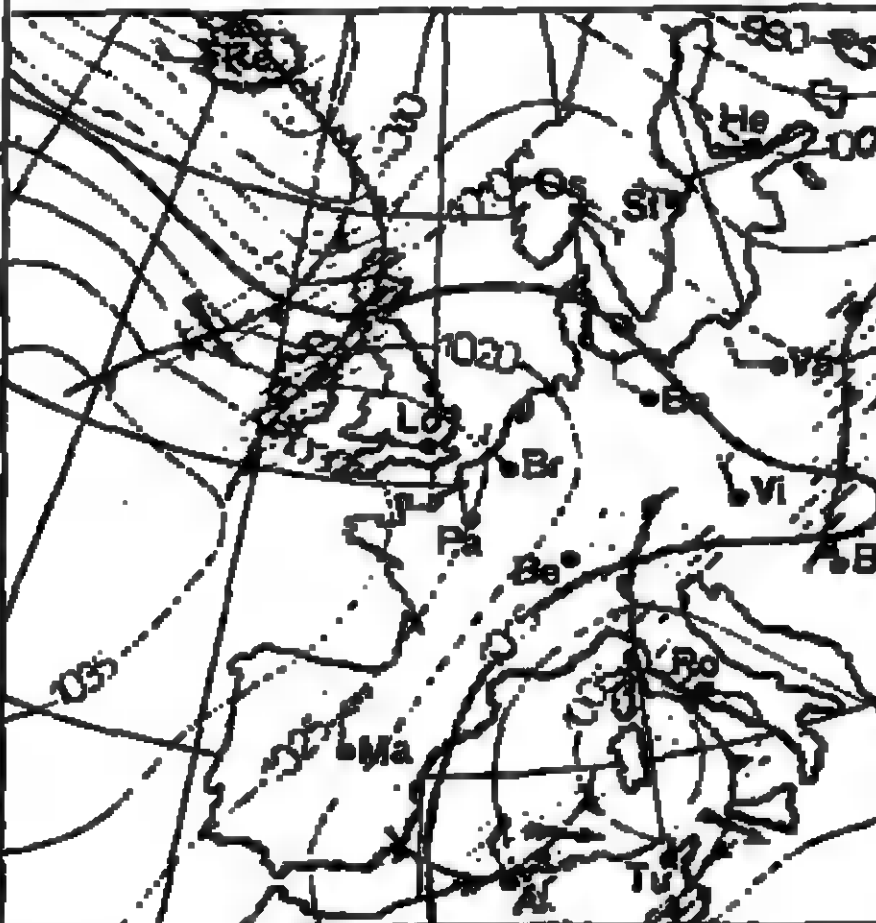
Un mouvement de grève générale de vingt-quatre heures a empêché, ce jeudi 28 janvier, la parution de tous les titres du groupe lyonnais le Progrès, appartenant à M. Lignel. Le mot d'ordre a été lancé par l'ensemble des syndicats (C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J.) après la rupture des négociations survenue mardi (le Monde du 28 janvier), au sujet des licenciements prévus aux Dépêches de Dijon. Il touche les trois centres d'impression : Lyon-Chassieu, Saint-Etienne et Dijon.

Les syndicats estiment, en effet, que le problème concerne l'ensemble du groupe. Ils ont rappelé, mercredi 27 janvier à Lyon, au cours d'une conférence de presse, « toutes les revendications accumulées en son sein depuis deux ans », notamment les réductions d'effectifs suite au non-remplacement des départs en préretraite à Lyon et à Saint-Etienne.

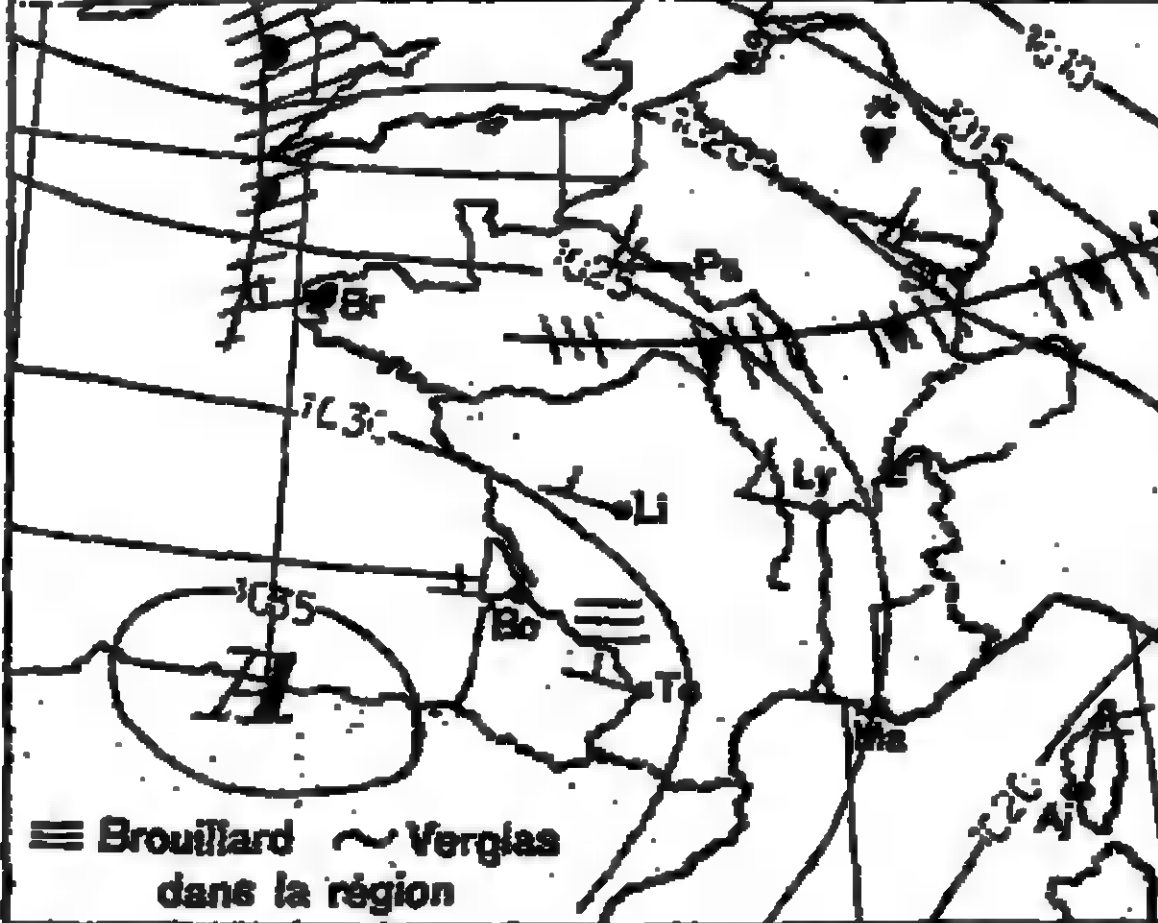
Ils ont évoqué les projets de restructuration et la politique des salaires qui, selon eux, ne respecte pas la grille indiciaire de la presse quotidienne régionale. En outre, les syndicats estiment que les problèmes propres à la mise en place des nouvelles techniques d'impression - l'installation du système Com 200, qui permet, entre autres, la mise en page automatique - ne sont pas réglés.

## MÉTÉOROLOGIE

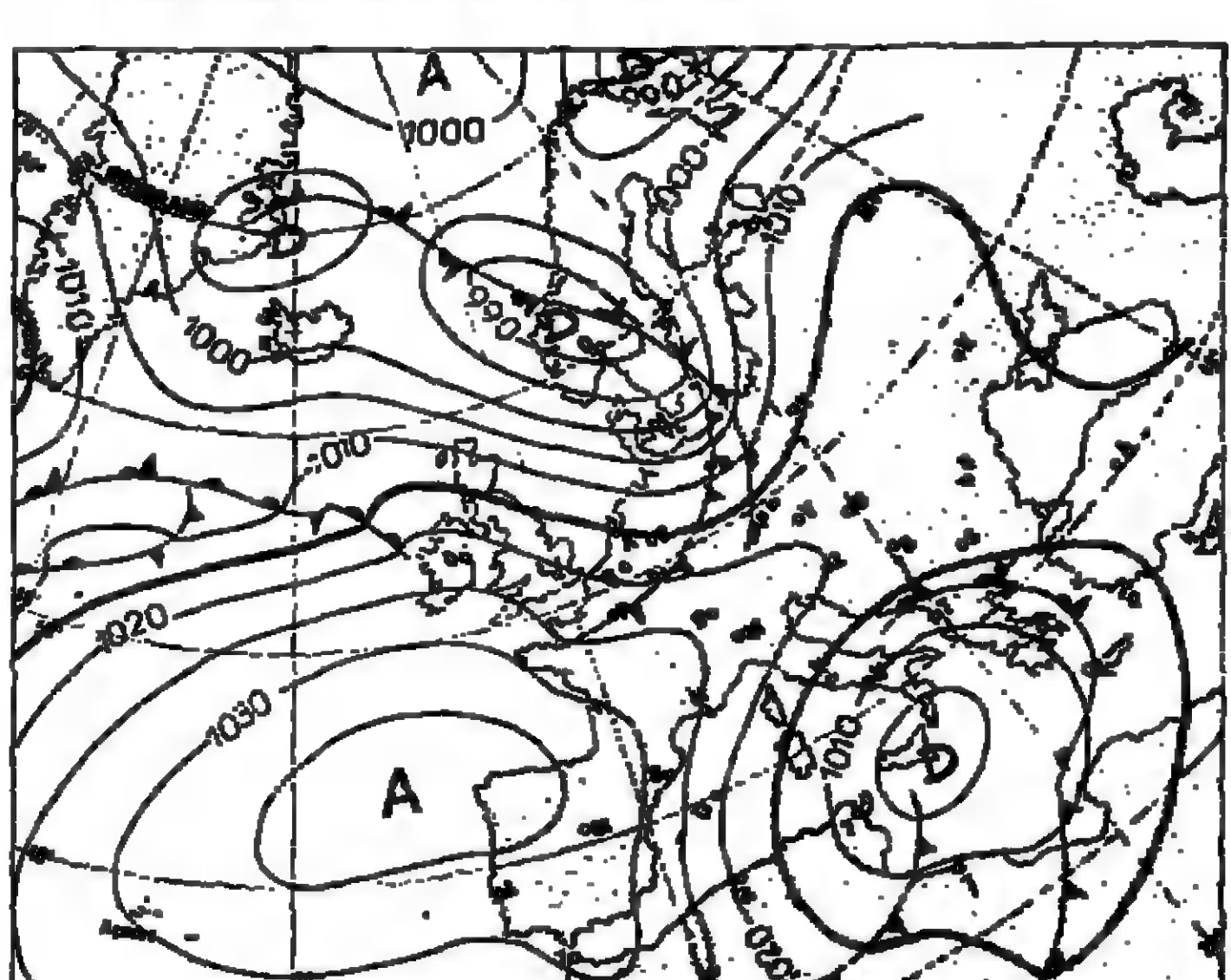
### SITUATION LE 28.01.82 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 29.01.82 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 28 janvier à 0 heure et le vendredi 29 janvier à 24 heures :

La crête anticyclonique qui prolonge à travers la France les hautes pressions atlantiques s'affaiblira et le courant perturbé de nord-ouest pénétrera à nouveau sur notre pays.

Vendredi, quelques pluies précipitées de neige et s'accompagnant de verglas local seront observées le matin du Val de Loire au Morvan et à l'Alsace ; sur le nord et l'ouest de notre pays, le temps sera souvent nuageux, mais avec quelques éclaircies matinales ; des pluies plus organisées se situent le matin près de la Manche envahissant dans la journée le Nord puis le Centre et gagneront le soir le nord du Massif Central et des Alpes, des chutes de neige se produiront à basse altitude ; sur ces régions les vents de secteur ouest deviendront assez forts, les températures seront normales pour la saison.

Sur nos régions méridionales, après dissipation des brumes matinales, de belles éclaircies favoriseront la remontée des températures : les vents seront modérés dans l'intérieur, encore assez forts près de la Corse ; ils souffleront du nord à nord-est. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 janvier 1982 à 7 heures, de

1029,4 millibars, soit 772,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier) : Ajaccio, 10 et 2 degrés ; Biarritz, 10 et 3 ; Bordeaux, 9 et -1 ; Bourges, 6 et -1 ; Brest, 7 et 3 ; Caen, 6 et 0 ;

Cherbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 6 et 0 ; Dijon, 6 et 1 ; Grenoble, 7 et 3 ; Lille, 5 et 0 ; Lyon, 7 et 2 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, 3 et -1 ; Nantes, 8 et -1 ; Nice, 11 et 6 ; Paris-Le Bourget, 5 et 1 ; Pau, 9 et 2 ; Perpignan, 11 et 5 ; Rennes, 7 et -2 ; Strasbourg, 4 et 1 ; Tours, 7 et 1 ; Toulouse, 9 et 3 ; Poitiers, 10 et 2 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 8 degrés ; Amsterdam, 4 et 0 ; Athènes, 13 et 9 ; Berlin, 5 et -3 ; Bonn, 4 et -5 ; Bruxelles, 5 et 1 ; Le Caire, 22 et 12 ; Les Canaries, 20 et 17 ; Coppenhague, 2 et -6 ; Dakar, 27 et 16 ; Genève, 10 et 3 ; Jérusalem, 14 et 6 ; Lisbonne, - et - ; Londres, 5 et -3 ; Madrid, 13 et 3 ; Moscou, -2 et -3 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, -5 et -10 ; Palma-de-Majorque, 14 et 6 ; Rome, 10 et 8 ; Stockholm, -7 et -18.

[Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.]

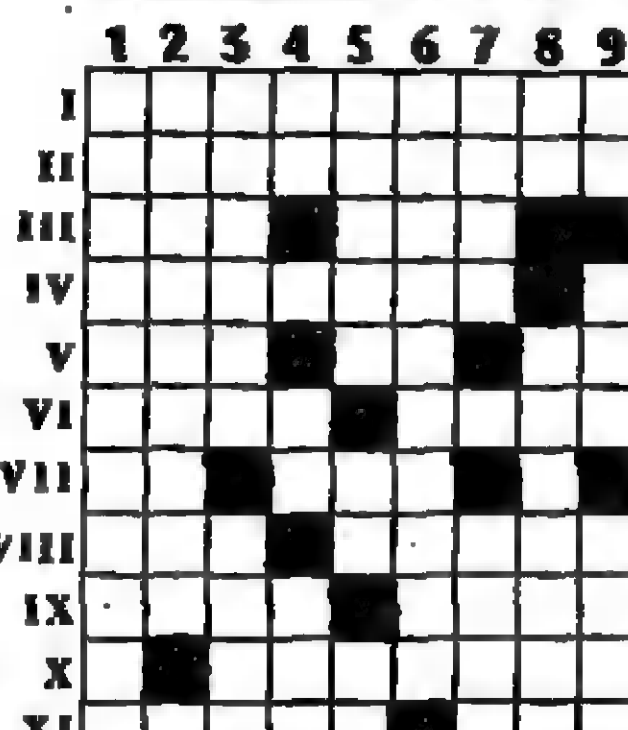
### L'état de la neige

L'enneigement est abondant sur l'ensemble du relief. Au-dessus de 1 500 mètres l'épaisseur dépasse 1 mètre sur les Alpes, 50 centimètres sur les Pyrénées. Les couches profondes sont stables mais les récentes chutes de neige, allées à des vents forts, peuvent être à l'origine de coulées superficielles par suite d'accumulation.

Pour la fin de la semaine un anticyclone situé sur le proche Atlantique dirigera un flux de nord-ouest, permettant la pénétration des perturbations océaniques. Celles-ci affecteront les Vosges, le Jura, la Savoie, le nord du Massif Central et ultérieurement la Corse. Les éclaircies prédomineront sur les autres masses.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3114



contre les entreprises d'un char-

treux. Piquant phénomène.

### VERTICALEMENT

1. Ou il est impossible de gouverner. - 2. Espère devenir un excellent routier. - 3. Rase qui peut être « saumon ». Tourment pendant le montage. - 4. Pratique. Possessif. Fit traverser le Rhin à des Français. - 5. Quand il a de l'oscille, il n'a pas un radis. Symbole. Entre en transe. - 6. Il faut l'arrêter avant de le suivre. - 7. Déplacé. Lent. - 8. Adverbe. Femme d'affaire. - 9. Tigres. Sa rapidité augmente dès qu'on le double. Physicien lyonnais.

### Solution du problème n° 3113

Horizontalement  
I. Sprat. - II. Etui. Ruer. - III. Péroné. Ni. - IV. Artère. Oie. - V. S.R. Vert. - VI. Au. Gout. - VII. Aster. Fée. - VIII. VS. Te. - IX. Aimanis. - X. Néo. Arise. - XI. Tristesse (allusion à Françoise Sagan).

### Verticalement

1. Repas. Avant. - 2. Terrassier. - 3. Sûre. Ut. Mol. - 4. Pions. Eta. - 5. Ne. Grenat (anagramme du mot « argent »). - 6. Are. VO. Euro. - 7. Tu. Euf. Sia. - 8. Entrées. S.S. - 9. Ariette. Zée.

GUY BROUTY.



Au sommaire du prochain numéro :

### Des artisans qui s'associent

Plus de cent mille entreprises artisanales se sont associées en groupements, malgré l'individualisme qui prévaut dans ces milieux.

Enquête de Marie-Claude Betheder

### Jacques Derrida

sur les traces de la philosophie

Le philosophe récemment arrêté à Prague a axé son travail sur le problème de l'écriture. Avant d'être un langage, le texte est une « trace », toujours à déchiffrer.

Interview de Christian Descamps

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 30 JANVIER

« La conciergerie racontée aux jeunes », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M. Lepay.  
« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.  
« Eglise Saint-Étienne », 15 h, rue Sainte-Cécile, Mme Bouquet des Chaux.  
« Les bénédictins à Montmartre », 15 h, rue du Mont-Cenis, Eglise Saint-Pierre, Mme Penec.  
« Vienne, Schinbrunn et la France », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Chapuis (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Musée Jacquemart-André », 15 h, 158, boulevard Haussmann (Approche de l'art).  
« La peinture du Quattrocento », 11 h, musée du Louvre, porte Denon (Arcus).  
« Fouquet et la peinture du XV<sup>e</sup> siècle », 14 h, musée du Louvre, victoire de Samothrace (Mme Caneri).  
« L'Opéra », 14 h 30, entrée (connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Musée de la chasse », 15 h, 60, rue des Archives (Mme Feraud).  
« Caves Nicolas », 15 h, métro Charenton-Liberty (Mme Hager).  
« Hôtels du Crédit foncier », 15, 19, place Vendôme (histoire et architecture).  
« Les impressionnistes », 15 h 30, musée du Jeu de Paume (P.-Y. Jassé).  
« Hôtel de Rohan », 14 h 45, 87, rue Vieille du Temple (M. de la Roche).  
« Saint-André des Arts », 14 h 30, devant la fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque et insolite).  
« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (résurrection du passé).  
« Institut de France », 15 h, 23, quai Conti (tourisme culturel).  
« Le Carnet », 14 h 45, 22 bis, rue Gabriel-Péri, à Saint-Denis.  
« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (le vieux Paris).  
« Fastes du gothique », 11 h, Grand Palais (visages de Paris).

## CONFÉRENCES

### SAMEDI 30 JANVIER

15 h : Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, M. J. Margat.  
« L'exploitation des eaux souterraines en France ».  
15 h et 17 h : 53, boulevard Sébastopol, M. Czary : « La presse 1631-1944 ».  
15 h 30 : 21, rue Notre-Dame des Victoires, M. J. Plauré : « Jeanne d'Arc dans le cycle du lys » (Atlantide).  
15 h : 5, rue Laffitte : « L'univers fantastique des Aztèques » (nouvelle Acropole).  
17 h 15 : Collège de France, salle VIII, Mme J. de Romilly : « Les héros homériques et la pensée de Roman » (études Réanimes).  
17 h 30 : Centre Chaillo-Galliera, 28, avenue George-V : « San Francisco ».  
21 h : 195, rue Saint-Jacques, commandant L.-Y. Cousteau : « La Calypso à Terre-Neuve ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 28 janvier :

### DES DÉCRETS

« Révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ».  
« Portant organisation de l'école du personnel navigant d'essais et de réception ».  
« Relatif à la fixation du contingent d'heures supplémentaires prévu à l'article L. 212-6 du code du travail ».

### UN ARRÊTÉ

« Relatif au prix d'émission des emprunts « Villes de France 17 % - 17,40 % février 1982 » et au taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales ».

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

### TRANCHE DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE

TERMI NAISSONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI NAISSONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	1 231 481 5 011 6 681	100 500 800 2 100 2 100	6	116 206 3 016 3 216 6 676 16 906	500 500 2 000 2 000 2 000 10 000
2	162 842 862	500 500 500	7	07 167 87 487	200 500 10 000
3	53 373 14 283 105 873	200 500 10 000 1 000 000	8	8 618 828 22 538	100 600 600 10 100
4	64 74 574 0 014 2 984 34 324 283 504	200 200 700 2 000 2 200 10 000 4 000 000	9	40 209 959	200 500 500
5	546 946 9 905 05 056 96 995	500 500 2 000 10 000 10 000	0	010 050 2 209 2 670 33 420 61 380 94 790	500 500 2 000 2 000 10 000 10 000 10 000

PROCHAIN TIRAGE LE SAMEDI 30 JANVIER 1982

TRANCHE DU PRIX D'AMÉRIQUE

18 23 24 26 34 47

TIRAGE N° 4 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 17

PROCHAIN TIRAGE LE 3 FÉVRIER 1982 VALIDATION JUSQU'AU 2 FÉVRIER APRÈSMIDI

LOTÉRIE NATIONALE - TRANCHE DE LA NAVIGATION DE PLAISANCE 1982 N° 6



THÉÂTRE

A VINCENNES

Actualité de Courteline

Une jeune compagnie, L'Accord, formée d'acteurs récemment sortis du Conservatoire de Paris, et animée par l'un d'eux, Jean-Daniel Laval, avait présenté en septembre 1981 plusieurs pièces de Courteline, mises en scène et jouées avec beaucoup de talent (*Le Monde* du 9 septembre).

Elle donne à présent sept pièces du même auteur, dont la *Peur des coups* et la *Peur des coups*, deux chefs-d'œuvre et une réussite. *Grands chagrins*, où deux hommes bourgeois se débattent de « n'avoir pas le droit » de tuer leur femme de chambre lorsqu'elle les surprend à se débarrasser avec leur propre épouse de toilette.

Il serait bon de donner plus souvent les œuvres de Courteline, qui allient, d'une manière personnelle, une observation aiguë des mœurs de la société, un humour glacé et des accents de démesure pure. Tout cela requiert sans faille l'attention du spectateur, parce que prenant appui sur l'intelligence et la générosité, ce qui n'est pas toujours le fait d'un Feydeau par exemple.

La compagnie de L'Accord joue Courteline sans ornement, sorte de prise de texte, avec finesse. Soirée sympathique.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre Daniel-Sorano à Vincennes, 21 heures. (Jours de fermeture : mardi et samedi.)

« LA VIE DE GALILÉE » A MARSEILLE

Maréchal joue Brecht

La *Vie de Galilée* est l'une des plus fortes pièces de Bertolt Brecht. Pourtant, en examinant les versions successives du texte écrit en 1938 et repris en 1947, des esprits pointilleux ont pu relever des manquements à l'exactitude historique et d'autres ont prétendu que le réel sujet avait été escamoté : la science est-elle ou non utile à la construction du bonheur des hommes ? C'est là qu'il faut aller chercher la réponse. Le travail de l'adaptation entreprise par Brecht en compagnie de l'acteur Charles Laughton alors qu'il était à Hollywood éclaire la première bombe atomique.

Il faut relire la *Vie de Galilée*. D'urgence. C'est un manifeste farouchement actuel. Il semble être de 1981 le conflit entre les théologiens (qui « ont leur canon ») et les physiciens (qui eux « ont leur livre »). Et le fossé se creuse partout entre les dogmatiques pétris de leurs incertitudes et ceux qui recherchent la vérité, qui ont pour liges de vie le doute.

Pour n'avoir point désiré tout être héroïque, pour avoir devant l'ennemi dissimulé son intention de poursuivre ses investigations, Galilée, « dans le domaine de l'histoire », avait son entourage, « des siècles d'avance ». Son disciple, d'abord digne qu'il ait subi face aux inquisiteurs, ne lui dira pas autre chose, des années plus tard, en emportant sous le manteau, vers la Hollande, la suite des « discours » : « Devant des obstacles, le plus court chemin d'un point à un autre peut être la ligne courbe ». La *Vie de Galilée*. Ou encore : « La science ne reconnaît qu'une loi : la contribution scientifique ».

On trouve tout et son contraire dans cette petite épopée : de la réflexion sur l'épicurisme à l'observation du « changement » de Virginie, la fille de Galilée - il lui faudra bien huit années pour devenir l'« indic » - la traîtresse efficace, la geôlière de son père. On rencontre un Brecht cynique, de trop féroce lucidité.

Au moins, la mise en scène de Marcel Maréchal ne camoufle pas le texte et les dialogues s'en sortent indemnes. On pourra aller à la Maison de la culture de Nanterre quand la troupe de Marseille y sera invitée. Pour Brecht et aussi pour Marcel Maréchal comédien - il est bien dans le rôle de Galilée. Dans le décor de bois brut, imaginé par Alain Beilfoulier, des instruments scientifiques, joliment reproduits, attirent à dessin toute l'attention.

Andréa enfant - un soir sur deux, le fils de Maréchal - est bien présent, et le petit moine, Arnaud Bodouet, aussi. Les autres acteurs tournent en rond comme à vide, au long de cette histoire, autour du héros, centre des conversations de cour et de la rumeur populaire.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Faust en marionnettes à Chaillot

Ici, la forêt germanique se réduit au vert vif et au bleu tendre d'une toile peinte. L'angoisse métaphysique du poète doutant de sa science à un lutrin minuscule, à une lunette astronomique miniature. L'espace rétréci du castelet ne retient que des signes qui s'imposent : le chien noir du diable, la marmitte de la sorcière, le lit et les bijoux de Marguerite. L'action ne se permet pas de traîner : retour à la jeunesse, séduction, chute, crime et châtiement du docteur, salut de Marguerite qui monte au ciel en battant des ailes.

Le destin file, les marionnettes n'ont pas de temps à perdre. L'événement distance entre la voix humaine et les corps de bois ajoute au dérisoire de l'aventure, renforce l'ironie du foisonnant Faust vitézien.

Agathe Van Molde, qui a mis en scène ce petit et grand Faust, manipule les marionnettes avec Daniel Soulier et Murray Grönwall, acteurs du *Faust* de Vitez. Avec beaucoup de tact, elle a su ménager l'alliance du rire et de l'émotion et retrouver cette magie populaire du canevas où Goethe découvrait justement la matière de son drame.

Ce *Faust* est le premier de quatre spectacles que Chaillot destine cette année aux enfants, mais qui, cela va de soi, s'adressent à tous les publics.

BERNARD RAFFALLI.

\* Théâtre national de Chaillot (grand foyer), jusqu'au 12 février, du mardi au vendredi, à 14 h 30.

CINÉMA

« TRANSES », D'HAMED EL MAANOUNI

Le chant de Naas El Riwane

Ils étaient cinq à l'origine, ils ne sont plus que quatre : Boujema, le cinquième, n'a jamais été remplacé après sa mort, en 1974, à l'âge de vingt-huit ans. Le groupe Naas El Riwane, célèbre dans tout le monde arabe mais d'abord au Maghreb, depuis le début des années 70, a continué comme par la passé, plus étroitement soudé encore.

Ce n'est là qu'un des infimes détails qui, soudain, donnent un ton différent par rapport aux traditionnels groupes rock et à leurs gigantesques messes juvéniles. Comme, par exemple, le fait que les quatre musiciens chanteurs survivants n'emploient aucun instrument électrique, magnifié, éclairé, échauffé par le filtrage électrique à même la source musicale.

Ils viennent de la rue, comme nombre de leurs camarades en Occident, du bidonville de Casablanca : quelques images nous le rappellent discrètement, à distance, comme sur une carte postale. Avant de chanter, ils furent comédiens ou même professeurs de musique pour l'un, artisan d'objets et collaborateur du Living Theatre à la grande époque, lors du séjour de Julien Beck et de ses amis au royaume chrétien, pour l'autre.

Comment naît une telle musique ? Un jour, nous explique-t-on, on a voulu rompre avec les langages orientaux envahissants, et cette

musique est devenue pour les jeunes « le cri de leurs désirs, de leurs frustrations et de leur révolte ». Dès les premières mesures, nous entendons des paroles comme : « L'amour retrouvé nous éclairera-t-il un jour, nous tous les possédés ? » Ou, un peu plus loin, très explicitement : « Ce monde attend le coup d'épée qui entamera le changement... »

Des sous-titres finement traduits rendent justice du mieux possible à une langue pour nous mystérieuse et fascinante. Ahmed El Maanouni a tourné une œuvre pudique et chaste, très simple : on serait volontiers allé un peu plus loin. La cinéaste, qui tient aussi parfois le cinéma comme dans son premier-né, Alyan, Alyan (1978), a filmé des concerts à Paris, à la Mutualité, à Casablanca, à Tunis, montre ses personnages au travail, dans la vie quotidienne avec les anciens ou les enfants. Il rappelle les origines religieuses de cette musique.

Transes nous livre, peut-on dire, la matière brute, nous introduit dans un univers à la fois millénaire et moderne. Un chant de liberté et d'amour dans un monde trop souvent asséché par la haine.

LOUIS MARCORELLES.

\* Voir les films nouveaux.

« ESPION, LÈVE-TOI », D'YVES BOISSET

Notre agent en Helvétie

Le monde de l'espionnage est un monde abstrait, fermé sur lui-même, qui a ses règles - SDECE, K.G.B., C.I.A. - sa langue vernaculaire (un spécialiste parlerait ici d'une « opération homo téloguée par la piscine »), sa morale et ses lois. C'est un labyrinthe plein de chausse-trappes, où l'innocent se perd d'autant plus aisément que les agents qu'il rencontre avancent masqués - sont-ils simples, doubles ou triples ? - et qu'on ne sait jamais s'il faut déplorer leur mort ou la considérer comme une juste punition.

Tout cela pour dire que le film d'Yves Boisset *Espion, lève-toi* ne brille pas par sa transparence. Mais cette impression d'opacité, semblable d'ailleurs à celle qui communique les livres d'un Le Carré ou d'un Ken Follet, est dans doute un gage de vérité. Ici, nous avons l'homme sans visage, la conjonction soit en fait parfaite entre le modernisme et l'authenticité ; mais, grâce à l'English Bach Festival, on est sûr aujourd'hui que le temps de Rameau est venu.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Dernière représentation ce jeudi 28 janvier au Théâtre des Champs-Élysées (20 h 30). *Castor et Pollux* sera enregistré par les mêmes interprètes pour Erato qui a déjà publié la *Princesse de Navarre* et *Zola*.

« En somme » et que à la suite de l'attente, il vient d'être choisi pour accomplir - presque à son insu - une mission particulièrement délicate. Dès lors, pour Grenier, c'est l'enfer. Enfer intellectuel (qui lui veut-on ?) ; enfer professionnel (tous ses « contacts » disparaissent tragiquement) ; enfer sentimental (sa chère Anna, qui a nagé militait avec des gauchistes muniçipaux, est impliquée dans un complot, puis bel et bien exécutée). Pour mieux brouter les pistes, l'adversaire numéro un de Grenier est un haut fonctionnaire suisse, personnage élégant et cynique qui surgit toujours là où on ne l'attend pas et dont chaque mot semble gorgé de venin.

Yves Boisset découpe cette sombre histoire en séquences dont la chronologie est minutieusement précisée. On ne sait trop qui est qui, mais on connaît, à la seconde, l'heure où se déroulent les événements. Emporté par l'action, Boisset oublie ses habitudes préoccupations sociologiques et court au plus pressé, qui est la mort de ses héros. On retrouve dans *Espion, lève-toi* le sens de l'image forte, la vivacité et l'ardeur du jeune cinéaste du *Coplan* sauve sa peau et de *Cran d'arrêt*. Avec, naturellement, en plus le savoir-faire de l'expérience.

A ceux qui captivent les machinations des « deuxième bureau » et les coups fourrés des seconds couteaux, *Espion, lève-toi* permettra de découvrir comment on peut mourir à Zurich dans un autobus ou à l'insu d'un fonctionnaire, comment une « tache de l'Est » parvient à s'insérer dans les plus hautes instances bureaucratiques, et pourquoi il faut se méfier des bibliothécaires munichois. Ils ne seront pas déçus. Les amateurs de romances ou de problèmes métaphysiques feront mieux, en revanche, de passer leur chemin.

Ce qui les privera du plaisir de voir l'imperturbable Lino Ventura se transformer en fauve altéré de vengeance et Michel Piccoli, drapé dans la froide dignité d'un conseiller fédéral, jouer les déstabilisateurs de sa paisible patrie. Entre ces deux horreurs, y a la blondeur et la nervosité de Krystyna Janda, l'interprète des quatre derniers films de Wojda. Krystyna qui, par sa seule présence, apporte un élément tragique à ce sanglant roman-ménage.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

LE TEMPS DE RAMEAU

(Suite de la première page.)

L'objet de leurs sursauts est la belle Télémaque, aimée de tous deux mais qui n'aime que Castor ; pourtant, ce dernier n'acceptera de rester avec elle que si Pollux partage leur félicité. Jupiter, magnanime, accorde l'immortalité au trio et tout sera pour le mieux. Cette histoire, « éternelle » se déroule, naturellement, en un lieu de la tragédie classique : céleste de fustigations, combats, ornements funéraires, divertissement des pleurs célestes, descente de Pollux aux enfers, orages, apparitions et, pour finir, grand divertissement où Castor, Pollux et Télémaque prennent place dans la ronde des planètes, des astres et du zodiaque. J'oubliais de noter la présence obligée d'une méchante magicienne, Phébé, chargée de pimenter l'action par quelques embrouilleries supplémentaires.

Le miracle est que, dans une dramaturgie aussi conventionnelle, Rameau sans cesse nous touche par une beauté de sentiment et d'accent, où le langage ampoulé du temps est pris dans toute sa force expressive, comme le remarquait Debussy à la dent si dure en général : « L'œuvre

est faite de délicatesse tendre et charmante, d'accents justes, de déclamation rigoureuse dans le récit ; la monotonie de Pollux se fait personnelle d'accent, si nouveau dans la construction que l'espace et le temps sont supprimés et Rameau semble un contemporain auquel nous pourrions dire notre admiration à la sorde ».

C'est peut-être aller encore un peu loin aujourd'hui, tant le spectacle au contraire cherche à nous ramener au dix-huitième siècle (en 1754 exactement, car il s'agit ici de la seconde version), en particulier par les danses enchanteresses, avec ces moulinets de bras qui retrouvent toute leur grâce naturelle dans des chorégraphies merveilleusement lisibles et expressives de Belinda Quirey. Les voix sont douces, transparentes aux sentiments, celles de Castor (Peter Jeffery) et de Pollux (Jan Cadey) en particulier, avec plus d'intensité tragique chez la belle Télémaque (Jennifer Smith) et de cris chez la magicienne (Cynthia Buchan), cependant que l'orchestre dirigé par Charles Farrcombe est la justesse même et un constant délice.

M. JACQUES RENARD EST NOMMÉ CONSEILLER TECHNIQUE AU CABINET DE M. JACK LANG.

M. Jacques Renard vient d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Jack Lang, ministre de la culture. Il suivra plus particulièrement les dossiers concernant le théâtre, la musique et l'architecture. (Né en 1949, élève de l'ENSA, M. Jacques Renard a été affecté en 1975 à la direction du théâtre et des maisons de la culture, au secrétariat d'Etat à la culture. Depuis 1980, il était chef de la division de la protection et de la mise en valeur des ensembles architecturaux, à la direction de l'architecture du ministère de l'urbanisme et du logement.)

■ L'Académie des beaux-arts a procédé, le 27 janvier sous la Coupole, à l'installation du graveur André Jacquemais, dont le parcours a été retracé par M. Albert Decaris : une œuvre immense accomplie en une succession d'années, du début du siècle à la fin, dans la fréquence, à la sculpture.

Illustrateur de nombreux ouvrages, M. Jacquemais fut de 1953 à 1974 le conservateur du musée d'Epinal, qu'il a rénové et le créateur, dans cette ville, où il est né en 1904, du Musée international de l'imagerie populaire. Dans sa réponse, M. André Jacquemais a proposé l'éloge de son prédécesseur, Pierre-Eugène Chénier (1897-1980).

■ ERRATA : — Une transmission difficile a provoqué quelques fautes d'orthographe, dans l'article sur les Contes d'Hoffmann à Lyon (le *Monde* daté 24-25 janvier), par les soins de Richard Pedard, Jean-Paul Châmbaud, Catherine Malifano, Colette Allon-Lopez, ainsi que pour Nicklasen-Lamé.

Découvrez LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE ses activités, ses collections, ses expositions, en vous abonnant à sa REVUE (1982, 4 numéros : 120 F) Spécimen sur demande : 58, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 260-74-51.

4 DERNIÈRES « UN BON SPECTACLE, TRÈS COMPLET, OUI, EN VÉRITÉ, UN SPECTACLE DES PLUS RÉUSSIS DANS SON GENRE. » — J. GAUTIER LE FIGARO MAGAZINE T.B.B. THERÈSE RAQUIN adaptation théâtrale et mise en scène de RAYMOND ROULEAU d'après EMILE ZOLA

du 13 au 31 janvier SCARFACE ENSEMBLE ANTOINE & CLEOPATRE tragédie musicale d'après SHAKESPEARE MAISON DES ARTS ANDRÉ MALRAUX - CRÉTEIL TEL. 899.94.50

THEATRE FONTAINE « Est-ce que vous voulez rire ? Mais rire vraiment, à en avoir mal partout ? Allez voir LACOMBE et ASSELIN. Le grand shuri à la contrebasse, le petit sérieux exaspéré par l'air fou, à la mandoline, ça donne deux excellents musiciens et des gags, un rythme, un scénario ludique de film muet, quelque chose entre Buster Keaton et les Marx Brothers. Sauf qu'ils sont deux, qu'ils parlent, qu'ils chantent, qu'ils musiquent diablement bien. Courez-y, j'vous dis ! moi, j'y retourne. » Anne-Marie Paquette TELERAMA du 20 janvier LACOMBE ASSELIN « ELUX-MEMES » Tous les soirs à 22h sauf dimanche Location 874.74.40 et Agences Disques Flarebach/WEA Filipacchi

21 - 31 JANVIER BROCANTE de PARIS 160 antiquaires et brocanteurs Porte Champerret Chalet chauffé

OPERA-COMIQUE SALLE FAVART 9 FÉVRIER - 21 MARS 1982 HARLEM ANNÉES 30 Bubbling BROWN SUGAR avec Vivian Reed la Troupe du Broadway LOCATION AU THEATRE AGENCE ET FNAC RENSEIGNEMENTS : 261.95.65

OLYMPIC BALZAC 8° - STUDIO LOGOS 5° - OLYMPIC ENTREPOT 14° fontamara CARLO LIZZANI MICHELE PLACIDO ANTONELLA MURGIA IDA DI BENEDETTO

du 3 au 9 février LE CINEMA MEDITERRANEE LA PAGODE 11 FILMS DU FESTIVAL DE VITTE - 10 COMÉDIES MUSICALES ÉGYPTIENNES 10 FILMS EN HOMMAGE À YOUSSEF CHAHINE

CHAQUE SEMAINE Le Monde dans DIMANCHE UNE PAGE L'ACTUALITÉ DU DISQUE CLASSIQUE - JAZZ - ROCK - VARIÉTÉS

Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ? RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE avec le spécialiste LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves « Le Monde » du 29-3-1978 208, avenue de Maine, 75014 Paris. Tél. : 540-57-40 (métro Alesia).

Jeudi 20 1520







# RADIO-TÉLÉVISION

## INCIDENT AUTOUR DES « PETITES ANNONCES » PRÉVUES SUR FR3 M. Guy Thomas désavoue M. Jean-Luc Hennig

Coup de théâtre le 27 janvier au cours de la conférence de presse donnée par la troisième chaîne pour expliquer les nouveaux projets de « Soir 3 ». M. Guy Thomas, président-directeur général de la chaîne, est venu déclarer qu'il avait jamais été question de petites annonces d'ordre sexuel, contrairement à ce qui avait été annoncé

plusieurs fois dans la presse par M. Jean-Luc Hennig, Et, contrairement aussi aux déclarations faites par M. Maurice Seveno (le Monde du 21 novembre 1981). Les annonces ne devaient traiter que d'échanges de biens matériels, a affirmé M. Guy Thomas. « Mensonge », a répondu M. Jean-Luc Hennig, en accusant la chaîne de « le lâcher ».

Qui a raison ? S'agit-il d'un malentendu, et entre qui ? Entre MM. Maurice Seveno et Guy Thomas ? Ou est-ce un revirement brusqué de la direction, qui n'a pas voulu avoir fait marche arrière ? Désireux d'éviter un scandale, M. Guy Thomas s'est empressé dans des contradictions évidentes, provoquant un autre scandale et s'attribuant bon nombre de ricaneries.

Veulent lever, a-t-il dit, « l'ambiguïté » qui pèse sur ce qu'on appelle déjà l'affaire des petites annonces. M. Guy Thomas a pris la parole le premier pour faire un rappel historique des faits. C'est début novembre, a-t-il expliqué, que la troisième chaîne a fait connaître le projet d'un « courrier » qui serait l'image de ce qui se fait dans la presse écrite. Des téléscripteurs seraient envoyés à des points de vue à l'écran. Fin décembre, les rédacteurs en chef des vingt et une régions ont été sollicités dans le même sens pour réunir et rassembler des points de vue dans toute la France.

Dans le même temps, toujours selon M. Guy Thomas, M. Jean-Luc Hennig aurait proposé, de son côté, à M. Maurice Seveno, directeur des programmes, l'idée d'une émission qui aurait été une sorte de bourse d'échanges pour des personnes soucieuses d'échanger des biens matériels (bateaux, objets, etc.). Intrigué par ce projet, M. Moati l'a envoyé à M. Maurice Seveno pour intégrer ces annonces dans son journal du soir.

Pour M. Guy Thomas, il n'a jamais été question d'annonces de nature sexuelle. En témoigne, dit-il, une cassette qu'il tient à disposition, celle diffusée au cours de « Soir 3 » du 18 janvier où M. Maurice Seveno, présentait M. Jean-Luc Hennig, annonce ledit projet. « C'est à partir du 18 janvier, accuse M. Guy Thomas, que M. Jean-Luc Hennig a commencé à intervenir à la presse et qu'apparaissent, dans la presse, sans rapport avec celui prévu par FR 3, les petites annonces, mais que celles-ci excluent tout ce qui traitait au sexe (et aux perversions sexuelles). » Voilà pour l'affaire, conclut M. Guy Thomas, pensant sans doute que l'affaire était close.

Pas du tout. M. Jean-Luc Hennig se lève et crie au mensonge. « Il

Vu

## Chômeur pour commencer

« Le chômage ? Il faut l'avoir vécu pour savoir de quoi on parle... » Il dit cela doucement, avec un peu de tristesse, et beaucoup de lucidité. Il sait ce que c'est que d'être sans travail. Bien que jeune marié, cela fait plusieurs mois qu'il habite chez ses beaux-parents, à Quimper. Il a dû vendre sa moto, renoncer aux réunions au café, avec les copains qui partageaient sa passion. Il s'est mis à écrire des « certaines » de lettres, à passer un nombre incalculable de coups de téléphone - la facture de la maison a été multipliée par sept - et il ne rêve plus que d'une chose : avoir un logement autonome pour y vivre avec Dominique.

Il y a Philippe et Dominique, mais aussi Pascal, Myrtil, Jean-François, Marie-Blanche et les autres, jeunes et chômeurs à Quimper (douze mille habitants). François-Marie Ribadeau les a rencontrés là-bas, et plutôt que de nous livrer mercredi soir sur TF 1 le fruit de ses investigations sur les conséquences de la crise dans cette petite ville du Finistère, il a préféré les laisser s'exprimer eux-mêmes, raconter leur vie, les angoisses et les troubles que peut créer le chômage.

D'où un reportage plein de sensibilité, de finesse. Une de ces enquêtes qui, sans l'aide de tableaux, de courbes ou de chiffres, sans l'intervention d'économistes ou de sociologues, font beaucoup mieux que nous expliquer une situation donnée : elle nous la fait ressentir.

Comment ne pas comprendre Pascal, qui vient d'achever son service national et qui « déprime » de ne pas trouver de travail, lui qui aimait déjà pouvoir songer au mariage et aux enfants ? Marie-Blanche, su

ne partait tous les jours, oubliant caméra et micro, sans crainte des silences et des blancs. De belles images, un bon montage, un peu sur le mode de la fiction, tout a été conçu pour faire de ce numéro des « Miroirs » de l'information un document précieux.

ANNICK COJEAN.

## Les orientations du journal du soir

### Le sens des limites

Après cet incident, MM. Édouard Guilbert, conseiller auprès du président, et Maurice Seveno, ont expliqué l'orientation qu'ils entendaient donner au journal du soir à partir du 8 février. Ils avaient fait appel aux téléscripteurs pour leur demander leur avis et ils ont reçu près de sept mille réponses. Outre ce projet d'annonces, auquel il ne renonce pas (« Je le ferai avec M. Jean-Luc Hennig, s'il le veut toujours », M. Maurice Seveno va commencer ce qu'il appelle un « courrier image et son », une correspondance hebdomadaire qui sera composée de cassettes vidéo (double bande) envoyées par des téléscripteurs.

Quatre orientations définissent la ligne du futur journal : « une certaine dépersonnalisation de la présentation » (plus de présentateur vedette, pas de journalistes à tour de rôle), pas de retransmission systématique d'images déjà diffusées sur les autres chaînes ; une plus grande « remontée » des sujets régionaux « quand ils ont une incidence sur la vie nationale » ; développement, enfin, des informations culturelles et des dossiers.

Quant à M. Dominique Baudis, le présentateur en titre de « Soir 3 », n'étant pas d'accord avec la nouvelle formule du journal (le Monde dit 24-25 janvier), il assurera encore jusqu'au 8 février, puis il sera affecté à la réalisation de magazines. « Il ne s'agit pas de sanction », a précisé M. Édouard Guilbert. M. Dominique Baudis garde son titre de grand reporter et de chroniqueur en chef adjoint. Enfin, M. François Lauzembert, en désaccord lui aussi, sera appelé à d'autres fonctions au sein de la société.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Sandwich, encart hebdomadaire lancé par M. Jean-Luc Hennig dans Libération. On y trouvait, entre autres, des petites annonces de tous ordres, y compris sexuelles.

## A FRANCE-CULTURE

### Une contribution à la musicologie

Dans sa théorie de la radio de 1930, Brecht préconisait de faire de la radio, simple appareil de distribution, un appareil de communication intense à racines multiples, à effets prolongés. C'est ce modèle qu'a voulu expérimenter Guy Erisman, directeur des programmes de France-Culture musique, sous une forme inhabituelle. Au terme de l'année 1981, on s'est proposé à France-Culture de laisser quelques traces du travail effectué pendant l'année écoulée, sous la forme d'un document regroupant les recherches des producteurs de la station, et publié par la Documentation française.

On trouve donc, entre autres, un exposé de Catherine Kintzler sur « Rameau et les philosophes des lumières » qui reprend en plus détaillé le travail de ses émissions, une évocation des idées politiques de Liszt par Rémy Stricker, un portrait de Sylvain Bussotti par Martine Cadieu, ou encore les découvertes musicologiques de Francis Rousseau sur Scott Joplin et les musiques américaines du dix-huitième siècle. Il ne s'agit évidemment pas que de traces ou de « flatus vocis » devenus écriture, mais d'une réelle contribution à la musicologie.

Éditée par Radio-France et la Documentation française, ces cahiers peuvent être envoyés gratuitement aux lecteurs ou auditeurs du programme musical France-Culture qui en feront la demande (Programme musical de France-Culture, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16).

« C'est le 29 janvier que Radio K, station périphérique créée le 26 mars 1981, cessera d'émettre (le Monde du 12 janvier). Cette radio privée lancée par une équipe de journalistes soucieux de recherche radiophonique émettait depuis San-Remo en Italie sur le sud de la France. Brouillée depuis plusieurs mois, Radio K n'avait plus aucun moyen financier.

## LE DIFFÉREND « D'ACCORD, PAS D'ACCORD »

### Treize associations de consommateurs souhaitent bénéficier d'une émission sur Antenne 2

Treize organisations de consommateurs viennent d'intervenir dans le conflit qui oppose l'Institut national de la consommation (I.N.C.) à la direction d'Antenne 2 sur l'émission « D'accord, pas d'accord » (le Monde du 8 janvier). Ces associations ont écrit non seulement aux ministres de la consommation et de la communication, M<sup>me</sup> Lalumière et M. Fillioud, à M. Desgrupes, P.D.G. d'Antenne 2, mais aussi aux annonceurs, dont les spots publicitaires occupent le mardi, à 20 h 30, le « créneau horaire » auparavant réservé à l'I.N.C.

En effet, Antenne 2, rappelle-t-on, a réparti les dix minutes d'émission réservées à l'I.N.C. par le cahier des charges sur cinq jours, du lundi au vendredi, à 19 h 10, alors qu'auparavant sur six minutes d'émission quatre étaient programmées le mardi et le samedi, à une grande heure d'écoute.

Les treize organisations de consommateurs, qui souhaitent une négociation entre le nouveau directeur de l'I.N.C., M. Laurent Denis, et M. Pierre Desgrupes, voudraient que ces quatre minutes litigieuses leur soient confiées entièrement et en une seule émission. Elles ont menacé les annonceurs de « passer au crible » les produits qui font l'objet des messages publicitaires du mardi soir.

Trois organisations de défense des consommateurs, la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (F.N.C.C.), le Laboratoire coopératif et l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), éditrice de Que choisir ?, ne se sont pas associées à cette démarche, car elles contestent les mesures de répression envisagées à l'encontre des annonceurs.

## UNE STATION DÉCENTRALISÉE DE RADIO-FRANCE A QUIMPER

Le conseil général du Finistère a décidé, le mercredi 27 janvier, de consacrer une subvention de premier équipement de 3 millions de francs à la création d'une station de radio décentralisée que Radio-France se propose de mettre en œuvre à Quimper avant la fin du premier semestre 1982.

Cette subvention est toutefois assortie de deux « remarques » : le conseil général demande que la radio consacre cinq heures et demie par jour à la langue et à la culture bretonnes et qu'elle signe une convention avec les entreprises de presse écrite existant dans le département. Pour M. René Marchand, responsable à Radio-France du plan de développement des radios locales, ces deux remarques sont tout à fait dans l'esprit du projet.

L'équipe devrait être composée presque exclusivement, selon Radio-France, d'« enfants du pays ».

## Jeudi 28 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : L'étré ne reviendra plus. D'après le roman de F. Fabre, réal. R. Valey. Juliette, endormie sur un canapé, rêve d'un amour fou. Mélanie, en instance de mariage avec Adrien. La mariée s'écroule. Seule Patricia Calas félicite la jeune mariée.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant : Iran, la révolution iranienne. Trois ans après la révolution islamique, le service de politique étrangère d'A 2 enquête sur la prise d'otages de l'ambassade américaine, sur le départ de Chahpour Bakhtiar et de Reza Sadegh.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Vivre libre ou mourir. Film français de C. Laro (1980), avec R. Lissol, F. Maistre.

A. Chabal, D. Sarky, G. Ismael, F. Maru. Un procès est ouvert, à la Guadeloupe, pour la réhabilitation d'un officier noir, qui s'était mis en rébellion en 1802, lors dutablissement de l'esclavage par Bonaparte, premier consul. Des personnages surgissent du passé et viennent témoigner. L'histoire de l'île et de ses rapports avec la colonisation dans une évocation théâtrale et musicale. Un essai original, exaltant l'indépendance, mais confus à la fin.

22 h Trans-oceans. Réal. C. Druhot.

23 h Journal.

23 h 30 Concert (donné au Théâtre de la Ville de Paris, le 10 novembre 1981) : « Francy as a ground », de Bartholomée, « Éléments/Extensions », de Bostmann, « Chénus II », de Bostmann, « La Seconde Apollonie », de Bostmann, par l'Ensemble intercontinental, avec A. Neveux, piano, G. Cassat, alto, Dir. P. Bartholomée.

23 h 30 La nuit sur France-Musique : 0 h 5. Un portrait de Dion Lippart : œuvres de Chopin, Ravel, Grieg.

## Vendredi 29 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

14 h Téléthèque.

En direct de la télévision française : réal. C. Dehervier. Cette nouvelle série d'émissions présente par Léon Zitronne nos programmes de voir quelques-uns des premiers images de la télévision depuis ses tout débuts en 1935 jusqu'à nos jours. Variétés, sports, etc.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 Sports : ski. Championnats du monde à Schladming.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

14 h 45 Série : Les amours des années grises.

14 h Aujourd'hui la vie.

Les collections de la télévision française : réal. C. Dehervier. Cette nouvelle série d'émissions présente par Léon Zitronne nos programmes de voir quelques-uns des premiers images de la télévision depuis ses tout débuts en 1935 jusqu'à nos jours. Variétés, sports, etc.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes. Les Wombles : Vive le volley ; Des livres pour nous : Le journal d'un moulin.

18 h 55 Tribune libre. Confédération générale des cadres (C.G.C.).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Nécé ou la vérité engloutie.

20 h Les jeux.

20 h 30 Le nouveau vendredi : Carte blanche à Anne Gaillard.

Réal. R. Piest.

Anne Gaillard a diffusé les consommateurs sur France-Inter. Écrite en 1979, elle revient sur l'histoire pour une émission mensuelle consacrée à la consommation.

21 h 30 téléfilm : Chambre vide à louer. Réal. : M. Raboinville et Y. Prigent. Avec : M. Green, R. Van Hool, C. Joly, etc.

Un curieux locataire, installé dans la chambre de Micheline, employée dans une agence immobilière, aperçoit dans la tapisserie une jeune femme ressemblant à sa compagne. Représente-t-elle l'espoir de sa vie ?

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

14 h Téléthèque.

En direct de la télévision française : réal. C. Dehervier. Cette nouvelle série d'émissions présente par Léon Zitronne nos programmes de voir quelques-uns des premiers images de la télévision depuis ses tout débuts en 1935 jusqu'à nos jours. Variétés, sports, etc.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 Sports : ski. Championnats du monde à Schladming.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

14 h 45 Série : Les amours des années grises.

14 h Aujourd'hui la vie.

Les collections de la télévision française : réal. C. Dehervier. Cette nouvelle série d'émissions présente par Léon Zitronne nos programmes de voir quelques-uns des premiers images de la télévision depuis ses tout débuts en 1935 jusqu'à nos jours. Variétés, sports, etc.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes. Les Wombles : Vive le volley ; Des livres pour nous : Le journal d'un moulin.

18 h 55 Tribune libre. Confédération générale des cadres (C.G.C.).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Nécé ou la vérité engloutie.

20 h Les jeux.

20 h 30 Le nouveau vendredi : Carte blanche à Anne Gaillard.

Réal. R. Piest.

Anne Gaillard a diffusé les consommateurs sur France-Inter. Écrite en 1979, elle revient sur l'histoire pour une émission mensuelle consacrée à la consommation.

21 h 30 téléfilm : Chambre vide à louer. Réal. : M. Raboinville et Y. Prigent. Avec : M. Green, R. Van Hool, C. Joly, etc.

Un curieux locataire, installé dans la chambre de Micheline, employée dans une agence immobilière, aperçoit dans la tapisserie une jeune femme ressemblant à sa compagne. Représente-t-elle l'espoir de sa vie ?

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

### FRANCE-CULTURE

9 h 7. Musique des arts du spectacle.

10 h 45. Le texte et la musique : avec E. Kozintzov.

11 h 2. Musique espagnole contemporaine, par Y. Quinzio et C. Laigral.

12 h 5. Agnès : Les Chinois, avec le R.P. Claude Larre.

13 h 45. Fauré, avec M. Delmas.

13 h 30. Musiques extra-européennes : racines de la musique afro-américaine.

14 h. Sons : Les fêtes de la vigne à Dijon.

14 h 5. Un livre des voix : « Le Paix de l'étranger », d'H. Troyat.

14 h 47. Les grandes œuvres de la science moderne : Le génie du monde de la science spatiale.

15 h 30. Contact.

16 h. Faut-il de la musique ?

16 h 30. Faut-il de la musique ? Le Huisseau sur le toit, d'après J. Giono.

16 h 25. Jazz à l'ancienne.

16 h 30. Les grandes œuvres de la science moderne : Le génie du monde de la science spatiale.

20 h. Redécouverte : André Schmitt.

21 h 30. Black and blue : « Fictions au bras d'or », de N. Algren.

22 h 30. Nuits magiques : Vendredi 81.

### FRANCE-MUSIQUE

9 h 2. Musiciens d'aujourd'hui : l'école russe de piano (œuvres de Chostakovitch, Arenski, Mozart, Debussy, Schubert, Brahms).

12 h. Équivalences : G. Robert, piano, interprète Mozart.

12 h 35. Jazz 57 avec plus.

13 h. Jeunes solistes : G. Burgos (flûte), et P.M. Vignaux (harpe) : œuvres de Bach, Telemann, Spohr, Jolivet.

14 h. Prélude aux enfants d'Orphée : Chostakovitch, Parcell.

14 h 30. Les enfants d'Orphée : A. Laro et ses amis.

15 h. D'une oreille l'autre : Roussel, Bartok, Liszt, Janáček.

16 h. Histoire de la musique : La philosophie musicale au Moyen Âge.

16 h 30. Studio-concert : Ensemble Clément Jaquin (en direct du Studio 106 de Radio-France).

19 h 35. Jazz.

20 h. Musiques contemporaines.

20 h 30. Concert : (en direct de Baden-Baden) : « L'invitation à la valse », de Weber ; « Valse » (Le beau Danube bleu, Légendes de la forêt viennoise, Valse de printemps, Polka...), de J. Strauss ; « La Valse » de Ravel, par l'Orchestre symphonique de Baden-Baden, dir. N. Järvi, avec N. Christie (soprano).

22 h 15. Musique de nuit : Parcell, Couperin, Fauré ; 23 h 5. En direct : Bernard Hermann ; 0 h 5. Musiques traditionnelles : Maroc, musique de jeunesse.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 28 JANVIER

— M. Roger Baratte, président de la Confédération nationale des administrateurs de biens, répond aux questions des auditeurs du « Téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h 10.

Jeudi 28



	Laure	Laure T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIERS	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Laure	Laure T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIERS	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de périodes

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## DEMANDES D'EMPLOIS

## SOGECIM

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE  
Filiale d'un groupe important  
recherche

### 2 Analystes-programmeurs

pour le développement de logiciels et de progiciels interactifs sur systèmes IBM/34, en GAP II.  
Une expérience sur ce matériel est indispensable.

Env. C.V. et prêt. à :  
SOGECIM, 78-80, av. Gallieni  
Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX

## Argos

Premier cabinet du Nord, spécialisé dans la gestion des ressources humaines ouvre

ARGOS PARIS  
135, avenue de Wagram, 75017 PARIS  
Tél. : 227.96.49.

Gilbert RAYNAUD, son directeur, se tient à la disposition des responsables d'entreprise pour les informer des différents services qu'offre nos quatre départements :

- Conseil en recrutement,
- Audit Social,
- Formation aux techniques de communication,
- Cession d'entreprises, recherche de cadres associés.

## argos

135, avenue de Wagram, 75017 PARIS  
Siège social : 517, avenue de la République  
97700 MARCQ-EN-BAROEUL

### CHEF BUREAU D'ÉTUDES

mécanique, électrotechnique

option pétrole soudeuse

langues anglaise

INGÉNIEUR SUPÉLEC

ou E.E.I.M. + E.R.E.M.

Scrivez avec références à : SISOH,

B.P. 154 08, 75402 PARIS

Cadres 08 ou tél. au 770-75-55.

### ASSOCIATION

VOCATION SPORTIVE

recherche pour siège Paris (13<sup>e</sup>)

PROGRAMMEUR

COBOL

formation L.U.T. informatique

expériences 2 à 4 ans,

compétences 81 CH-HB

(01 DTS souhaitable),

tél. pr R.V. au 337-46-44.

La Centre hospitalier général de

Fontrabou, als. boul. Joffre,

recherche d'URGENCE :

un(e) manipulateur(trice) en

électroradiologie diplômé(e),

un(e) infirmier(ière) aide-

soignant(e) diplômé(e) (pour

remplacement de 4 mois.

Pour la renseignements, prière

de bien vouloir s'adresser au

Service du Personnel. Téléphone

au 422-48-41 (soirée 208).

### MESSAGE

RÉSERVÉ

AUX MEILLEURS

COMMERCIAUX

DEVENEZ

CONSEILLER

COMMERCIAL

Activité libérale, forte rémunération liée au chiffre d'affaires.  
Env. C.V. à M. BERNARD,  
B.P. 60, rue du Centre, 75017 Paris,  
ou tél. au 750-33-86.

Entreprises de chauffage

et climatisation

recherche

INGÉNIEURS

CONFIRMÉS thermiciens avec

publications.

Adresser C.V. et références à

A.M.P., sous le réf. 4.072/INT.

40, rue d'Alsace-Lorraine, 75018

PARIS, ou tél. au 750-33-86.

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION

D'INSTALLATIONS DE POMPES

ET DE TRAITEMENT DES EAUX

recherche

2 électro-mécaniciens

B.T. ou ÉQUIVALENT

Min. 5 ans d'exp. en maintenance

et dépannage de pompes

compressives, moteurs thermiques,

réparations diverses pour l'eau

(connaissances en électricité

et mécanique).

Motivés, sérieux, disponibles

pour l'Europe (souhaitable).

● Permis V.L. indispensable ;

● Lieu de travail : Colombie ;

● Horaires 2/8 (exceptionnellement

3/8) ;

● Acquis de l'anglais et de l'espagnol.

Env. C.V. et références à :

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

LA SÉLECTION, 75017 Paris,

ou tél. au 750-33-86.

## formation créative

### CONSEILLER EN FORMATION

Nous sommes :  
Une Société de Formation,  
Une petite Equipe Performante, avec 10 ans d'expérience.

Nous avons 3 spécialités :

- management des hommes,
- marketing-vente,
- nous concevons et réalisons nous-mêmes des films de formation dans ces 2 domaines pour l'animation de nos stages.

- notre marché : les 100 premières de FRANCE.

Vous êtes :  
Un homme d'au moins 30 ans,  
Un passionné de Pédagogie,  
avec une formation supérieure,  
avec une expérience du METIER de 3 ans minimum.

Nous offrons :  
Un travail varié :  
- rencontre de clients,  
- analyse, diagnostic, animation de stages, suivi des résultats,  
- une Pédagogie axée sur des méthodes et des films exclusifs,  
- une participation à la politique de la Société sous tous ses aspects,  
- une situation de 150.000 F. selon vos compétences.

Ecrivez-nous en joignant C.V., photo :

22, rue de Turin - 75008 Paris.

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

## A VENDRE

Spécialiste de la communication  
Annonceur multinationnel : 5 ans.  
Expérience Agence de publicité : 7 ans.  
H. 37 ANS

Je maîtrise parfaitement toutes les techniques publicitaires ainsi que les relations publiques. Je cherche un Chef d'Entreprise dynamique qui croit à la valeur d'une communication efficace. Je parle un très bon anglais et j'ai une bonne culture technique.  
Ecrire à mescripteurs 48 rue Saint Ferdinand  
75017 PARIS sous réf. AV

### DIRECTEUR des RELATIONS SOCIALES

(3.000 pers.) 40 ans. Format. Supér. Ecole de Commerce et Psycho. Posséd. 12 a. exp. de la fonction. Personnel, maîtrisant tous les aspects de la fonction (détermination et application politique sociale, méthodes actuelles de gestion Ressources Humaines, Formation, Relation avec partenaires sociaux...) rech. situation similaire Paris ou Province, région indifférente. Ecrire sous n° 22.136 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

### CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

POUR ADULTES

CHERCHE EMPLOIS pour EMPLOYÉS(EES)

de service commercial

connaissant la comptabilité usuelle et la dactylographie.

Disponibles fin janvier. Téléphoner au 541-18-30 poste 16.

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 10000000

CPV 1000







INDUSTRIE

APRÈS LA NOMINATION DE MM. LÉVY (USINOR) ET DOLLÉ (SACILOR)

# La troisième génération des P.-D.-G. de la sidérurgie verra-t-elle la fin du tunnel ?

Par décision prise en conseil des ministres du 27 janvier 1982, M. Raymond Lévy, polytechnicien et ancien vice-président du groupe pétrolier Elf-Aquitaine, succède à M. Claude Etchegaray à la tête d'Usinor, et M. Claude Dollé, H.E.C., ancien directeur d'une firme de négoce de produits sidérurgiques, membre du cabinet de M. Dreyfus, ministre de l'Industrie, remplace M. Jacques Mayoux à la présidence de Sacilor. Ces choix, à caractère incontestablement « technique », sont intéressants dans la mesure

où ils révèlent les motivations et les critères du gouvernement en matière de nomination à la tête des grands groupes. Ils mettent en place des hommes qui auront à résoudre des problèmes redoutables dans une profession saignée, depuis sept ans, par des crises répétées, où l'emploi est revenu de cent cinquante-cinq mille personnes à quatre-vingt-dix-sept mille dans ce laps de temps et qui aura coûté près de 40 milliards de francs au Trésor, sans que ce processus soit terminé pour autant.

Il y a un an les sports de Cressat-Loire, il a pu mesurer l'ampleur des difficultés, en leur nature les mêmes esprits égarés, et irrespectueux, redoutent toutefois, le retour de la « mafia » des polytechniciens du corps des mines, au pouvoir jusqu'en 1978, chez Usinor et qui raffolent des grands regroupements à caractère technique, parfois au détriment de la notion de marché. On prête déjà cette intention à M. Lévy en matière d'acier spécial. Comme son collègue de Sacilor, le nouveau P.-D.-G. d'Usinor va se heurter à des problèmes redoutables, notamment celui du sort de l'aciérie de Neuve-Maisons, où des investissements coûteux ont été inutilement engagés, au départ de celle de Longwy, insuffisamment alimentées à la suite de choix contestables.

À cette occasion, le « comité de coordination » associant les chefs des deux grands groupes, sous la présidence d'une « personnalité industrielle » aura fort à faire. Devant veiller à ce que l'élaboration du programme industriel s'inscrive dans une vision à long terme sur le plan national, il devra arbitrer des conflits brûlants, Usinor se réservant volontiers les produits plats (tôles minces), quitte à spécialiser Sacilor dans les produits longs (poutrelles, profilés) et à se « défaire » du problème Longwy-Neuve-Maisons sur une Lorraine qui va déjà devoir résoudre le problème de regroupement des aciéries spéciales de Pompey et de la Sola.

## Des choix « techniques »

Les deux nominations annoncées au conseil des ministres soulèvent deux sortes de commentaires. En premier lieu, le gouvernement, refusant l'« aventure », a fait des choix « techniques », dont on peut apprécier l'opportunité. Pour Sacilor, il s'agit d'écarter un homme politique ou un syndicaliste : le nom de M. Valbon, président communiste du conseil général de la Seine-Saint-Denis, n'a pas été retenu. Mais, à l'opposé, on peut la réaction des cadres lorrains et, peut-être, de l'étranger, finit par ratifier le choix de M. Dollé, qui s'était porté sur M. Dollé, son délégué aux industries métallurgiques.

Dans ce processus, M. Etchegaray joue un rôle éminent, s'affirmant « l'homme clé » au sein du cartel Eurofer, qui, péniblement parvenu à un accord européen sur le relèvement des tarifs, devient absolument vital. Mais, dans l'intervalle, le P.-D.-G. d'Usinor avait, selon la formule de M. Le Garrec, secrétaire d'État à l'Expansion, « fait le tour du monde » à la recherche de « nouveaux marchés » et mettrait en œuvre un plan de restructuration draconienne, approuvé par le gouvernement d'Alsace et entraînant la fermeture d'installations vétustes au prix de la suppression de plus de cent mille emplois. Qui se souvient des insinuations incendiaires de Demain et de Longwy, et des affrontements répétés de la direction avec les syndicats ? Aux yeux de ces derniers, M. Etchegaray était devenu le symbole d'un homme du démantèlement et des licenciements (peu nombreux en réalité, l'essentiel des suppressions d'emplois étant effectué par mise à la retraite anticipée). Tout dernièrement, les représentants du personnel au comité d'entreprise avaient quitté la séance en protestant qu'ils refusaient de revenir siéger en présence du P.-D.-G. Les points étaient, apparemment, coupés de ce côté là, et dans ces conditions, il était difficile au gouvernement de maintenir dans ses fonctions M. Etchegaray, dont les services pourraient, éventuellement, être utilisés dans la holding Chiers-Châtillon, filiale de Paribas.

Le cas de M. Jacques Mayoux était assez différent. Nommé par M. Barre à la tête de Sacilor en remplacement de M. Pierre Oeller, de la famille Wendel, ce major d'É.C. et de l'inspection des finances, bureau de travail et d'impressionnante machine intellectuelle, en onze ans, fait du Crédit agricole le premier établissement financier de France. Grand commis « de choc », peu complaisant vis-à-vis du pouvoir, il est limogé en 1975 par le gouvernement de M. Chirac, refuse plusieurs postes et, traversant les tâches avec d'être envoyé au feu dans la sidérurgie, où il entre comme en religion. Pendant trois ans, ce banquier se vante d'appliquer au casse-tête lorrain un

FRANÇOIS RENARD.

## ÉNERGIE

### M. Mauroy expose à l'Assemblée nationale la position du gouvernement sur le contrat gazier franco-soviétique

Alors que le premier ministre, M. Mauroy, doit exposer la position du gouvernement sur le contrat gazier franco-soviétique à l'Assemblée nationale, dans l'après-midi du 28 janvier, M. Mitterrand a tenu, dès le conseil des ministres du 27 janvier, à justifier cet accord. Le P.-D.-G. a-t-il dit, s'est engagé sur un chemin dont nul ne se fera dévier : celui de la construction d'une politique indépendante et autonome de la France, à l'égard de la sécurité et de la liberté. « L'indépendance et la sécurité de la France, à-t-il ajouté, nécessitent la maîtrise de l'économie, de même qu'elles reposent sur son propre effort de défense, sur le respect de l'indépendance et sur l'organisation de la sécurité collective en Europe. Le président de la République a tenu à rappeler que « l'effort de la France en faveur de la sécurité collective est de loin le plus important parmi les nations engagées dans la lutte pour les droits de l'homme dans ce pays ».

M. Mauroy, président de l'Assemblée nationale, interrogé sur France-Inter, a, de son côté, affirmé : « Je ne vois pas en quoi la conclusion d'un accord de ce type modifierait en quoi que ce soit le sort des Polonais. La France est aujourd'hui le pays le plus ouvert au monde, plus pour la Pologne, puisque nous consacrons 5 milliards de francs pour secourir ce pays. Et nous continuerons ».

#### M. Barre : « Je confirme mon accord »

Autre soutien plus inattendu à la décision gouvernementale, M. Raymond Barre, après avoir précisé que les négociations avaient commencé lorsqu'il était premier ministre, a indiqué au quotidien Rhône-Alpes : « J'ai le respect de la continuité de la politique de la France, à l'égard de la sécurité et de la liberté. Je confirme donc mon accord sur les décisions que le gouvernement a prises en ce domaine. » « Je refuse », avait-il ajouté, les amalgames politiques économiques que certains font ».

Dans un communiqué M. Barre a toutefois souligné, dans la soirée du 27 janvier, que « les propositions qui ont été faites ne peuvent être dissociées de l'analyse

#### M. Bouffix devrait rester à la présidence d'E.D.F.

Le conseil d'administration d'Électricité de France a proposé le renouvellement du mandat de M. Marcel Bouffix comme président. En vertu d'un décret du 26 février 1979 réduisant à trois ans la durée du mandat des présidents des entreprises nationales, le mandat de M. Bouffix est venu à expiration le 16 janvier. M. Bouffix souhaitait le renouvellement. Il est probable qu'il avait l'accord de l'actuel gouvernement qui doit intervenir la décision du conseil d'administration en conseil des ministres. Ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de mathématiques, M. Bouffix est entré à E.D.F. en 1949. Directeur général de l'entreprise nationale pendant près de douze ans, il a succédé à M. Delourme à la présidence d'E.D.F. en janvier 1979. Il est âgé de cinquante-deux ans.

## SOCIAL

### Le SMIC sera-t-il mensualisé ?

Les partenaires sociaux doivent se réunir, le 16 février, au sein de la commission supérieure des conventions collectives, pour étudier la réforme et la progression du salaire minimum de croissance (SMIC). Au moins trois grandes questions se posent aux syndicats, aux employeurs et au gouvernement.

● Le SMIC dont la fixation est basée sur un salaire horaire, actuellement plus 18,15 F, va-t-il enfin devenir mensuel ? L'application de l'ordonnance prévoyant qu'en 1982 la durée légale hebdomadaire sera ramenée de 40 à 39 heures pose en effet un problème. Le maintien du pouvoir d'achat des salariés signifie que tous les salariés en poste qui gagnent 3 156 F par mois (174 heures par 18,15 F sur la base de 40 heures par semaine) percevront toujours 3 156 F en février, même si la durée effective passe de 40 à 39 heures par semaine. Mais les nouveaux embauchés qui ne seront pas concernés par la réduction de durée, percevront 3 078 F, soit 78 F de moins, dans les faits, deux SMIC ?

au risque d'entraîner un accroissement de charges pour les entreprises.

● Deuxième question : la répartition partielle des charges sociales sera-t-elle maintenue ou élargie ? Dès leur entrée au pouvoir, les socialistes, en majorant fortement le SMIC, avaient décidé de faire supporter par l'État la moitié des cotisations légales. L'extension de cette formule permettrait d'alléger les charges des entreprises dites de main-d'œuvre.

● Dernier problème en jeu : l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC sera-t-elle poursuivie ? Selon le plan intermédiaire 1982-1983, elle devrait être de 7 % environ. Les syndicats souhaitent qu'une programmation soit établie et les pouvoirs publics, eux, entendent lier cette évolution à celle de l'économie.

Le gouvernement devrait, le 16 février, donner un début de réponse à ces questions, et le conseil des ministres devrait se prononcer avant le 1<sup>er</sup> mars sur l'opportunité d'une mensualisation du SMIC. Il pourrait aussi décider d'anticiper la majoration automatique de 2 % du SMIC — en raison de l'inflation — en décidant de procéder à cette réévaluation le 1<sup>er</sup> avril. — J.-P. D.

### Les syndicats patronaux dénoncent les « rigidités » de l'ordonnance sur le travail temporaire

L'adoption, par le conseil des ministres du 28 janvier, de deux ordonnances relatives au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée, suscite des réactions défavorables de la part des syndicats patronaux. Ainsi, le centrale de M. Maire estime que ces textes « vont dans le sens des orientations définies par la C.F.D.T. à son congrès de Brest » la réaction du travail patronal.

De son côté, F.O. « apprécie positivement » le contenu des ordonnances, qui renferme « un certain nombre de propositions qu'elle a formulées ». L'organisation de M. Bergeron demande « un ren-

forcement des travailleurs temporaires successivement sur un même poste. Pour l'UNETT, date à date, « oblige l'utilisateur à prévoir, ce qui est par nature imprévisible, la durée exacte de la mission d'un intérimaire ». Une mission de courte durée aurait pu être prolongée, pour-rait-elle, se terminer alors brutalement, sans offrir au salarié intérimaire la certitude qu'une nouvelle mission lui succéderait, à condition que les capacités



(Dessin de KONK.)

fort des moyens dont disposent les services de ministre du travail pour faire appliquer cette nouvelle loi. Quant à la C.F.T.C., elle considère que les dispositions prises vont rendre « la situation des travailleurs concernés plus acceptable », et elle souhaite une rapide reprise des négociations sur l'établissement d'une convention collective entre les centrales ouvrières et les syndicats patronaux du travail temporaire.

Ces derniers dénoncent, pour leur part, les « rigidités » de l'ordonnance gouvernementale concernant l'intérim. Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 27 janvier, M. Claude Derouin, président de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT), a déclaré :

« Enfin, le Syndicat national de la petite et moyenne industries (S.N.P.M.I.) patronal indépendant affirme, dans un communiqué : « Concernant le travail temporaire et les contrats à durée déterminée, le S.N.P.M.I. se félicite que le principe ait été maintenu pour y recourir soient plus contraignantes et plus coûteuses pour les entreprises utilisatrices qu'il représentaient. »

Les syndicats patronaux de l'intérim s'élèvent, en particulier, contre deux mesures : l'institution du contrat date à date (avec indication de la date de fin de mission) et l'interdiction d'em-

#### NIVEAU BAC (ou plus)

Par une formation intensive de plein temps de 360 heures dont 180 heures sur ordinateur connectée à un ordinateur Hewlett-Packard 3000, vous pourrez devenir

#### PROGRAMMEURS-ANALYSTES

Tests d'aptitude préliminaires. Institut du groupe



Premier spécialiste français aux méthodes informatiques Hewlett-Packard. Enseignements et inscriptions : Tél. 562.43.20.

Institut SERIC, établissement privé d'enseignement continu 32 rue de Valenciennes 75008 Paris.

Je tiens à...







Avis financiers des sociétés

SICAV DU GROUPE CIC				
31.12.81 30.9.81 Sicav (vocation)	Actif net	Nombre d'actions	Valeur liquidative	Coupon (dernier payé)
<b>CREDINTER</b> (INTERNATIONALE)	277.242.116 F (290.326.246 F)	1.198.392 (1.217.328)	231,35 F (238,48 F)	6,45 F (1.4.81)
<b>FRANCIC</b> (MONROY)	919.785.845 F (740.612.943 F)	5.757.395 (4.454.781)	159,76 F (166,25 F)	7,70 F (1.7.81)
<b>OBLISEM</b> (RENDIMENT)	404.726.425 F (449.863.094 F)	3.474.835 (3.571.659)	116,47 F (125,95 F)	11,50 F (22.12.81)
<b>SICAVIMMO</b> (VALEURS IMMOBIL.)	271.239.177 F (305.969.855 F)	903.621 (937.409)	300,16 F (326,40 F)	23,10 F (1.7.81)
<b>S.N.I.</b> (GENERALE)	1.252.757.704 F (1.311.563.787 F)	1.831.614 (1.852.440)	683,96 F (708,02 F)	30,00 F (13.4.81)
<b>UNIJAPON</b> (VALEURS JAPONAISES)	1.105.648.495 F (1.076.456.216 F)	1.850.070 (1.815.603)	597,38 F (594,34 F)	9,14 F (1.7.81)

## BANQUE WORMS

**Financement de deux hôtels au Cameroun**

La Banque Worms assure le financement de deux hôtels français construits à Douala et Yaoundé au Cameroun par Cameroun Bernard et Bergon Geoffroy Co. Le financement est réalisé par un crédit financier à sept ans de 48 millions de francs et un crédit financier à dix ans de 31 millions de francs mis à la disposition de la Société générale de Banque au Cameroun.

Sous l'égide de la Banque Worms, chef de file, le consortium bancaire comprend Bank of America, First National Bank of Boston, Paribas et Crédit du Nord.

## COCHERY

An 31 décembre 1981, le groupe Cochery a réalisé un chiffre d'affaires T.T.C. de 2,7 milliards de francs, en augmentation de 13,6 % sur celui de l'an dernier.

Malgré des résultats en France largement positifs, les comptes 1981 feront apparaître une perte, tant au niveau de la société mère que du groupe, du fait des difficultés rencontrées au Cameroun dans le cadre de la filiale G.E.A.D. (Groupe d'entreprises au Cameroun).

L'appartenance toute récente de Cochery au groupe S.G.S. (Société générale d'entreprises) va permettre très rapidement à Satom et Bourdin et Chausse, filiales de la S.G.S., im-

plantées toutes deux au Cameroun depuis trente ans, de reprendre la gestion des intérêts de Cochery dans ce pays.

## MATRA

Le conseil d'administration de Matra s'est réuni à la demande de son président le mardi 26 janvier pour étudier les mesures à prendre après l'ordonnance de référé rendue le 22 janvier.

Cette ordonnance suspend l'application de la 4<sup>e</sup> résolution qui, votée à l'assemblée générale du 14 janvier, a décidé d'une augmentation de capital réservée à l'Etat.

Le conseil a donné pouvoir à son président pour qu'il recherche toute solution permettant de satisfaire à l'ordonnance du tribunal de commerce tout en maintenant dans le cadre du contrat signé avec le premier ministre le 12 octobre 1981.

## AFFAIRES

## Le président de Matra va tenter de régler le différend qui l'oppose à des actionnaires minoritaires

Réuni le mardi 26 janvier 1982 pour examiner les conséquences de la décision du tribunal de commerce faisant droit au recours intenté par le Rassemblement des actionnaires de Matra (RAMA) (le Monde daté 24-26 janvier), le conseil d'administration de Matra a publié mercredi un bref communiqué.

De ce document sibyllin, il ressort que le conseil de Matra s'est borné « à donner pouvoir à son président (M. Lagardère) pour qu'il recherche toute solution permettant de satisfaire à l'ordonnance du tribunal de commerce, tout en maintenant dans le cadre du contrat signé avec le premier ministre le 12 octobre 1981 ».

Le refus de la société d'apporter le moindre commentaire à ce commu-

nié témoigne de l'embarras dans lequel elle se trouve plongée après l'ordonnance de référé du 22 janvier dernier. Celui-ci a pour effet de suspendre l'application de la quatrième résolution votée à l'assemblée générale de Matra le 14 janvier 1982, qui porte sur l'augmentation du capital de Matra et sur la procédure d'échange d'actions qui doit permettre à l'Etat de prendre une participation de 51 % dans le capital de la firme, conformément au protocole du 12 octobre dernier signé par M. Lagardère et M. Mauroy et dont le contenu n'a jamais été rendu public dans son intégralité.

La marge de manœuvre de M. Lagardère est étroite. Les pouvoirs publics, en effet, se retranchant derrière le caractère de « droit privé » de l'accord conclu, estiment qu'il convient à Matra de régler les problèmes que lui pose ce groupement d'actionnaires contestataires. De son côté, le RAMA apparaît bien décidé à jouer à fond sur la procédure pour obtenir une indemnisation supérieure aux chiffres initialement prévus : 1 215 F par action Matra et 251 F par action M.M.B. (« Multi Médias Beaujeu »), représentant les anciens actifs « médias » de Matra. — S.M.

## NUMÉRO UN MONDIAL DE LA LOCATION DE VÉHICULES

## Hertz est à vendre

Le groupe Hertz, numéro un mondial de la location de véhicules sans chauffeur, avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars (8,5 milliards de francs environ) est à vendre. En raison de ses difficultés financières, sa maison mère, le groupe américain R.C.A. (radio et télévision), cherche un acheteur. Des négociations ont été engagées avec plusieurs firmes, dont les noms n'ont pas été rendus publics. Jusqu'à présent, elles ont échoué sur le prix de cession.

Entré dans le groupe R.C.A. en 1967, Hertz a été pendant plus de dix ans l'un de ses fleurons. Mais au cours des trois dernières années, le loueur automobile a subi des revers de fortune. En plus de sa baisse d'activité, notamment dans les aéroports internationaux, la compagnie a terriblement souffert de la chute des cours sur le marché américain des voitures d'occasion (45 milliards de francs). Les P.D.G. se succèdent à sa tête et le dernier en date, M. Thornton Bradshaw, de la hausse des taux d'intérêt. De fait, pour renouveler sa flotte, Hertz a recours aux emprunts à court terme et rien que pour les neuf premiers mois de 1981 ses

fruits financiers ont atteint 125,4 millions de dollars (720 millions de francs contre 80,5 millions, 449 millions de francs en 1980 à pareille époque). Par voie de conséquence, ses profits n'ont cessé de s'éroder. Son bénéfice avant impôt est revenu à 127,1 millions de dollars (- 13,5 %) en 1980 et les comptes de l'exercice écoulé devraient se solder par un résultat nul.

De son côté, le groupe R.C.A. n'est pas dans une situation beaucoup plus brillante. Attaqué de tous côtés, par ses concurrents japonais, il perd des parts de marché. Le vidéodisque, sur lequel il comptait pour remonter la pente, a été un échec et lui a coûté 300 millions de dollars (1,1 milliard de francs) et pour 1981 ses comptes se sont soldés par un déficit de 54 millions de dollars (309 millions de francs) avec un chiffre d'affaires stable à 8 milliards de dollars (45 milliards de francs). Les P.D.G. se succèdent à sa tête et le dernier en date, M. Thornton Bradshaw, de la hausse des taux d'intérêt. De fait, pour renouveler sa flotte, Hertz a recours aux emprunts à court terme et rien que pour les neuf premiers mois de 1981 ses

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## La réforme du Fonds européen de développement régional risque de pénaliser les projets français

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). La réforme du Fonds européen de développement régional (Fedr) envisagée par les instances communautaires remet en cause le statut dont la France bénéficie actuellement à l'intérieur de ce fonds.

Pour l'instant, le Fedr n'est qu'un simple mécanisme de transfert financier. La Commission européenne joue le rôle de caissier qui assure un financement complémentaire des projets engagés par les administrations nationales : la répartition du total des sommes disponibles (onze milliards de francs cette année) étant établie préalablement (13 % pour la France).

Depuis deux ans, 5 % des fonds de la C.E.E. sont toutefois placés en dehors des quotas nationaux et gérés directement par Bruxelles. C'est sur ces crédits « hors quota » que la Communauté finance sa participation au programme de développement du Grand Sud-Ouest.

Afin de répondre aux demandes de la Grande-Bretagne sur la contribution au budget communautaire, c'est là la principale raison de la mise en chantier de la réforme. Les Dix ont accepté que les ressources du Fedr soient destinées particulièrement aux « pays les moins développés », c'est-à-dire le Royaume-Uni, la Grèce, l'Irlande et l'Italie. Les capitales européennes sont aussi convenues que la dotation du fonds régional sera augmentée de façon sensible chaque année.

Dans ses propositions formulées en octobre dernier, la Commission demande que 80 % du montant

annuel soient attribués dès 1983 à ces quatre Etats membres, au lieu des 25 % des sommes sous quota. Afin d'amorcer une véritable politique régionale de la C.E.E., elle souhaite que les 20 % restants soient mis dans une section « hors quota » : les décisions de financement qui seraient prises par Bruxelles devant se faire selon des critères communautaires.

L'accord n'est pas intervenu pour l'instant sur ce schéma, ni les uns ni les autres ne voulant être écartés définitivement de l'un des deux modes de financement. Reste que la concentration de l'aide communautaire est désormais acquise et que la France est l'Etat qui risque de perdre le plus au change. Parmi les « pays riches » elle est, en effet, le seul à bénéficier d'un « quota important. Aussi le gouvernement français souhaite-t-il d'une façon ou d'une autre le maintien de la garantie actuelle.

La seconde difficulté pour la France concerne la définition relative par Bruxelles pour l'attribution des fonds placés sous sa responsabilité. Il est proposé que les crédits de la section « hors quota » soient destinés principalement aux régions de la Communauté particulièrement affectées par des problèmes récents et graves de déclin industriel. La Commission acceptera-t-elle un « saupoudrage » de son aide si la DATAR présente des dossiers qui vont à l'encontre du principe de la concentration des fonds octroyés par le Fedr.

MARCEL SCOTTO.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U. ...	5,9215	5,9255	paix	+ 60	+ 20 + 60	+ 20 + 60	+ 20 + 60	+ 20 + 60
\$ Can. ...	4,9155	4,9585	+ 26	+ 38	+ 26 + 38	+ 26 + 38	+ 26 + 38	+ 26 + 38
Yen (100) ...	2,5695	2,5695	+ 109	+ 109	+ 335 + 335	+ 1070 + 1070	+ 1070 + 1070	+ 1070 + 1070
DM ...	2,5410	2,5450	+ 30	+ 110	+ 120 + 220	+ 610 + 690	+ 610 + 690	+ 610 + 690
FF (100) ...	2,1130	2,1150	+ 38	+ 182	+ 182 + 285	+ 560 + 620	+ 560 + 620	+ 560 + 620
£ S. (100) ...	14,9820	14,9798	- 285	- 188	+ 1090 + 785	- 5170 - 5245	- 5170 - 5245	- 5170 - 5245
£ S. (1000) ...	3,1850	3,1910	+ 140	+ 175	+ 320 + 380	+ 950 + 1055	+ 950 + 1055	+ 950 + 1055
£ S. (1000) ...	4,7010	4,7110	+ 82	+ 82	+ 250 + 250	+ 720 + 720	+ 720 + 720	+ 720 + 720
£ S. (1000) ...	10,5490	11,0220	- 52	- 52	+ 180 + 285	+ 450 + 700	+ 450 + 700	+ 450 + 700

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 7/8	10 1/8	10 3/8	10 1/4	10	10 3/8	10	10 3/8
\$ E.-U. ...	12 7/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8
FF (100) ...	9 3/4	10	10 1/4	10 1/4	10	10 1/4	10 1/4	10 1/4
£ S. (100) ...	13 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ S. (1000) ...	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
£ S. (1000) ...	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
£ S. (1000) ...	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
£ S. (1000) ...	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2

Nous fournissons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# Communiqué de la General Petroleum and Minerals Organization (Petromin) of Saudi Arabia

La General Petroleum and Minerals Organization (Petromin) of Saudi Arabia fait savoir qu'elle est la seule organisation autorisée par le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite à assurer les ventes de brut conformément aux dispositions de la politique de vente officielle.

Abstraction faite de certains contrats antérieurs, tels les accords de vente de brut conclus avec certaines compagnies internationales en échange d'investissements substantiels de leur part dans des projets de développement pétrolier et pétrochimique au Royaume d'Arabie Saoudite, l'un des principes majeurs de la politique de vente gouvernementale appliqués par Petromin est que les ventes de brut saoudien se pratiquent exclusivement à

l'échelon gouvernemental, intervenant directement de gouvernement à gouvernement sous réserve de l'approbation spécifique du gouvernement saoudien.

Ces ventes font l'objet de contrats entre, d'une part, Petromin et, d'autre part, l'organe désigné par le gouvernement étranger acheteur de brut. Il convient de noter que tous les contrats de Petromin, qu'ils concernent le brut, les produits raffinés ou les gaz liquéfiés, excluent en toutes circonstances la participation d'intermédiaires quels qu'ils soient. De même, le paiement de commissions de tout montant à toute partie constitue une violation des termes contractuels et entraîne, s'il est prouvé, la résiliation du contrat.

Petromin



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

27 JANVIER

Plus hésitant.

Nouveau repli du napoléon

Poursuivant son mouvement de balancier, le marché parisien s'offre une séance de correction en ce milieu de semaine après la vive avance constatée mardi sur les valeurs françaises.

La Bourse continue cependant à faire preuve de bonnes dispositions ainsi qu'en témoigne l'évolution de l'Indicateur instantané en cours de séance.

Alors qu'il s'élevait le 1% de hausse au premier son de cloche, ce témoin du marché français progressivement marche à l'arrière au fur et à mesure des cotation pour se borner à un gain de 0,4% en fin de séance.

Entre-temps, un peloton groupé de titres avait tenté une échappée dont devaient bénéficier Chiers (+7,5%), CIT-Alcatel et Sommer Allibert (+5%), Pechelbronn et Raffinage (+5%) et, surtout, Usthor (+12%), alors qu'il a été confirmé en conseil des ministres la nomination de son nouveau président, M. Lévy.

A l'inverse, Silec, Saules, Jacques Borel et Ciment Français s'inscrivent en retrait de 3% à 5%.

Sur le marché de l'or, le napoléon est à nouveau en baisse à 651 F (-11 F), perdant ainsi près de 5% depuis le début de la semaine, mais le lingot va de l'avant à 71 610 F (+405 F), le cours du métal fin progressant sensiblement à 322,50 dollars l'once contre 317,50 la veille.

Repli du dollar à 5,860 F en séance officielle (5,870 F mardi), la devise américaine se maintient à 7,27/31 F.

La cotation de Maitre sans suspens, et le conseil d'administration de la forme, qui s'est réuni mardi 26 janvier, a simplement confié à son président, M. Leprieux, la mission de rechercher une solution après la recense déposée par les actionnaires minoritaires et qui a pour effet de bloquer, pour l'instant, le mécanisme de prise de participation majoritaire de l'Etat dans le capital de Maitre.

## NEW-YORK

Toujours hésitant

Si Wall Street n'a guère manifesté de réactions au message sur l'état de l'Union prononcé par le président Reagan, elle a porté beaucoup plus d'attention aux propos tenus par le secrétaire américain au Trésor. S'adressant à la commission économique mixte du Congrès, M. Donald Regan a notamment déclaré que la réaction que connaissent actuellement les Etats-Unis devrait prendre fin « dans le courant du printemps », ajoutant, pour faire bonne mesure, que la reprise de l'activité, quand elle interviendra, ne devrait pas se produire à un rythme trop rapide si la croissance monétaire peut être contenue dans la limite de 2,5% à 3%.

Donnant ensuite une conférence de presse, M. Regan a précisé que le déficit budgétaire prévu devrait être couvert par l'emprunt, sans provoquer de tensions graves sur les marchés des capitaux grâce à l'augmentation concomitante de l'épargne, ce qui semblerait exclure toute nouvelle poussée à la hausse sur les taux d'intérêt.

Cette interprétation est analysée avec la plus grande prudence par les spécialistes, qui savent parfaitement que les besoins du Trésor pour le seul premier trimestre en cours devraient atteindre 40 milliards de dollars.

Devant cette situation, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est contenté d'afficher une hausse de 1,15 point, à 842,66, le volume des échanges atteignant 50,06 millions d'actions contre 44,57 millions la veille.

VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	22 1/4	+1/4
A.T.T.	59 1/2	+1/4
Boeing	20 5/8	+1/8
Chrysler	20 1/2	+1/8
Deere	36 1/2	+1/4
Du Pont de Nemours	31 3/4	+1/4
Eastman Kodak	71 3/4	+1/4
General Electric	37 1/2	+1/4
General Motors	37 1/2	+1/4
IBM	18 3/4	+1/4
ITT	28 3/4	+1/4
McDonald	23 1/2	+1/4
Rockwell	48 3/4	+1/4
Schlumberger	30 3/4	+1/4
Texas	16 1/2	+1/4
Union Carbide	45 3/4	+1/4
U.S. Steel	24 3/4	+1/4
Westinghouse	26 1/2	+1/4
Xerox	38 1/2	+1/4

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

SONY. - Le constructeur japonais a annoncé la mise au point d'un récepteur de télévision « de poche » en noir et blanc, baptisé « Flat TV ».

De la taille des petits magnétophones que la firme commerciale déjà, ce matériel, équipé d'un tube de 16 centimètres et pesant 520 grammes, sera commercialisé en février prochain au prix de 1 400 F environ, ce qui en fait le plus petit et le moins cher des récepteurs de télévision.

groupes d'activités fibres synthétiques du groupe néerlandais AKZO, ce secteur industriel devrait enregistrer une légère augmentation du volume de ses ventes cette année, tout au moins en Europe occidentale.

En 1981, les producteurs ouest-européens de fibres synthétiques ont réalisé de meilleures performances que leurs confrères américains ou japonais avec un accroissement de production en volume de 3% environ contre 1% seulement aux Etats-Unis et une diminution de 2% au Japon.

AKZO. - Selon la firme ENKA, qui représente la production de la société néerlandaise une somme de 450 millions de francs au 31 décembre 1981, ce qui correspond à environ 29 F par action Unibail.

Unibail. - Le patrimoine immobilier de la société représentait une somme de 450 millions de francs au 31 décembre 1981, ce qui correspond à environ 29 F par action Unibail.

Après l'acquisition d'un immeuble du dix-septième siècle rue Pierre-Lescot, dans le quartier des Halles, la société a annoncé qu'elle avait signé avec une grande chaîne de distribution du Sud-Ouest un contrat de crédit-bail à taux variables et à annuités fixes de 25 millions de francs, le premier du genre.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31.12.79)

Valeurs françaises	189,2	189,5
Valeurs étrangères	106,7	106,3
C-DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 29.12.1981)	96,5	97,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (Euros par 100 francs)

1 mois	15
3 mois	15
6 mois	15
1 an	15

COURS DU DOLLAR A TOKYO (1 dollar en yen)

28/1	238,20
27/1	238,50

# BOURSE DE PARIS Comptant 27 JANVIER

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
5%	25	0,978	Belin	141	135,40	Mors	204	201	Edf	126	126
6%	34,00	0,943	Bois	404	404	Edf	126	126	Edf	126	126
8%	71	1,479	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
10%	150	1,549	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
12%	220	3,962	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
14%	340	6,027	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
16%	460	8,092	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
18%	580	10,157	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
20%	700	12,222	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
22%	820	14,287	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
24%	940	16,352	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
26%	1060	18,417	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
28%	1180	20,482	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
30%	1300	22,547	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
32%	1420	24,612	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
34%	1540	26,677	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
36%	1660	28,742	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
38%	1780	30,807	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
40%	1900	32,872	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
42%	2020	34,937	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
44%	2140	36,992	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
46%	2260	39,057	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
48%	2380	41,112	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
50%	2500	43,177	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
52%	2620	45,232	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
54%	2740	47,297	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
56%	2860	49,352	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
58%	2980	51,417	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
60%	3100	53,472	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
62%	3220	55,537	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
64%	3340	57,592	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
66%	3460	59,657	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
68%	3580	61,712	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
70%	3700	63,777	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
72%	3820	65,832	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
74%	3940	67,897	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
76%	4060	69,952	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
78%	4180	72,017	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
80%	4300	74,072	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
82%	4420	76,137	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
84%	4540	78,192	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
86%	4660	80,257	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
88%	4780	82,312	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
90%	4900	84,377	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
92%	5020	86,432	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
94%	5140	88,497	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
96%	5260	90,552	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
98%	5380	92,617	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126
100%	5500	94,672	Bois	220	220	Edf	126	126	Edf	126	126

# Marché à terme

Compt. Pénit. Compens.			VALEURS			Compt. Pénit. Compens.			VALEURS			Compt. Pénit. Compens.			VALEURS		
Cours	Précéd. cours	Déclat. cours	Cours	Précéd. cours	Déclat. cours	Cours	Précéd. cours	Déclat. cours	Cours	Précéd. cours	Déclat. cours	Cours	Précéd. cours	Déclat. cours	Cours	Précéd. cours	Déclat. cours
258 132	256 126	Payeur-Hazard - Pénit. (Pen.)	296 132	306 131	300 130	8 Unisat - (Gold)	8 55 7 35	7 35 7 20	72 Harmony	76 50 72 23	80 40 72 23	78 90 72 23	78 23 72 23	78 23 72 23	78 23 72 23	78 23 72 23	
510 155	515 181	(Gold)	182 131	183 131	180 130	158 U.T.A.	155 150 150 140	150 140 150 120	345 Hochtief AG	368 359 368 359	359 359 368 359	359 359 368 359	359 359 368 359	359 359 368 359	359 359 368 359	359 359 368 359	
142 20 31	142 20 31	(Canada)	32 80	31 80	31 80	210 Valéo	214 213 213 222	222 222 220 90	42 Imp. Chimical	48 48 48 48	48 48 48 48	48 48 48 48	48 48 48 48	48 48 48 48	48 48 48 48	48 48 48 48	
92 132	92 132	(Gold)	158 180	180 180	180 180	120 Valeo	129 129 120 120	120 120 120 120	82 Inc. Limited	94 90 94 90	92 90 94 90	92 90 94 90	92 90 94 90	92 90 94 90	92 90 94 90	92 90 94 90	
127 300	127 300	(Gold)	305 306	306 306	303 300	900 V. Clouet-P.	1010 1000 1000 865	865 865 865 865	425 IBM	451 451 451 451	450 450 450 450	450 450 450 450	450 450 450 450	450 450 450 450	450 450 450 450	450 450 450 450	
130 130	130 130	(Gold)	165 165	165 165	160 160	886 Vireg	722 730 730 718	718 718 718 718	187 I.T.Y.	253 253 253 253	250 250 250 250	250 250 250 250	250 250 250 250	250 250 250 250	250 250 250 250	250 250 250 250	
460 157	460 157	Proclat	169 169	169 169	161 160	1070 Vireg	1070 1069 1069 1069	1069 1069 1069 1069	300 Miroslaw M.	391 387 387 387	387 387 387 387	387 387 387 387	387 387 387 387	387 387 387 387	387 387 387 387	387 387 387 387	
384 380	384 380	Polow	105 104	104 104	104 104	276 Amer. Express	267 267 262 282	282 282 282 282	153 Moli Corp.	185 180 185 180	180 180 180 180	180 180 180 180	180 180 180 180	180 180 180 180	180 180 180 180	180 180 180 180	
120 120	120 120	Polow	314 315	317 317	314 314	410 Amer. Teloph.	413 422 418 420	418 420 418 420	9100 Nord	112 110 112 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	
91 515	915 515	Primes Cst	528 533	533 535	525 525	410 Amer. Teloph.	413 422 418 420	418 420 418 420	9100 Nord	112 110 112 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	110 110 110 110	
180 180	180 180	Primes Cst	441 441	441 441	441 441	460 Amgold	460 486 486 486	486 486 486 486	465 Nord Hydro	479 470 479 470	470 470 470 470	470 470 470 470	470 470 470 470	470 470 470 470	470 470 470 470	470 470 470 470	
136 130	136 130	Primes Cst	127 120	120 128	125 120	575 B. Oronova	588 600 595 590	590 590 590 590	576 Petrobrás	709 709 709 709	709 709 709 709	709 709 709 709	709 709 709 709	709 709 709 709	709 709 709 709	709 709 709 709	
220 220	220 220	Rafin. S.A.	550 556	556 556	556 556	400 BASF (Alc)	419 420 420 420	420 420 420 420	7455 Petrobrás	745 745 745 745	745 745 745 745	745 745 745 745	745 745 745 745	745 745 745 745	745 745 745 745	745 745 745 745	
150 150	150 150	Rafin. S.A.	238 238	238 238	238 238	215 Baffinland	215 220 222 231	231 232 230 232	260 Phillips	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	
25 260	246 246	Rafin. S.A.	238 238	238 238	238 238	215 Baffinland	215 220 222 231	231 232 230 232	260 Phillips	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	63 63 63 63	
288 104	288 104	Rafin. (Pen)	100 106	104 104	104 104	30 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
1704 1704	1704 1704	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
120 120	120 120	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
1508 1508	1508 1508	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
120 120	120 120	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
220 220	220 220	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
150 150	150 150	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
150 150	150 150	Rafin. (Alc)	800 804	804 804	804 804	300 Charner	300 315 315 315	315 315 315 315	700 Gulfville	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	705 705 705 705	
324 324	324 324	Rafin. (Alc)	130 130	130 130	128 128	486 Euro-Trans.	258 258 258 258	258 258 258 258	500 S.A. S.A.	657 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	
205 205	205 205	Rafin. (Alc)	130 130	130 130	128 128	486 Euro-Trans.	258 258 258 258	258 258 258 258	500 S.A. S.A.	657 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	
32 182 80	32 182 80	Rafin. (Alc)	130 130	130 130	128 128	486 Euro-Trans.	258 258 258 258	258 258 258 258	500 S.A. S.A.	657 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	652 652 652 652	
310 189	310 189	St-Louis B.	174 174	174 174	167 160	276 Ericsson	286 280 276 276	276 276 276 276	111 Gary	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	
1460 32	1460 32	(Gold)	174 174	174 174	167 160	206 Enxona Corp.	214 211 211 211	211 211 211 211	100 U.S. Min. / 10	100 100 100 100	100 100 100 100	100 100 100 100	100 100 100 100	100 100 100 100	100 100 100 100	100 100 100 100	
41 30 30	41 30 30	S.A. S.A.	310 313	313 311	308 300	127 Euro-Trans.	130 128 128 128	128 128 128 128	120 U.S. Min. / 10	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	
48 05 34	48 05 34	S.A. S.A.	310 313	313 311	308 300	127 Euro-Trans.	130 128 128 128	128 128 128 128	120 U.S. Min. / 10	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	
300 116	300 116	Schneider	128 128	124 124	123 120	127 Euro-Trans.	130 128 128 128	128 128 128 128	120 U.S. Min. / 10	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	
44 S.C.O.A.	44 S.C.O.A.	Schneider	128 128	124 124	123 120	127 Euro-Trans.	130 128 128 128	128 128 128 128	120 U.S. Min. / 10	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	
77 77	77 77	Schneider	128 128	124 124	123 120	127 Euro-Trans.	130 128 128 128	128 128 128 128	120 U.S. Min. / 10	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	120 120 120 120	



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL : « Pouvoir majoritaire et pouvoir d'opposition », par Maurice Duverger ; « République ou monarchie ? », par Philippe Nemo.

### ÉTRANGER

3. LA SITUATION EN POLOGNE ET SES REPERCUSSIONS : Le contre-espionnage entre en scène.

4. EUROPE : RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : le gouvernement de M. FitzGerald a donné sa démission.

4. DIPLOMATIE : M. Reagan n'exclut pas un nouvel embargo céréalier contre l'U.R.S.S.

4. PROCHE-ORIENT : ÉTATS-UNIS : à qui profite le meurtre de l'attaché militaire américain à Paris ?

4. SALVADOR : des insurgés attaquent une base aérienne proche de la capitale.

5. ASIÉ : La Malaisie entre le modernisme et l'intégrisme : la Malaisie (IV), par Roland Delcourt.

### POLITIQUE

7. L'adoption du projet sur les conseils de prud'hommes à l'Assemblée nationale.

8. M. Mauroy entreprendra une nouvelle campagne d'explication avec les cantonniers.

9. Les députés communistes dénoncent la manipulation de l'information à la télévision.

### SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : une déclaration de la FEN après son entrevue avec le ministre de l'éducation nationale.

— MÉDECINE : M. Jean-Jacques Sarvan-Schreiber préside le Centre mondial de la micro-informatique.

— JUSTICE : vols et ventes d'archives.

### LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON : de Bertrand Jean-Delpach : Michel Deguy et Jean Ricardou.

12. AU FIL DES LECTURES : LA VIE LITTÉRAIRE : à la 16. ACADEMIE FRANÇAISE : la réception de M. Jacques de Bourbois Basset ; le discours de réplique ; la réponse de M. Michel Déon.

17. PORTRAIT : Edmond Jabès et les mystères de l'écriture.

18. HISTOIRE : un entretien avec Henri Noguères.

### CULTURE

21. THÉÂTRE : à Marseille, Morécho Jean Brecht.

22. CINÉMA : Espion, lève-toi, d'Yves Boisset.

23. RADIO-TELEVISION : — VU : Châneau pour commencer ; à propos des « petites annonces » sur FR3 : incident entre M. Guy Thomas et M. Jean-Luc Hennig.

### RÉGIONS

25. TRANSPORTS : les projets de M. Fiterman.

### ECONOMIE

26. INDUSTRIE : la troisième plénarie des F.D.G. de la sidérurgie vers-t-elle la fin du tunnel.

— SOCIAL : 27. CONJONCTURE.

27. AFFAIRES.

RADIO-TELEVISION (23) : INFORMATIONS « SERVICES » (20) ; La mode : Météorologie et bulletin d'enseignement ; Mots croisés ; Loterie nationale et Loto ; Journal officiel.

Annouces classées (24-25) ; Carnet (27) ; Programmes spectacles (22) ; Bourse (29).

Le numéro du « Monde » daté 28 janvier 1982 a été tiré à 547 026 exemplaires.

STYLISTES Copies couleurs Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42 DELAI 24 H. URGENCES 6 MINUTES

ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12\* 347.21.32

A B C D E F G

## Un rapport alarmant de l'ONU

### L'usage des stupéfiants se répand sur toute la planète

De notre correspondant

New-York. — Le bureau des Nations unies pour le contrôle des stupéfiants est si découragé qu'il conclut, dans son rapport pour l'année 1981, que seule la diminution de la demande à des chances de réduire le volume d'un trafic qui s'étend de jour en jour à travers le monde et à toutes les couches de la population.

L'usage des stupéfiants ne marque, en effet, aucun recul, au contraire, il se répand géographiquement et démographiquement, touchant de plus en plus de pays, industrialisés ou non, de plus en plus d'adolescents et même d'enfants. La situation est d'autant plus grave que des drogues de plus en plus puissantes deviennent de plus en plus accessibles et sont consommées avec de moins en moins de précautions.

La lutte contre les trafiquants devient de plus en plus difficile dans la mesure où leurs réseaux s'étendent et où la production de drogue, dans certains pays, est à peu près impossible à contrôler. C'est ainsi que la récolte d'opium en Asie du Sud-Est a triplé en 1981 et aurait atteint 600 tonnes. Une partie grandissante de cette récolte est transformée en héroïne à destination des marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Les désordres politiques favorisent les trafics : pendant les six premiers mois de 1981, 1 tonne d'héroïne, 1 tonne de morphine et 17 tonnes d'opium ont été saisies en Iran.

La production de feuilles de coca en Bolivie et au Pérou s'accroît sans contrôle et favorise une augmentation spectaculaire de la production de cocaïne essentiellement à destination de l'Amérique latine et de l'Europe occidentale. D'autre part, la consommation de la pâte de coca à fumer se développe dangereusement en Amérique du Sud provoquant de graves désordres psychologiques et physiques chez ses usagers.

La consommation de cannabis est considérable et de plus en plus dangereuse dans la mesure où sa teneur en stupéfiant est plus forte et sa consommation plus fréquemment associée d'autres drogues. Le bureau s'élève contre les théories selon lesquelles l'usage de cannabis serait bénéfique, soulignant que les preuves multiplient qu'il peut provoquer des troubles divers et favoriser l'apparition de cancers.

La consommation de drogues psychotropes, elle aussi, s'accroît, car leur contrôle reste difficile étant donné leur nombreux usages médicaux. Le bureau consacre un article particulièrement alarmiste au développement de l'usage de la cocaïne en Europe occidentale : des quelques kilos de drogue saisis en 1970, on est passé à 200 kilos en 1980 et autant dans les neuf premiers mois de 1981. Les prises les plus importantes ont eu lieu en France, aux Pays-Bas, en

Espagne et au Royaume-Uni. Mais le trafic est aussi considérable en Italie. Le bureau lance un appel aux gouvernements pour entreprendre une lutte systématique et sérieuse contre la production et le trafic de drogue, ajoutant : « Les gouvernements savent bien que, à moins que la demande de stupéfiants ne décroisse, la réduction du trafic dans une région spécifique n'aura que peu d'effet, une source de production pouvant immédiatement en remplacer une autre ».

### Pour une « Année internationale »

C'est la raison pour laquelle le bureau demande que les efforts des gouvernements soient axés sur la prévention de l'usage des stupéfiants, ainsi que sur le traitement et la guérison des toxicomanes », et cela « avec le concours de toutes les couches de la population ».

Mais le rapport rappelle que la lutte contre le trafic ne peut avoir de succès que si les petits agriculteurs qui en tirent leur subsistance se voient offrir d'autres moyens de vivre, notamment en cultivant des produits alimentaires. Cette transformation ne pourra se faire que progressivement et sous le contrôle strict des gouvernements et des organisations internationales.

Les auteurs du rapport rappellent aussi que la coopération internationale est indispensable dans la lutte contre les trafiquants et incitent les gouvernements à enquêter, dans ce but, sur les transactions financières suspectes et à contrôler les banques. Devant l'énormité de la tâche, le bureau suggère que les Nations unies organisent, dès que possible, une « Année internationale contre la lutte contre les trafiquants », peut-être d'éveiller, ou de réveiller, l'attention des pays membres contre un fléau qui menace de s'étendre à l'ensemble de la planète.

NICOLE BERNHEIM.

## APRÈS LE RASSEMBLEMENT DE PARIS

### La C.G.C. prévoit d'autres mobilisations de cadres dans les capitales régionales

A l'occasion du rassemblement de l'encadrement de France à l'encadrement de la C.G.C., jeudi 28 janvier, de 17 à 20 heures, au Nouvel Hippodrome de la Ville de Paris, porte de Pantin, les dirigeants de la confédération des cadres espèrent rassembler au moins dix mille adhérents et sympathisants mécontents de la politique économique du gouvernement.

Le premier objectif de la C.G.C. est d'attirer l'attention des dirigeants politiques et patronaux sur les dangers d'une politique salariale égarée, une fiscalité injuste et envahissante et les « périlleuses manifestations » tentées ou envisagées pour la Sécurité sociale.

Le deuxième objectif est d'ordonner tactique. La C.G.C. veut renforcer ses organisations face aux syndicats de cadres cégétistes, cédétistes, etc. C'est donc une double mobilisation qui est lancée : contre les projets jugés dangereux du gouvernement et pour un syndicalisme de cadres plus fort.

Après le grand rassemblement parisien, d'autres réunions du même type seront organisées dans les grandes capitales régionales. Elles déboucheront, les 14 et 15 octobre, sur la tenue d'un inter-congrès où la C.G.C. se propose de discuter et d'adopter un « projet de société ». Par cette mobilisation, la C.G.C. entend aussi préparer sa campagne électorale pour les élections nationales prévues avoir lieu à la fin de cette année.

Face à cette colère, le gouvernement propose une « concertation ». Le « table rond » annoncé pour janvier, à Marignol, en présence du premier ministre. Cette rencontre devrait être suivie de contacts, au niveau ministériel, pour examiner les revendications de l'encadrement et mieux en tenir compte à l'occasion des réformes ou projets sur la Sécurité

### LE CONTROLE DOUANIER EST SUPPRIMÉ AU TUNNEL DU MONT-BLANC

La situation est redevenue normale ce jeudi matin 28 janvier aux abords des tunnels du Mont-Blanc (Haute-Savoie) et du Fréjus (Savoie). Les douaniers, qui observaient depuis lundi, une zone bloquée mercredi dans la soirée et de vifs incidents avaient marqué la journée : les conducteurs avaient arraché les listiers de sécurité de l'autoroute et dressé des barrières pour empêcher le passage des automobiles de tourisme ; d'autres avaient barré les voies de chemin de fer à la gare de Saint-Gervais. L'absence de postes douaniers qui ont été supprimés, indique un responsable de la direction des douanes. Les grévistes réclament le maintien de certains avantages qui ont été supprimés à l'occasion de la réduction du temps de travail de quarante et une à trente-neuf heures. — (Corresp.)

## UN COMMANDO RÉVOLUTIONNAIRE DÉTOURNE UN APPAREIL DE LIGNE COLOMBIENNE

Les guérilleros membres du M-19 (Mouvement du 19 avril, révolutionnaire de gauche) qui ont détourné, mercredi 27 janvier, un avion des lignes intérieures colombiennes, étaient bloqués ce jeudi 28 à bord de l'appareil sur l'aéroport de Cali, dans le sud-ouest du pays. Ils détenaient 78 passagers en otages. L'arrestation de donner l'assaut dans la soirée de mercredi, devant les postes de l'aviation, un Boeing 727, et perçant un réservoir. Les guérilleros, un commando composé de six hommes et une femme, ont réclamé un autre appareil. La requête a été rejetée par les autorités.

De source militaire, on indique que les autorités ont également refusé la médiation d'un évêque catholique, médiation réclamée par les pirates de l'air. Ces derniers ont libéré un certain nombre de leurs passagers. L'appareil a été détourné alors qu'il effectuait un vol entre Bogota et Pereira, dans le centre. Les pirates ont d'abord contraincé le pilote à revenir à Bogota. Ils connaissent alors la présence d'un membre de la commission gouvernementale chargée d'organiser d'éventuelles négociations avec les mouvements de guérilla. Ils ont changé d'avis et sont partis pour Cali. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

## INONDATIONS CATASTROPHIQUES AU PÉROU

### Plus de six cents morts et cinq mille disparus

Des inondations et des glissements de terrain catastrophiques ont balayé une vallée du bassin de l'Amazonie (un affluent de l'Amazone), situés sur le versant oriental des Andes à quelque 400 kilomètres au nord de Lima. D'après les premières informations, il y aurait plus de six cents morts déjà dénombrés et cinq mille disparus. La localité la plus touchée serait Uchiza qui aurait été engloutie, au moins partiellement, sous la boue et les pierres. La catastrophe est due à des pluies torrentielles qui sont tombées sur le Pérou et d'autres régions ont été aussi, subit des inondations.

Des catastrophes analogues se produisent aussi souvent dans les Andes. Les lacs y sont nombreux, les reliefs très accidentés et l'érosion très forte. Des lacs se forment derrière des rochers, des rochers, parfois d'anciennes moraines, parfois de boue et de pierres. Ces barrages peuvent céder ou s'effondrer, entraînant des torrents de boue et de pierres. Dans certains cas, il est possible de vider préventivement un lac dangereux. Parmi les catastrophes comparables qui ont frappé le Pérou, on peut citer celle de janvier 1982 qui avait tué près de 4 000 personnes sur les flancs du mont Huascarán, celle de mars 1981 (plus d'un millier de victimes) à Chusac (à 100 kilomètres au nord-est de Lima) et celle de mai 1974 (plus de 800 morts dans la vallée de Manasacra à 200 ou 300 kilomètres au sud-est de Lima).

Des personnes ont été légèrement blessées lors de l'effondrement du pont de l'Amazone, le 25 janvier, la centrale nucléaire américaine Ginna, située près d'Ontario dans l'état de New-York. Selon un porte-parole de la société chargée de la gestion de la centrale, aucun de ces employés n'a été hospitalisé. La contamination radioactive qu'ils ont subie étant limitée à quelques traces sur leurs vêtements.

### crédit MP



la façon facile d'acheter un beau bijou avec 10% comptant Exemple: cette alliance diamants vous l'emportez avec 1 500 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

MP

4, pl. de la Madeleine 260.31.44. 36, rue de Rivoli. 138, rue La Fayette. Catalogue couleur gratuit/échantillon

## ENLEVÉ LE 17 DÉCEMBRE A VÉRONE

### Le général américain James Dozier est libéré par la police à Padoue

D'après l'agence italienne ANSA, le général américain James Dozier, enlevé le 17 décembre par les Brigades rouges, a été libéré, ce jeudi matin 28 janvier, par la police. Le général a été libéré à Padoue, et cinq terroristes auraient été arrêtés au cours de l'opération menée contre l'appartement où était séquestré le général.

Le général Dozier, commandant en chef de l'état-major de l'OTAN à Vérone, avait été enlevé le 17 décembre dernier en fin d'après-midi par plusieurs terroristes. Les terroristes s'étaient fait passer pour des plombiers et s'étaient présentés à la résidence du général. Peu de temps après, les Brigades rouges revendiquèrent cet enlèvement ; la dimanche 27 décembre elles avaient d'autre part diffusé une photographie du prisonnier sous un drapeau frappé d'une étoile à cinq branches.

Depuis l'enlèvement, les Brigades rouges avaient fait parvenir cinq communiqués et le 26 janvier une nouvelle photographie du général. Dans le dernier de ces textes, les ravisseurs déclaraient absolument l'hypothèse de négociations, et ne faisaient plus allusion à l'interrogatoire du général.

Le 19 janvier la police antiterroriste italienne avait affirmé après avoir été envoyée sur de multiples fausses pistes, avoir identifié six membres des brigades du commando. C'est la première fois depuis l'apparition des brigades rouges italiennes que la police parvient à libérer l'un de leurs otages.

Les cadavres décomposés de Mme Jeannette May, ancienne épouse Rothschild, et de son amie italienne Gabriella Guerin, portées disparues depuis plus d'un an, ont été découvertes le 27 janvier, près du village de Podella (Marches), en Italie. Les deux femmes étaient portées disparues depuis le 26 novembre 1980. — (A.F.P.)

## 130 MORTS ET 150 BLESSÉS

### Le déraillement du train Alger-Oran s'explique par le mauvais état de la voie et du matériel

(De notre correspondant) Alger. — « J'ai été réveillé par un bruit saccadé et j'ai cru à un nouveau tremblement de terre », dit un commerçant du village de Bou-Halouane situé à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, dans la wilaya (département) d'El-Annasser. Il était à 1 h 30 le 27 janvier et le train de nuit reliant quotidiennement la capitale à Oran venait de partir à grande vitesse un convoi de marchandises stationné devant la gare de la petite localité.

Le rapide, composé de huit wagons où somnolaient quelque quatre cent cinquante voyageurs, avait tenté en vain d'atteindre le sommet du col de Bou-Halouane. Le convoi, à cet endroit, était à trente degrés. Il avait dû s'immobiliser pour attendre le renfort d'une locomotive supplémentaire. C'est au moment où les chemins de fer algériens ont été notifiés par la compagnie française que les trains ont lâché. Le convoi, partant en marche arrière, a dévalé à grande vitesse la dizaine de kilomètres le séparant de la gare et a littéralement explosé sous le choc avec le train de marchandises qui y stationnait. Ainsi

s'explique le nombre élevé des victimes. On décombrerait mercredi cent trente morts et cent cinquante blessés, dont certains très gravement atteints.

L'organisation des secours a été compliquée par l'obscurité et le froid très vif et de nombreux corps ont dû être délogés au chaudement.

Le premier ministre, M. Abdelghani, et plusieurs membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux et se sont réunis devant les corps des victimes rassemblés dans une mosquée. M. Pierre Mauroy, le premier ministre français a envoyé à son homologue algérien un télégramme de condoléances et les ministres français de la santé et des transports ont offert leur aide. Ces marques de solidarité ont été très appréciées.

L'état déplorable dans lequel se trouve le réseau ferré (pas un kilomètre nouveau de ligne n'a été construit depuis l'indépendance) ainsi que la vétusté d'une partie du matériel roulant expliquent sans doute pour une bonne part l'accident.

Le train tue de plus en plus souvent en Algérie et plusieurs accidents graves ont été enregistrés ces derniers mois, faisant à chaque fois des morts. Des contrats ont été passés avec plusieurs pays et notamment l'Autriche et l'Italie pour la modernisation et l'extension du réseau. Ce secteur figure parmi ceux qui ont été retenus dans la perspective d'un développement de la coopération par M. Rocard et Ibrahim, les ministres français et algérien de la planification lors de leurs récents entretiens à Alger.

DANIEL JUNQUA...

Le Secours populaire français a ouvert une souscription en faveur des victimes du déraillement qui vient d'avoir lieu en Algérie. — Comité national du Secours populaire français, 9, rue Froissart, Paris (3\*). C.C.P. : 694-37-R Paris ; indiquer : Algérie.

## TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE 1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois STAGES INTENSIFS vacances scolaires : Noël, Pâques... tennis action équipé par DUNLOP 248.16.55

## BELLE JARDINIERE

Boutiques L'HABILLEMENT AU MASCULIN GRANDE BRADERIE ANNUELLE du 5 au 30 janvier 82 ☆☆☆ Belle Jardinière Boutiques galerie du Pont Neuf 2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

du 25 janvier au 13 février promotion d'avant saison NICOLL COSTUME 1430 F mesure industrielle avec gilet 1620 F La tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820